



Siège principal - Roeselare



La rédaction - Bruxelles



La régie publicitaire - Zellik



*Les activités audiovisuelles
Vlaamse Media Maatschappij - Vilvoorde*



*RMG en France
Groupe Express-Expansion
Paris*

Roularta Media Group

Rapport annuel 2006



RMG continue la construction de son avenir multimédia

CALENDRIER FINANCIER

Assemblée Générale 2006 Mise en paiement du dividende coupon n° 9	15 mai 2007 1 juin 2007
Déclaration intermédiaire premier trimestre 2007 Communiqué des résultats semestriels 2007 Déclaration intermédiaire troisième trimestre 2007 Communiqué des résultats annuels 2007	10 mai 2007 30 août 2007 19 novembre 2007 17 mars 2008
Assemblée Générale 2007	20 mai 2008

INVESTOR RELATIONS

	Rik De Nolf	Jean Pierre Dejaeghere
Téléphone	+32 51 26 63 23	+32 51 26 63 26
Fax	+32 51 26 65 93	+32 51 26 66 27
E-mail	rik.de.nolf@roularta.be	jean.pierre.dejaeghere@roularta.be
Site Web	www.roularta.be	

SA Roularta Media Group, Meiboomlaan 33, 8800 Roeselare, TVA BE 0434.278.896, RPM Kortrijk

Sommaire

Mission et stratégie	4
Avant-propos par Rik De Nolf, administrateur délégué	5
Mot du président, Baron Hugo Vandamme	6
Roularta Media Group, innovateur technologique	7
Chiffres-clés consolidés	8
Structure du Groupe	12
Conseil d'administration et management team	14
Gouvernance d'Entreprise	16
Environnement, prévention et bien-être	18
Informations destinées aux actionnaires	19
Rapport annuel du conseil d'administration sur les comptes annuels consolidés	22
Etats financiers consolidés	24
Annexes aux états financiers consolidés	
Annexe 1 Principales méthodes comptables	27
Annexe 2 Information sectorielle	30
Annexe 3 Chiffre d'affaires	32
Annexe 4 Services et biens divers	32
Annexe 5 Frais de personnel	32
Annexe 6 Dépréciation sur stocks et sur créances commerciales	32
Annexe 7 Autres produits/charges d'exploitation	33
Annexe 8 Frais de restructuration	33
Annexe 9 Charges financières nettes	33
Annexe 10 Impôts sur le résultat	34
Annexe 11 Résultat par action	34
Annexe 12 Dividendes	35
Annexe 13 Immobilisations incorporelles	35
Annexe 14 Goodwill	36
Annexe 15 Immobilisations corporelles	37
Annexe 16 Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	38
Annexe 17 Actifs financiers - courants et non courants	39
Annexe 18 Autres annexes relatives aux actifs	39
Annexe 19 Actifs et passifs d'impôt différé	40
Annexe 20 Stocks	41
Annexe 21 Capitaux propres	41
Annexe 22 Provisions	43
Annexe 23 Litiges importants	43
Annexe 24 Avantages du personnel	43
Annexe 25 Dettes financières et autres dettes	45
Annexe 26 Autres annexes relatives aux passifs	46
Annexe 27 Contrats de location-financement et contrats de location simple	46
Annexe 28 Passifs éventuels	46
Annexe 29 Gestion de risques financiers	46
Annexe 30 Flux de trésorerie relatifs aux acquisitions de filiales	47
Annexe 31 Flux de trésorerie relatifs aux cessions de filiales	48
Annexe 32 Participations dans des coentreprises	49
Annexe 33 Événements postérieurs à la date de clôture	49
Annexe 34 Honoraires au commissaire et aux personnes liées au commissaire	49
Annexe 35 Information relative aux parties liées	50
Annexe 36 Structure du Groupe	51
Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés	53
Rapport annuel du conseil d'administration	54
Comptes annuels statutaires	58
Rapport du commissaire	63

*Ce rapport annuel est disponible en français,
en néerlandais et en anglais. En cas de différence
d'interprétation, seul le texte néerlandais fera loi.
La version qui est disponible sur l'Internet
(www.roularta.be) ne l'est qu'à titre d'information.*

Mission de Roularta Media Group

En tant que société multimédia, RMG veut accorder autant d'importance à ses lecteurs, ses téléspectateurs et ses auditeurs qu'à ses clients-annonceurs, ses collaborateurs et ses actionnaires.

Stratégie de Roularta Media Group

Roularta Media Group veut être un acteur dynamique de premier plan dans l'univers de l'édition et de l'impression de magazines d'information, de journaux, de journaux gratuits et de publications de niches, ainsi que dans l'univers des médias audiovisuels et de l'édition électronique.

A l'intention du grand public, RMG édite des journaux gratuits, fait de la télé sur le réseau ouvert, est actif en radio ainsi que sur l'Internet, via le site vlan.be.

RMG s'adresse aussi à des groupes cibles particuliers par le biais de magazines de qualité, d'une chaîne info et via des sites coupoles riches en contenu.

Roularta Media Group est donc constamment en quête de nouvelles opportunités, tant sur le plan des titres et des actions marketing que des nouveaux médias, en vue de consolider sa position sur les marchés belge et étrangers.

Cette approche place Roularta Media Group dans une position idéale pour offrir aux annonceurs une combinaison unique de canaux divers, un faisceau de médias qui ne peut que renforcer le message des annonceurs.

Roularta Media Group recherche l'équilibre et la complémentarité entre journaux gratuits et magazines, entre médias traditionnels et novateurs, entre médias imprimés et audiovisuels.

Sa politique d'intégration verticale (contenu rédactionnel, régie publicitaire et production) et son approche multimédia renforcent la souplesse et stimulent le caractère anticyclique de Roularta Media Group.

Roularta Media Group mène une politique fondée sur les alliances. Le Groupe a conclu des joint-ventures avec des partenaires belges et étrangers qui détiennent une position de force dans leurs segments de marché respectifs et disposent d'une vaste expérience dans leurs divers domaines d'activités.



Une nouvelle constellation pour Roularta

par Rik De Nolf, administrateur délégué

En 2006, Roularta Media Group a repris le Groupe Express-Expansion (GEE) français. L'image globale de Roularta s'en trouve fondamentalement modifiée: le groupe belge réalise désormais près de 35% de son chiffre d'affaires en France avec, notamment, les activités de GEE, de Point de Vue, les titres de Studio Press et le groupe A Nous.

Pour l'interprétation des résultats annuels 2006, il convient de tenir compte du fait que les résultats du Groupe Express-Expansion, dont Roularta Media Group a acquis 100% des actions le 26 septembre 2006, ne sont repris qu'à partir du 4^e trimestre.

Rappelons les chiffres clés de l'année 2006:

- Le **chiffre d'affaires** s'est hissé de 497,7 à 609,2 millions d'euros, soit une hausse de 22,4%.
- Dans la comparaison des résultats ci-dessous, il n'est pas tenu compte, pour les chiffres de 2005, de la plus-value de 2,1 millions d'euros réalisée sur la vente de la participation dans Plopsaland.
- L'**EBITDA** affiche une hausse de 34,4%, de 53,9 à 72,5 millions d'euros, dégageant une marge de 11,9%, contre 10,8% en 2005.
- L'**EBIT** augmente de 40,2% en se hissant de 36,4 à 51,1 millions d'euros. La marge EBIT progresse ainsi de 7,3% à 8,4%.
- Le **résultat net du Groupe** augmente de 23,4%, de 20,1 millions d'euros à 24,8 millions d'euros, avec une marge de 4,1%, contre 4,0% en 2005.
- Hausse du **résultat courant net** de 53,3%, de 20,2 à 31,0 millions d'euros.
- Hausse du **cash-flow courant** de 33,3%, de 37,6 à 50,1 millions d'euros.
- Le **bénéfice par action** s'est hissé de 2,29 euros en 2005 à 2,32 euros en 2006. Cette légère hausse s'explique d'une part par la plus-value exceptionnelle réalisée sur la vente de la participation dans Plopsaland en 2005, et dont l'impact sur le bénéfice par action représente 0,22 euro, et d'autre part par la hausse du nombre d'actions consécutive aux augmentations de capital.

Suite au financement de la reprise du Groupe Express-Expansion et de Point de Vue ainsi qu'à la levée d'une dette de leasing de 25,4 millions d'euros pour le financement de nouvelles rotatives chez Roularta Printing la **dette financière nette** s'élève à 221,4 millions d'euros. Par rapport aux fonds propres, cette dette représente un taux d'endettement de 74,4%.

Département Médias Imprimés

Le **chiffre d'affaires** du département des Médias Imprimés a progressé de 339,4 à 437,2 millions d'euros, soit une hausse de 97,8 millions d'euros, ou 28,8%. Cette hausse a été réalisée à hauteur de 84,4 millions d'euros par l'acquisition de Point de Vue et du Groupe Express-Expansion notamment. De surcroît, nous observons une hausse du chiffre d'affaires organique (produits existants) de 4,0%.

Les publications gratuites enregistrent une hausse de 13,2% de leur chiffre d'affaires grâce à l'acquisition d'A Nous Paris et de 't Fonteinje-De Wegwijzer, et grâce à la poursuite de la croissance de De Streekkrant/De Weekkrant, De Zondag et des Steps City Magazines en Belgique comme à l'étranger.

Le chiffre d'affaires publicitaire de Krant van West-Vlaanderen a augmenté de 12%.

Les revenus publicitaires des magazines ont progressé de 39,1%, dont 38,9% du fait de l'acquisition du Groupe Express-Expansion et de Point de Vue, et 0,2% par la croissance des titres existants.

Le marché des lecteurs a augmenté de 48,8%, dont 46,1% du fait de l'acquisition du Groupe Express-Expansion et de Point de Vue, et 2,7% par la croissance des titres existants.

Le **résultat opérationnel (EBIT)** a augmenté de 27,0%, de 30,4 à 38,6 millions d'euros, ce qui dégage une marge de 8,8%, contre 9,0% en 2005.

L'**EBIT** a été influencé par 4,1 millions d'euros de frais de restructuration chez Groupe Express-Expansion, une réduction de valeur exceptionnelle sur titres de 2,3 millions d'euros, ainsi que par des amortissements sur goodwill de Point de Vue pour 1,2 million d'euros.

L'**EBITDA** a progressé de 41,7 à 53,0 millions d'euros, soit une hausse de 27,3%. Le **résultat net du Groupe** s'élève à 17,4 millions d'euros contre 17,1 millions d'euros en 2005, soit une hausse de 2,1%.

Le résultat net des Médias Imprimés a été influencé négativement par plusieurs facteurs. D'une part, des frais de financement plus élevés ont été enregistrés du fait de la reprise de Point de Vue et du Groupe Express-Expansion, lesquels frais ont été compensés en partie par un revenu financier unique généré par un contrat swap conclu préalablement à l'US Private Placement d'avril 2006. D'autre part, le résultat est affecté par une pression fiscale plus que proportionnelle due à des pertes fiscales non récupérables à court terme, à une reprise exceptionnelle de latences fiscales actives (= surcôt) et à une réduction de valeur exceptionnelle sur des titres pour lesquels aucune latence fiscale active n'est enregistrée.

Département Médias Audiovisuels

Le **chiffre d'affaires** du département des Médias Audiovisuels s'est hissé de 165,6 à 179,3 millions d'euros, soit une hausse de 8,3% réalisée essentiellement chez Paratel et à la Vlaamse Media Maatschappij.

Au 4^e trimestre, la Vlaamse Media Maatschappij a renoué avec la hausse du chiffre d'affaires publicitaire en télévision (+9,2% au 4^e trimestre). Le chiffre d'affaires annuel de la publicité en télévision a fléchi de 2,4% par rapport à 2005. Sur l'ensemble de l'exercice, radio Q-Music a réalisé une belle progression. Les chaînes de télévision régionales et Canal Z/Kanaal Z ont également poursuivi leur croissance.

Compte non tenu de la plus-value de 2,1 millions d'euros réalisée au 1^{er} trimestre 2005 sur la vente de Plopsaland, l'**EBIT** affiche une hausse de 106,8%, de 6,0 à 12,4 millions d'euros. Il convient de tenir compte ici des frais de restructuration enregistrés chez VMMA pour un montant de 1,8 million d'euros. L'**EBITDA** a augmenté de 58,6%, de 12,3 à 19,4 millions d'euros.

Le **résultat courant net** progresse de 3,0 à 8,5 millions d'euros, soit une hausse de 183,1%. Le **cash-flow courant** augmente quant à lui de 67,7%, de 9,3 à 15,5 millions d'euros.

Dividende

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 15 mai 2007 de distribuer un dividende brut de 0,75 euro par action.



Un nouveau jalon important pour Roularta Media Group

par Baron Hugo Vandamme, Président du conseil d'administration

La mission de Roularta Media Group en tant qu'entreprise multimédia est de créer de la valeur au bénéfice de ses lecteurs, téléspectateurs, auditeurs, annonceurs, collaborateurs et actionnaires. En 2006, nous avons une fois de plus réussi à créer de la valeur ajoutée pour toutes les parties prenantes et, en tant que président, j'entend remercier tous ceux qui y ont contribué pour les efforts qu'ils ont fournis et les féliciter du résultat.

L'année 2006 est un nouveau jalon important dans l'histoire de Roularta Media Group. L'entreprise multimédia, dont les racines sont ancrées en Flandre occidentale, est devenue une véritable société internationale! Son expansion vers de nouveaux marchés – notamment vers la France – a pris cours voici plusieurs années mais en réalisant la reprise complète du Groupe Express-Expansion français, l'internationalisation est désormais définitivement sur les rails. Roularta Media Group réalise à présent un tiers de son chiffre d'affaires en France. Dans les prochaines années, nous allons poursuivre l'internationalisation de l'entreprise.

La France jouera incontestablement un rôle essentiel dans la croissance future de Roularta Media Group. Avec le Groupe Express-Expansion et Studio Press, nous sommes actifs en France sur de nombreux terrains. Avec L'Express, nous sommes l'un des principaux éditeurs de magazines d'actualité. Avec L'Entreprise, L'Expansion et Mieux Vivre Votre Argent, nous sommes présents dans le monde des entreprises et des finances. L'Étudiant nous permet d'atteindre tous les étudiants de l'Hexagone et de les attirer parmi le lectorat de nos autres titres. Avec Lire, Classica, Studio, Pianiste, etc., nous atteignons les amateurs de livres, de cinéma et de musique. Les magazines art de vivre que sont Côté Ouest, Côté Sud, et d'autres, s'adressent aux lecteurs français, mais abordent aussi, de plus en plus, d'autres pays. Tous ces titres nous offrent une vaste base sur laquelle asseoir notre croissance future, tant en profondeur qu'en largeur. Ne doutons pas que cette diversité au sein de notre Groupe permettra une pollinisation croisée et un échange fructueux d'idées créatives.

L'expansion internationale n'est possible qu'à la condition de disposer d'un excellent appareil de production, qui puisse assurer un vaste éventail de tâches

allant du traitement des commandes et du prépresse à la distribution, en passant par l'impression. Roularta Media Group voit dans l'intégration de l'édition et de l'impression de magazines et de journaux l'un de ses points forts. La flexibilité, la maîtrise des coûts et le contrôle de la qualité qui en découlent confèrent à notre Groupe un avantage compétitif.

Dans ce cadre, nous avons entamé en 2006 la construction d'une nouvelle imprimerie sur notre site à Roulers. La superficie des imprimeries, magasins et bureaux sera agrandie de 26.000 mètres carrés de surface bâtie. Cette année encore, les nouvelles presses à journaux seront installées et offriront des possibilités quasi illimitées en matière de couleurs. A partir de 2008 seront installées les premières nouvelles presses magazines qui pourront assurer progressivement l'impression des titres français.

En tant qu'entreprise multimédia, Roularta Media Group entend intensifier encore ses efforts sur l'Internet. Le site Web de Knack est développé pour devenir le site d'actualité et couple de notre Groupe. Toutes les informations de toutes les publications et magazines peuvent être atteintes via knack.be, où il suffit d'un clic de souris pour accéder à tous les autres sites du Groupe. L'approche multimédia intégrée des rédactions de Knack, Weekend Knack, Trends, Canal Z et autres permettront à ce site de devenir le site de référence en Flandre. Et bien entendu, d'autres initiatives similaires seront développées autour du magazine Le Vif/L'Express et des magazines et publications gratuites en France.

Multimédia: de la presse gratuite, des journaux et magazines aux sites Web en passant par la radio et la télé...

International: de la Belgique, notre marché d'origine, à la France, en passant par les Pays-Bas, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, la Slovaquie...

Tels sont les deux piliers du plan stratégique de notre société d'édition, sur lesquels nous baserons notre croissance dans les prochaines années. Ensemble, avec tous les collaborateurs dans les différents pays, nous relèverons ces défis et veillerons non seulement à faire de 2007 une bonne année, mais aussi à jeter les bases d'une croissance bénéficiaire fructueuse dans les années à venir.

2007, année de consolidation

En 2007, Roularta réalise la construction de l'imprimerie à Roulers et l'installation des nouvelles presses à journaux qui permettront une impression couleur de qualité magazine (heatset) sur toutes les pages (jusqu'à 128 p. tabloïd). Pour le département de la Presse Gratuite, limité aujourd'hui sur le plan des couleurs, ces initiatives représentent un progrès considérable d'ici la fin 2007. En outre les premières nouvelles presses magazines (72 et 16 p.) seront installées. Elles pourront assurer progressivement l'impression des titres français à partir de 2008.

Les coûts du Groupe Express-Expansion affichent une baisse à partir de 2007 grâce à des efforts de réorganisation et de restructuration. Par ailleurs, d'autres synergies sont développées au plan du prépresse, de la photogravure, de l'organisation, etc.

Le marché publicitaire n'est pas particulièrement positif pour les magazines en ce début de 2007. En France aussi, le marché adopte une position attentive en perspective des élections présidentielles.

Le marché des lecteurs, en revanche, évolue dans un sens favorable, tant en termes d'abonnements que de ventes au numéro. L'hebdomadaire français L'Express réalise une croissance de 28% de ses ventes au numéro, comparé au printemps 2006. La nouvelle équipe imprime au titre un nouvel élan et profite de l'atmosphère préélectorale.

Sur le plan de la radio et de la télévision, 2007 n'a pas mal commencé. Q-Music poursuit sa croissance et chez la Vlaamse Media Maatschappij, des efforts sont consentis en vue d'une compression des coûts.

Roularta continue de s'investir dans le domaine de l'Internet en optant résolument pour le développement de sites d'actualité dans lesquels toutes les rédactions du Groupe ont un rôle à jouer. Pour les sites de petites annonces en Belgique, Roularta a choisi de s'associer au groupe de médias francophone Rossel, l'éditeur du groupe d'hebdomadaires Vlan.



Innovateur technologique

En tant qu'entreprise multimédia, Roularta Media Group est active dans différents secteurs de pointe. Dans ces secteurs, Roularta Media Group étudie sans cesse de nouvelles possibilités, d'où sa réputation d'innovateur technologique de taille. Roularta Media Group attache effectivement une grande importance à la recherche et au développement. Ces efforts profitent naturellement aux processus de travail internes du Groupe lui-même, mais il n'est pas rare qu'ils servent de moteur aux évolutions fondamentales du marché.

Dans le domaine de la presse écrite par exemple, Roularta Media Group est à l'origine de divers standards belges et internationaux qui décrivent la méthode pour la préparation de l'impression de données numériques et pour l'échange électronique des instructions qui les accompagnent. Dans l'environnement prépresse, de tels standards sont d'une importance fondamentale étant donné que, du fait des progrès technologiques, la fabrication des maquettes analogiques traditionnelles sur film a progressivement été remplacée par des flux de travail entièrement numériques. La standardisation extrême est essentielle pour garantir un contrôle efficace de la qualité dans ces workflows numériques. Comme l'illustrent entre autres les réalisations suivantes, Roularta Media Group joue un rôle de pionnier à cet égard:

En tant que membre fondateur de Medibel+, l'organisation qui chapeaute le secteur belge de la publicité (www.medibelplus.be), Roularta Media Group a été, il y a quelques années, à l'origine de la **percée du format de fichier PDF dans le monde publicitaire belge** en tant que standard pour la livraison d'annonces numériques aux magazines et aux journaux. Le format PDF est recommandé dans le flux de production graphique, car il est indépendant du fabricant et offre d'importants avantages techniques par rapport aux autres formats de fichiers. C'est en février 2001 qu'ont été lancées les premières normes PDF de Medibel+, qui décrivent les spécifications auxquelles doivent répondre les fichiers PDF pour faciliter le traitement prépresse. Celles-ci étaient basées sur les résultats d'un projet d'étude mené par Roularta Media Group, qui testait déjà depuis 2000, par le biais d'un groupe de travail interne, les différents logiciels visant le contrôle de la qualité des fichiers PDF et avait défini des procédures recommandées pour la création, le contrôle et la correction éventuelle des fichiers PDF livrés. Par le biais d'un encadrement personnalisé et approfondi de ses annonceurs, Roularta Media Group a en outre largement contribué à faire connaître le format PDF à un public plus large. Les standards PDF de Medibel+ sont actualisés régulièrement.

Le département prépresse de Roularta Media Group reçoit aujourd'hui 99% de toutes les annonces de magazines et de journaux au format PDF. Le respect rigoureux des normes Medibel+ par les annonceurs permet une grande uniformité, de telle sorte que **98% des fichiers PDF livrés peuvent être traités de manière automatisée sans la moindre édition** au niveau du département prépresse. Roularta Media Group continue d'ailleurs à jouer un rôle de pionnier au sein de Medibel+: Erwin Danis (Directeur Premedia de RMG) est le président actuel de l'organisation.

Sous l'impulsion de Roularta Media Group, Medibel+ a participé à la création du **Ghent PDF Workgroup** (GWG, www.gwg.org) en 2002. Celui-ci est, dans l'intervalle, devenu une organisation internationale d'associations du secteur graphique et de fournisseurs européens et américains qui se sont, tout comme Medibel+, fixé comme objectif de stimuler la collaboration numérique dans le flux de production PDF en élaborant et en diffusant des spécifications et procédures pratiques. Le GWG a entre autres développé des standards PDF internationaux pour différents procédés d'impression. Ces standards sont basés sur la norme ISO PDF/X-1a, mais imposent des exigences plus strictes sur le plan de la qualité. C'est la raison pour laquelle on les appelle les normes PDF/X Plus, qui correspondent par ailleurs aux standards PDF de Medibel+. Roularta Media Group continue également à prendre ses responsabilités au sein du groupement international qu'est le GWG, et le groupe est représenté au sein de la direction par Erwin Danis (président général) et par Peter Maes (président du Specifications Subcommittee).

Un sujet très actuel est la contribution de Roularta Media Group au **développement de la méthode AdTicket pour la numérisation du workflow des commandes** entre les centrales médiatiques, les agences créatives qui réalisent les annonces, et les éditeurs/imprimeurs. Les AdTickets permettent d'incorporer dans le fichier PDF proprement dit, sous la forme de métadonnées, des informations relatives à une annonce spécifique livrée au format PDF. De cette manière, ces informations supplémentaires ne doivent pas être envoyées séparément par fax et le client a en outre la garantie que ces informations resteront, dans le workflow de production, indissociablement liées au contenu du fichier PDF. Roularta Media Group et Medibel+ ont lancé le premier AdTicket en avril 2005. Pour le moment, plus de 100 agences de publicité en Belgique font déjà usage de cette possibilité. Sur son site Internet, Roularta Media Group dispose d'ailleurs d'un formulaire électronique qui permet d'ajouter directement les métadonnées souhaitées lors du chargement d'annonces au format PDF.

Depuis le 1^{er} juillet 2006, le GWG a également introduit un AdTicket. Il s'agit d'une reprise de l'AdTicket Medibel+ existant, qui est en outre entièrement compatible avec le standard AdSM, surtout populaire à l'étranger. L'internationalisation de l'AdTicket Medibel+ est très intéressante étant donné qu'elle permet aux agences de publicité belges qui l'utilisent de livrer désormais leurs fichiers selon le même standard à des éditeurs étrangers. Une fois de plus, Roularta Media Group montre par ce projet sa force d'innovation technique et prouve que les méthodes de travail qu'elle met au point sont suivies même à l'étranger.

Le 1^{er} juillet 2006, Roularta Media Group a, en collaboration avec Medibel+, lancé la **première norme belge pour la livraison de matériel photographique numérique**. Le but de cette norme est de garantir une qualité de base satisfaisante et standardisée pour les images fournies sous forme numérique en vue de leur publication dans des magazines ou des journaux. Cette norme donne pour la première fois des instructions claires aux photographes numériques et leur évite de devoir réaliser eux-mêmes des manipulations d'images en vue d'obtenir un résultat optimal à l'impression. Des normes ont été définies pour la 'Photographie d'actualité' et pour les 'Shootings'.

Roularta Media Group est fortement engagée dans divers projets de recherche et de standardisation en vue de l'**optimisation du processus de rotation offset**. En collaboration avec des partenaires étrangers réunis au sein de la sous-commission Color Management du GWG, Roularta Media Group œuvre notamment au développement de profils de couleur ICC standardisés selon les normes ISO pour l'impression rotative offset. En Belgique, Roularta Media Group a développé, en collaboration avec Medibel+, le profil de presse NODOG, qui est entre-temps utilisé par tous les journaux belges et qui garantit aux annonceurs une qualité de couleur uniforme de leurs annonces imprimées, quel que soit le titre de la publication.

MEMBRES DU GHENT PDF WORKGROUP

Associations du secteur graphique:

Cebuco (Pays-Bas); CITAGM (Espagne); DDPFF (Danemark); ERA (Allemagne); Febelgra (Belgique); FESPA (Royaume-Uni); FICG (France); FTA (Etats-Unis); IDP Group (Pays-Bas); IPA (Etats-Unis); Medibel+ (Belgique); Nederlands Uitgeversverbond (Pays-Bas); PDFX-ready (Suisse); PPA (Royaume-Uni); SICOGIF (France); TAGA Italia (Italie); VFG (Autriche); VIGC (Belgique); VISKOM (Norvège); VSD (Suisse).

Fournisseurs:

Adobe, Adstream, Agfa, Apago, Artwork Systems, Callas, Dalim Software, Enfocus, Esko, Global Graphics, Gradual Software, Heidelberg, OneVision, pub-specs, Quark, Screen Europe.

Chiffres-clés consolidés

COMPTE DE RÉSULTATS	2003	2004	2005	2006	Evolution
Chiffre d'affaires (1)	437.613	499.164	497.681	609.231	+ 22,4%
Résultat opérationnel (EBIT)	43.634	46.344	38.553	51.089	+ 32,5%
Charges financières nettes	-2.335	-1.589	-1.342	-1.993	+ 48,5%
Résultat opérationnel après charges financières nettes	41.299	44.755	37.211	49.096	+ 31,9%
Impôts sur le résultat	-15.436	-16.835	-14.882	-23.645	+ 58,9%
Résultat net des entreprises consolidées	25.863	27.920	22.329	25.451	+ 14,0%
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	260	324	3	-12	
Intérêts minoritaires	-556	-1.011	-139	-653	+ 369,8%
Résultat net du Groupe	25.567	27.233	22.193	24.786	+ 11,7%
Résultat net du Groupe - marge	5,8%	5,5%	4,5%	4,1%	
EBITDA	59.530	64.850	56.034	72.466	+ 29,3%
EBITDA - marge	13,6%	13,0%	11,4%	11,9%	
EBIT	43.634	46.344	38.553	51.089	+ 32,5%
EBIT - marge	10,0%	9,3%	7,8%	8,4%	
Résultat courant net (2)	26.970	28.690	22.331	31.007	+ 38,9%
Cash-flow courant (3)	42.448	46.014	39.674	50.053	+ 26,2%

BILAN	2003	2004	2005	2006	Evolution
Actifs non courants	198.602	220.728	274.242	659.205	+ 140,4%
Actifs courants	206.912	218.438	236.810	326.329	+ 37,8%
Total du bilan	405.514	439.166	511.052	985.534	+ 92,8%
Capitaux propres - part du Groupe	177.266	200.089	215.616	284.839	+ 32,1%
Capitaux propres - intérêts minoritaires	13.675	14.618	13.297	12.863	- 3,3%
Passifs	214.573	224.459	282.139	687.832	+ 143,8%
Liquidité (4)	1,3	1,3	1,1	0,8	- 27,3%
Solvabilité (5)	47,1%	48,9%	44,8%	30,2%	- 32,6%
Dette financière nette	22.643	12.243	39.985	221.415	+ 453,7%
Gearing (6)	11,9%	5,7%	17,5%	74,4%	+ 325,1%
Rendement des fonds propres (7)	14,4%	13,6%	10,3%	8,7%	- 15,5%

(1) Chiffre d'affaires 2005: reclassement vers chiffre d'affaires des rémunérations pour le signal de VMMA: 4.443 KEUR.

(2) Résultat courant net = résultat net du Groupe + pertes de valeur sur titres et sur goodwill + frais de restructuration nets d'impôts.

(3) Cash-flow courant = résultat courant net + amortissements sur immobilisations (in)corporelles, dépréciations et provisions.

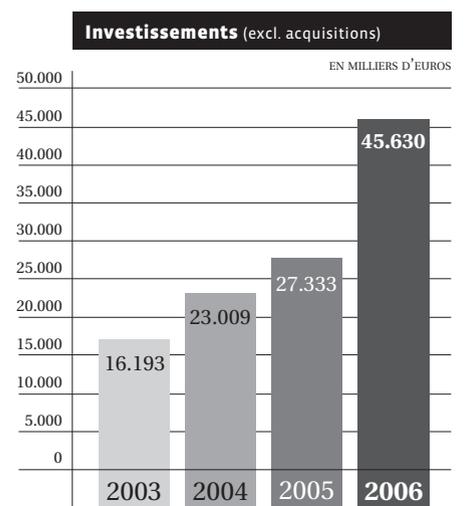
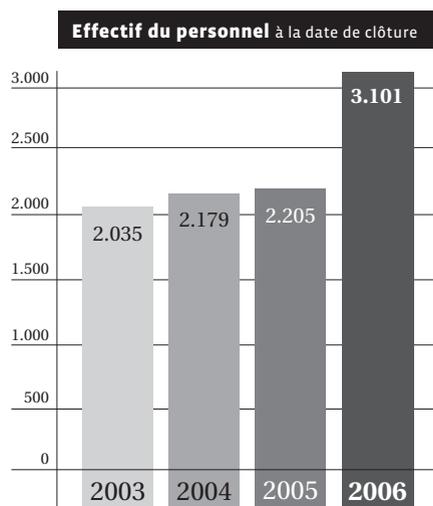
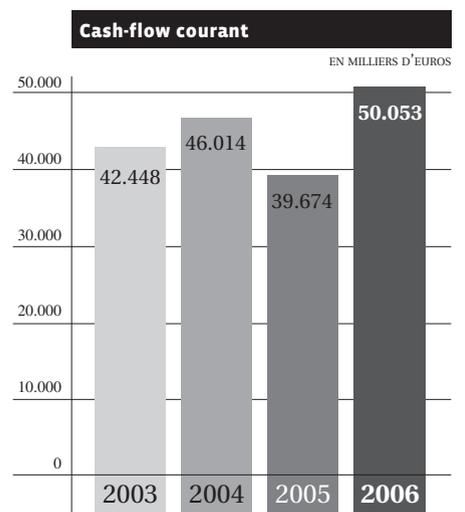
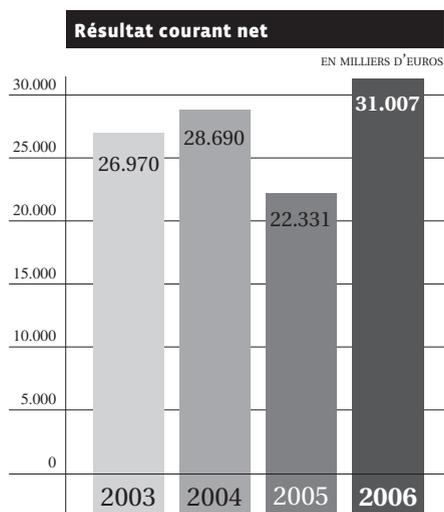
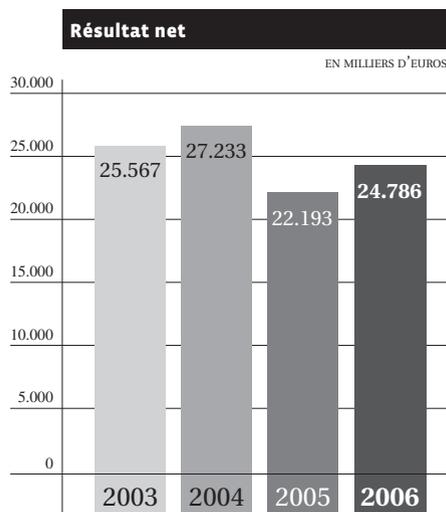
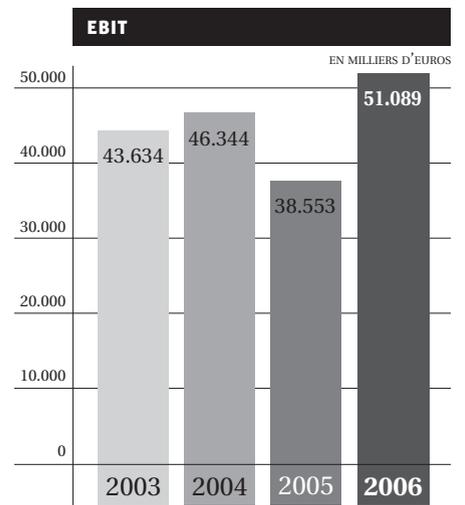
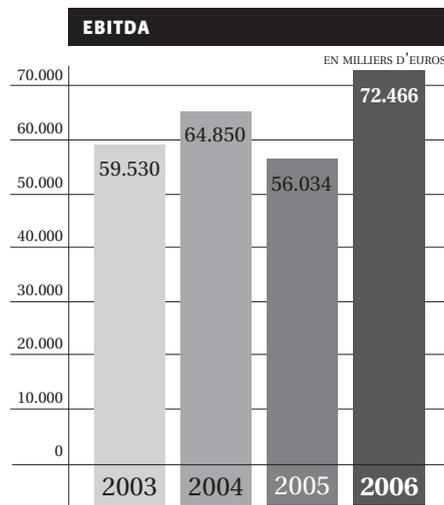
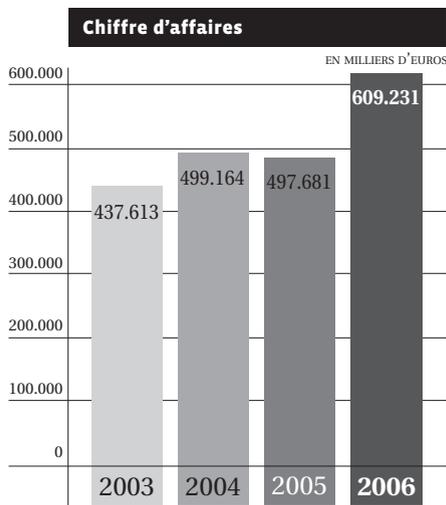
(4) Liquidité = actifs courants / passifs courants.

(5) Solvabilité = capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires) / total du bilan.

(6) Gearing = dette financière nette / capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires).

(7) Rendement des fonds propres = résultat net du Groupe / capitaux propres (part du Groupe).

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.



Chiffres-clés par division

	MÉDIAS IMPRIMÉS					MÉDIAS AUDIOVISUELS				
	2003	2004	2005	2006	Evol.	2003	2004	2005	2006	Evol.
Chiffre d'affaires (1)	291.204	331.656	339.391	437.218	+28,8%	153.134	174.270	165.611	179.285	+8,3%
Résultat opérationnel (EBIT)	28.719	28.657	30.425	38.643	+27,0%	14.915	17.687	8.128	12.446	+53,1%
Charges financières nettes	-1.286	-1.010	-859	-1.482	+72,5%	-1.049	-579	-483	-511	+5,8%
Résultat opérationnel après charges financières nettes	27.433	27.647	29.566	37.161	+25,7%	13.866	17.108	7.645	11.935	+56,1%
Impôts sur le résultat	-9.317	-10.655	-12.087	-18.836	+55,8%	-6.119	-6.180	-2.795	-4.809	+72,1%
Résultat net des entreprises consolidées	18.116	16.992	17.479	18.325	+4,8%	7.747	10.928	4.850	7.126	+46,9%
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	23	0	8	-12		237	324	-5	0	
Intérêts minoritaires	-592	-549	-413	-888	+115,0%	36	-462	274	235	+14,2%
Résultat net du Groupe	17.547	16.443	17.074	17.425	+2,1%	8.020	10.790	5.119	7.361	+43,8%
Résultat net du Groupe - marge	6,0%	5,0%	5,0%	4,0%		5,2%	6,2%	3,1%	4,1%	
EBITDA	38.708	39.984	41.663	53.027	+27,3%	20.823	24.865	14.371	19.440	+35,3%
EBITDA - marge	13,3%	12,1%	12,3%	12,1%		13,6%	14,3%	8,7%	10,8%	
EBIT	28.719	28.657	30.425	38.643	+27,0%	14.915	17.687	8.128	12.446	+53,1%
EBIT - marge	9,9%	8,6%	9,0%	8,8%		9,7%	10,1%	4,9%	6,9%	
Résultat courant net	18.950	17.900	17.212	22.491	+30,7%	8.020	10.790	5.119	8.516	+66,4%
Cash-flow courant	28.521	28.045	28.312	34.544	+22,0%	13.928	17.968	11.362	15.510	+36,5%

(1) Chiffre d'affaires 2005 Médias Audiovisuels: reclassement vers chiffre d'affaires des rémunérations pour le signal de VMMA: 4.443 KEUR.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Chiffres-clés par action ⁽¹⁾

DESCRIPTION	en euro	2003	2004	2005	2006
Capitaux propres - part du Groupe		18,74	20,76	22,26	26,70
EBITDA		6,29	6,73	5,78	6,79
EBIT		4,61	4,81	3,98	4,79
Résultat net du Groupe		2,70	2,83	2,29	2,32
Résultat net du Groupe après dilution		2,66	2,76	2,25	2,30
Résultat courant net		2,85	2,98	2,31	2,91
Cash-flow courant		4,49	4,77	4,10	4,69
Dividende brut		0,50	0,75	0,75	0,75
Cours/bénéfice (P/E) (2)		12,98	17,05	22,62	20,59
Cours/cash-flow (P/CF) (3)		8,25	10,63	12,73	12,76
Nombre d'actions au 31/12		9.884.986	9.928.611	9.956.961	11.005.485
Nombre moyen pondéré d'actions		9.459.960	9.638.716	9.687.603	10.667.825
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution		9.623.395	9.873.900	9.881.386	10.797.661
Cours maximal		39,00	52,05	61,95	59,90
Cours fin décembre		37,00	50,75	52,15	59,85
Capitalisation boursière en millions d'euros au 31/12		365,74	503,88	519,26	658,68
Volume annuel en millions d'euros		32,95	82,06	119,59	134,90
Volume annuel en nombre		1.130.821	1.787.219	2.349.284	2.519.919

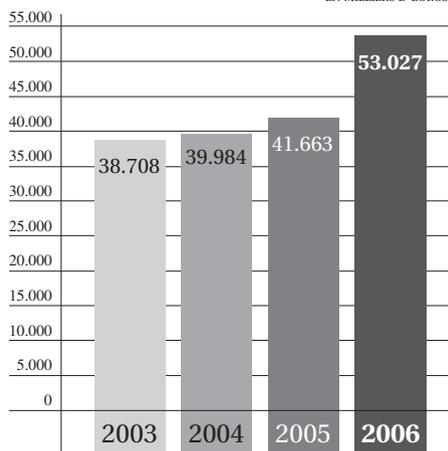
(1) A base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation

(2) Bénéfice = résultat courant net

(3) Cash-flow = cash-flow courant

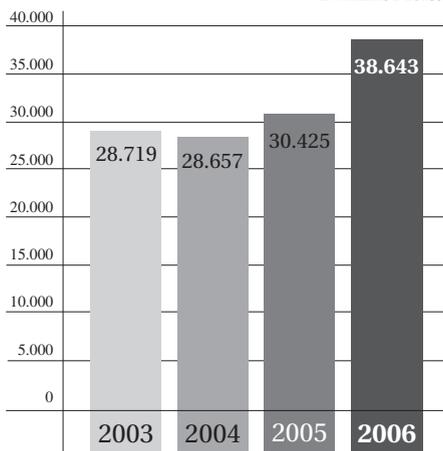
EBITDA Médias Imprimés

EN MILLIERS D'EUROS



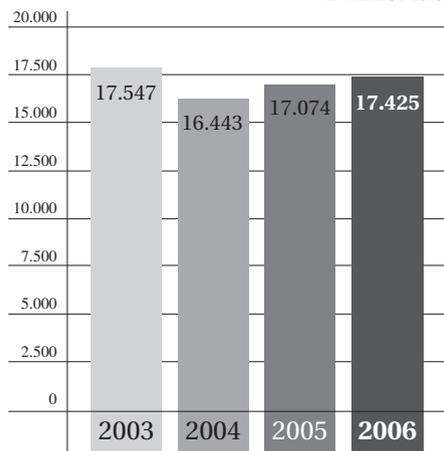
EBIT Médias Imprimés

EN MILLIERS D'EUROS



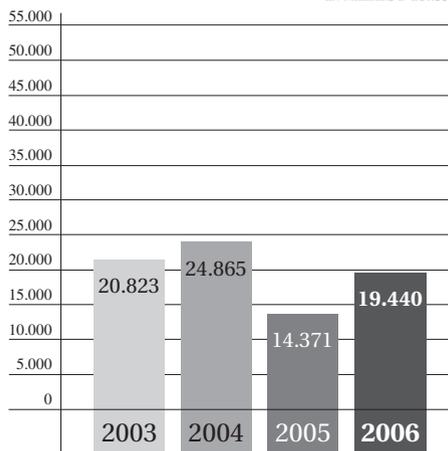
Résultat net Médias Imprimés

EN MILLIERS D'EUROS



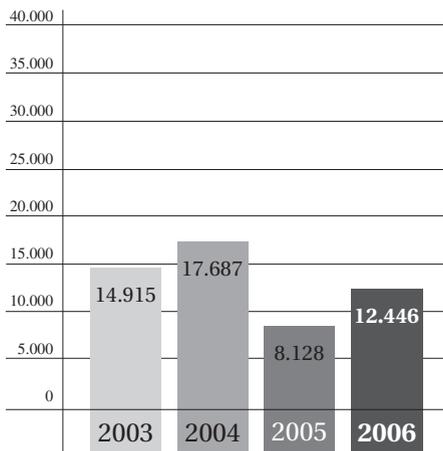
EBITDA Médias Audiovisuels

EN MILLIERS D'EUROS



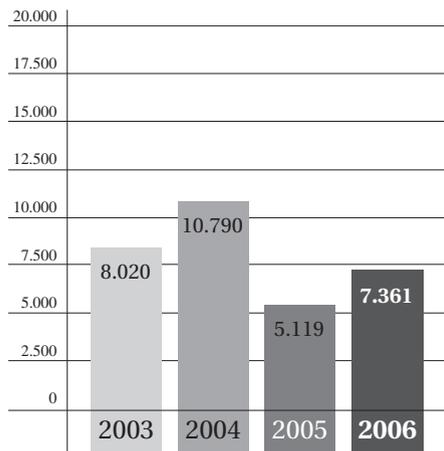
EBIT Médias Audiovisuels

EN MILLIERS D'EUROS



Résultat net Médias Audiovisuels

EN MILLIERS D'EUROS



Structure de Roularta Media Group au 31 décembre 2006

JOURNAUX		PRESSE GRATUITE		LIVRES ET ANNUAIRES		MAGAZINES			
100%	West-Vlaamse Media Groep	80%	De Streekkrant-De Weekkrantgroep	100%	Roularta Books	100%	Groupe Express-Expansion (F)		
			Zeeuws Vlaams Mediabedrijf (NL)		51%		Academici Roularta Media	100%	Editions Génération (F)
			Tam-Tam		100%		Follow The Guide	65%	Animation (F)
			Drukkerij Leysen		100%		Media Office	100%	Voix du Nord L'Etudiant (F)
			Automatch		100%		Hippos Vademecum (en liquidation)	100%	Prélude et Fugue (F)
			't Fonteintje - De Wegwijzer		100%		Cap Publishing	50%	Solrémi (F)
		50%	Liefde voor het Leven				100%	CD Services (F)	
		50%	Algo Communication (F)				100%	Groupe Express Editions (F)	
		50%	A Nous Province (F)				50%	Dicos D'Or (F)	
		99,59%	A Nous Paris (F)				100%	Mieux Vivre (F)	
		92%	Mestne Revije (SL)				100%	Job Rencontres (F)	
		40%	Paginas Longas (PT)				50%	Zefir Web (F)	
							25%	Partenaire Développement (F)	

	MAGAZINES	SERVICES	TÉLÉVISION ET RADIO	PRODUCTION
	100% Sportmagazine	100% Roularta Publishing	50% Vlaamse Media Maatschappij	77,41% Roularta Printing
	100% Press News	100% Roularta Management	Paratel 100%	74,67% Vogue Trading Video
	100% Biblo - Roularta Medica	100% Roularta IT-Solutions	Studio-A 100%	
	50% Le Vif Magazine	100% Regie De Weekkrant	100% Belgian Business Television	
	50% Himalaya	100% Style Magazine (NL)	100% @-Invest	
	50% Senior Publications	50% First Media	100% Eye-d	
	Grieg Media (N) 100%	30,74% Repropress	50% Regionale Media Maatschappij	
	50% Senior Publications Nederland (NL)	23,35% Febelma Regie	50% De Woonkijker	
	50+ Beurs & Festival (NL) 50%	19% Eurocasino	33,33% Regionale TV Media	
	50% Belgomedia		15% S.T.M. (F)	
	Senior Publications Verwaltungs GmbH (D) 100%			
	Senior Publications Deutschland GmbH & Co KG (D) 100%			
	Bayard Media Verwaltungs GmbH (D) 50%			
	Bayard Media GmbH en Co KG (D) 50%			
	50% Art de Vivre Editions (F)			
	100% Studio Press (F)			
	DMB-Balm (F) 100%			
	Studio Press LTD (GB) 100%			
	100% Roularta Media France (F)			
	Studio Magazine (F) 100%			
	Cavenne SAS Editeurs (F) 100%			
	Point de Vue (F) 100%			
	Belgifrance Communication (F) 100%			
	1,87% Côté Maison (F)	48,13%		
	50% Editions Côté Est (F) 100%			
	Cotexpo (F) 100%			
	15,39% Cyber Press Publishing (F)			

Conseil d'administration et management team



Baron Hugo Vandamme



Rik De Nolf



Leo Claeys



Lieve Claeys



Caroline De Nolf



Iwan Bekaert



Jean Pierre Dejaeghere



Clement De Meersman



Dirk Meeus



Eddy Brouckaert



Jo Bruneel



Jan Cattrysse



Erwin Danis



Katrien De Nolf



Hugues De Waele



William Metsu



Dirk Vandekerckhove



Carlos Van den Bossche



Dirk Van Roy

Conseil d'administration

Baron Hugo Vandamme

représentant permanent de HRV SA
Eden Roc, Fairybankhelling, 8670 Oostduinkerke
Administrateur indépendant
Président - 2009

Rik De Nolf

représentant permanent de De Publigraaf SA
Krasselhoekstraat 12, 8890 Moorslede
Administrateur délégué - 2010

Leo Claey

représentant permanent de De Meiboom SA
Meiboomlaan 110, 8800 Roeselare
Administrateur non exécutif
Vice-président - 2010

Lieve Claey

représentant permanent de Fraka-Wilo SA
Kasteelhoekstraat 1, 8800 Roeselare
Administrateur exécutif - 2008

Caroline De Nolf

représentant permanent de Verana SA
Meiboomlaan 110, 8800 Roeselare
Administrateur non exécutif - 2008

Iwan Bekaert

Ph. de Denterghemlaan 32, 9831 St.-Martens-Latem
Administrateur non exécutif - 2007

Jean Pierre Dejaeghere

Oude Iepersstraat 43, 8870 Izegem
Administrateur exécutif - 2012

Clement De Meersman

représentant permanent de Clement De Meersman SPRL
Leffingestraat 17, 8000 Brugge
Administrateur indépendant - 2009

Dirk Meeus

Sint-Christinastraat 17, 9200 Dendermonde
Administrateur indépendant - 2009

Management team

Rik De Nolf

Président

Jean Pierre Dejaeghere

Directeur financier

Eddy Brouckaert

Directeur journaux

Jo Bruneel

Directeur presse gratuite

Jan Cattrysse

Directeur administratif

Erwin Danis

Directeur prémedia

Katrien De Nolf

Directeur ressources humaines

Hugues De Waele

Directeur médias étrangers

William Metsu

Directeur imprimerie

Dirk Vandekerckhove

Directeur magazines

Carlos Van den Bossche

Directeur IT

Dirk Van Roy

Directeur régie publicitaire nationale

Comité d'audit

Clement De Meersman

Président

Leo Claey

Dirk Meeus

Comité de nomination et de rémunération

Baron Hugo Vandamme

Président

Rik De Nolf

Leo Claey

Dirk Meeus

Gouvernance d'Entreprise

INTRODUCTION

En tant que société multimédia, RMG veut accorder autant d'importance à ses lecteurs, ses téléspectateurs et ses auditeurs qu'à ses clients-annonceurs, ses collaborateurs et ses actionnaires.

A la lumière de cette mission, la SA Roularta Media Group veut se rallier aux principes exposés dans le Code belge de Gouvernance d'Entreprise du 9 décembre 2005. Les 'best practices' en matière de gestion d'entreprise, qui étaient déjà appliquées dans le passé au sein de Roularta Media Group, ont été complétées par les principes du Code belge de Gouvernance d'Entreprise et consignées dans la Charte de Gouvernance d'Entreprise approuvée par le conseil d'administration du 18 novembre 2005.

Le conseil d'administration estime que le respect le plus rigoureux possible des principes exposés dans la Charte de Gouvernance d'Entreprise contribuera à une administration plus efficace, plus transparente et à une meilleure gestion des risques et des contrôles de la société. Grâce à cette administration plus efficace, plus transparente, et à une bonne gestion des risques et des contrôles, le conseil d'administration parvient à réaliser son objectif, qui consiste à maximiser la valeur tant pour les actionnaires et les parties prenantes que pour les investisseurs institutionnels.

La Charte de Gouvernance d'Entreprise qui a été publiée sur le site Internet de la société¹ comporte:

- une description de la structure de gouvernance d'entreprise de la société avec le règlement interne du conseil d'administration;
- la politique élaborée par le conseil d'administration en ce qui concerne les transactions et les autres liens contractuels entre la société à l'inclusion de ses sociétés liées, ses administrateurs et les membres du management exécutif qui ne tombent pas sous l'application du règlement des conflits d'intérêts;
- la politique de rémunération des membres du conseil d'administration et du management exécutif;
- les mesures prises par la société pour se conformer à la Directive 2003/6/CE sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché);
- le règlement interne du comité d'audit;
- le règlement interne du comité de nomination et de rémunération;
- le règlement interne du management exécutif (rôle et responsabilités CEO et management team).

Dans ce chapitre du rapport annuel, le conseil d'administration fournira, conformément à l'annexe F du Code belge de Gouvernance d'Entreprise, davantage d'informations factuelles concernant la gouvernance d'entreprise, y compris les modifications éventuelles de la politique de gouvernance d'entreprise de la société, la nomination de nouveaux administrateurs, la nomination de membres des comités du conseil d'administration et la rémunération annuelle des membres du conseil d'administration et du management exécutif.

COMPOSITION ET RAPPORT D'ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ET TAUX DE PRÉSENCE INDIVIDUEL DE SES MEMBRES

Le conseil d'administration de la SA Roularta Media Group se compose de neuf membres:

- six administrateurs qui représentent l'actionnaire de référence, conformément au droit de proposition statutaire: Monsieur Rik De Nolf, représentant permanent de De Publigrasaf SA (2010), Monsieur Leo Claeys, représentant permanent de De Meiboom SA (2010), Madame Lieve Claeys, représentant permanent de Fraka-Wilo SA (2008), Madame Caroline De Nolf (2008), Monsieur Iwan Bekaert (2007) et Monsieur Jean Pierre Dejaeghere (2012).
- Madame Caroline De Nolf a donné le 24 juin 2006 sa démission en tant qu'administrateur. Conformément à l'article 15 des statuts, le conseil d'administration a décidé de coopter comme administrateur la SA Verana, avec Madame Caroline De Nolf comme représentante permanente. Il sera proposé à l'assemblée générale de confirmer cette nomination.
- trois administrateurs indépendants qui occupent tous une fonction de cadre dans la société: Monsieur Clement De Meersman, représentant permanent de Clement De Meersman SPRL (2009) et administrateur délégué de Deceuninck SA, Monsieur Dirk Meeus (2009), associé de Allen & Overy LLP, et Baron Hugo Vandamme, représentant permanent de HRV SA (2009), président du conseil d'administration de Kinopolis Group SA, vice-président du conseil d'administration de Picanol SA et membre du conseil des commissaires de Sara Lee DE International B.V.

Le conseil d'administration s'est réuni sept fois au cours de l'année écoulée. Outre les conseils d'administration ordinaires pour discuter des résultats de

la société et les assemblées annuelles pour discuter du plan pluriannuel et du budget de l'exercice suivant, le conseil d'administration s'est aussi réuni pour l'approbation des conditions du US Private Placement.

Conseil d'administration	10/03	24/04	12/05	23/06	01/09	17/11	21/12
Baron Hugo Vandamme	P	P	P	P	P	P	P
Rik De Nolf	P	P	P	P	P	P	P
Leo Claeys	P	P	P	P	P	P	P
Lieve Claeys	P	P	P	P	P	P	E
Caroline De Nolf	P	P	P	P	P	P	P
Iwan Bekaert	P	P	P	P	P	P	P
Jean Pierre Dejaeghere	P	P	P	P	P	P	P
Clement De Meersman	P	P	P	P	P	P	E
Dirk Meeus	P	P	E	P	P	P	P

P: présent - E: excusé

Dans l'année passée, il y a aussi eu une réunion des administrateurs indépendants. Pour 2007, six conseils d'administration sont au programme.

COMPOSITION ET RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ D'AUDIT ET TAUX DE PRÉSENCE INDIVIDUEL DE SES MEMBRES

Conformément au Code belge de Gouvernance d'Entreprise, le comité d'audit est composé exclusivement d'administrateurs non exécutifs (3), dont deux administrateurs indépendants.

En 2006, le comité d'audit s'est réuni quatre fois. Pendant ces réunions l'année dernière, le comité d'audit a exercé un contrôle de l'intégrité des informations financières de la société, a suivi de près les activités de l'auditeur interne et externe et a formulé à ce sujet, s'il l'a jugé nécessaire, des recommandations au conseil d'administration.

Comité d'audit	06/03	10/05	30/08	16/11
Clement De Meersman	P	P	P	P
Leo Claeys	P	P	P	E
Dirk Meeus	P	P	E	P

P: présent - E: excusé

Sur invitation du président, le commissaire (Deloitte Reviseurs d'Entreprises, société civile ayant adopté la forme d'une SCRL, représentée par MM. Jos Vlamincx et Mario Dekeyser), Monsieur Jean Pierre Dejaeghere (CFO) et l'auditeur interne ont pu assister aux réunions dudit comité.

COMPOSITION ET RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION ET TAUX DE PRÉSENCE INDIVIDUEL DE SES MEMBRES

Le conseil d'administration a décidé de confier la mise en œuvre du quatrième (la société applique une procédure rigoureuse et transparente pour la nomination et l'évaluation de son conseil et de ses membres) et du septième (la société rémunère de manière équitable et raisonnable les administrateurs et les membres du management exécutif) principe du Code belge de Gouvernance d'Entreprise à un seul comité, à savoir le comité de nomination et de rémunération. Roularta Media Group déroge en cela au Code belge de Gouvernance d'Entreprise, qui prévoit deux comités distincts. Le conseil d'administration estime cependant que la nomination et la rémunération des administrateurs et des membres du management exécutif sont des matières qui sont très étroitement liées, de telle sorte qu'elles peuvent sans aucun problème être traitées par le même comité. Vu d'autre part l'agenda bien rempli de tous les administrateurs, il est indiqué également de réunir ces deux missions au sein d'un seul comité.

Par dérogation au Code belge de Gouvernance d'Entreprise, le conseil d'adminis-

¹ www.roularta.be/fr/investisseurs

tration a décidé que le CEO ferait partie du comité. La raison de cette composition dérogatoire est que le comité doit se pencher essentiellement sur le recrutement des membres du management exécutif et sur la politique relative à leur rémunération, autant de matières dans lesquelles le jugement du CEO, très proche du management exécutif, est d'une importance cruciale.

Le comité de nomination et de rémunération s'est réuni deux fois en 2006 avec point de l'ordre du jour le plus important l'organisation du management exécutif.

	10/03	12/05
Baron Hugo Vandamme	P	P
Rik De Nolf	P	P
Leo Claeyns	P	P
Dirk Meeus	P	E

P: présent - E: excusé

COMPOSITION DU MANAGEMENT EXÉCUTIF

Le Chief Executive Officer forme avec le management team le management exécutif de la SA Roularta Media Group. Les fonctions suivantes font partie du management team de la SA Roularta Media Group :

▪ Directeur financier
▪ Directeur journaux
▪ Directeur presse gratuite
▪ Directeur administratif
▪ Directeur prémédias
▪ Directeur ressources humaines
▪ Directeur médias étrangers
▪ Directeur IT
▪ Directeur imprimerie
▪ Directeur magazines
▪ Directeur régie publicitaire nationale

En principe, le management team se réunit chaque mois en se basant sur un calendrier établi au préalable. Des réunions supplémentaires peuvent être convoquées à tout moment à l'initiative du Chief Executive Officer. Chaque membre du management team peut porter des points à l'ordre du jour des réunions.

POLITIQUE EN CE QUI CONCERNE LES TRANSACTIONS ET LES AUTRES LIENS CONTRACTUELS ENTRE LA SOCIÉTÉ À L'INCLUSION DE SES SOCIÉTÉS LIÉES, SES ADMINISTRATEURS ET LES MEMBRES DU MANAGEMENT EXÉCUTIF QUI NE TOMBENT PAS SOUS L'APPLICATION DU RÈGLEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Compte tenu des principes et directives consignés dans le Code belge de Gouvernance d'Entreprise, la société a élaboré une politique en ce qui concerne les transactions et les autres liens contractuels entre la société à l'inclusion de ses sociétés liées, ses administrateurs et les membres du management exécutif qui ne tombent pas sous l'application du règlement des conflits d'intérêts.

Il est question d'une transaction ou de tout autre lien contractuel entre la société, ses administrateurs et/ou les membres de son management exécutif lorsque:

- un administrateur ou un membre du management exécutif a un intérêt financier personnel significatif dans la personne morale avec laquelle la SA Roularta Media Group désire conclure une transaction;
- l'administrateur ou le membre du management exécutif, son ou sa conjoint(e), concubin(e), enfant ou parent ou allié jusqu'au deuxième degré font partie du conseil d'administration ou du management exécutif de la personne morale avec laquelle la SA Roularta Media Group souhaite conclure une transaction importante;
- il appartient au conseil d'administration de juger de l'existence d'un tel conflit.

L'administrateur ou membre concerné du management exécutif fournit au conseil d'administration toutes les informations pertinentes concernant le conflit d'intérêts. L'administrateur ou membre du management exécutif concerné s'abstient de participer à la délibération et à la prise de décision sur ce point de l'ordre du jour. Le conseil d'administration confirme qu'aucune transaction ni situation semblable n'est intervenue au cours de l'exercice écoulé ni n'a donné lieu à l'application de la procédure mentionnée ci-dessus.

MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À LA DIRECTIVE 2003/6/CE SUR LES OPÉRATIONS D'INITIÉS ET LES MANIPULATIONS DE MARCHÉ

Le protocole de prévention des délits d'initiés impose aux administrateurs, membres du management team et autres membres du personnel ou collaborateurs (externes) qui, par la nature de leur fonction entrent en contact avec des informations confidentielles, une interdiction de négocier, directement ou indirectement, des instruments financiers émis par Roularta Media Group sur la base de connaissances préalables.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DU MANAGEMENT EXÉCUTIF

Rémunération des administrateurs

Rémunération annuelle des administrateurs non exécutifs:

Administrateurs non exécutifs	Fixe	Variable
Hugo Vandamme (représentant permanent de la SA HRV) - Président du conseil d'administration	80.000,00 euros	-
Leo Claeyns (représentant permanent de la SA De Meiboom) - Vice-président du conseil d'administration	58.500,00 euros	-
Clement De Meersman (représentant permanent de la SPRL Clement De Meersman)	25.000,00 euros	-
Dirk Meeus	25.000,00 euros	-
Iwan Bekaert	25.000,00 euros	-
Caroline De Nolf (représentant permanent de la SA Verana)	25.000,00 euros	-

Rémunération annuelle des administrateurs exécutifs:

Administrateurs exécutifs	Fixe	Variable
Rik De Nolf (représentant permanent de la SA De Publigraaf) - Administrateur Délégué	80.000,00 euros	-
Lieve Claeyns (représentante permanente de la SA Fraka-Wilo)	25.000,00 euros	-
Jean Pierre Dejaeghere	25.000,00 euros	-

Rémunération des membres du management exécutif

Au CEO, De Publigraaf SA avec pour représentant permanent monsieur Rik De Nolf, a été attribuée une rémunération brute fixe de 539.420,92 euros.

Aux autres membres du management exécutif ont été attribuées les rémunérations brutes suivantes: une rémunération fixe de 1.290.616,11 euros, une rémunération variable de 283.493,33 euros et d'autres composantes de 171.459,99 euros.

En novembre 2006, la société a émis un nouveau plan d'option d'actions. Dans le cadre du plan, 67.000 d'options d'actions ont été attribuées, début janvier 2007, aux membres du management exécutif. Chaque option donne droit à une action Roularta Media Group moyennant le paiement du prix d'exercice de 53,53 euros. Une première tranche de 40% des options peut être levée à partir du 1 janvier 2010. Les options ne peuvent plus être levées après le 31 décembre 2016.

Au cours de l'exercice écoulé, la composition du management exécutif est modifiée comme suit: en accord mutuel, la collaboration entre la société et M. Hugo De Vidts, directeur IT, et M. Jan Van Lindt, directeur presse gratuite a été terminée. Ils ont été remplacés par M. Alain Guillemyn (IT) et M. Jo Bruneel (presse gratuite). En août 2006 Mme Mieke Verhelst, directeur régie publicitaire nationale, est décédée inopinément. Au sein du management team, elle a été succédée par M. Dirk Van Roy, ancien directeur projects and processes.

Environnement, prévention et bien-être

■ ENVIRONNEMENT

Roularta Media Group continue à développer une production respectueuse de l'environnement et à faible consommation énergétique. Les investissements considérables consentis dans un passé récent permettent aujourd'hui à Roularta Media Group non seulement de respecter les normes d'émission définies par la loi, mais aussi de produire en consommant moins d'énergie qu'il y a quelques années.

L'action conjuguée de différents appareils et/ou techniques spécifiques et de la systématique de réglage y afférente permet d'harmoniser parfaitement les besoins en chauffage et en réfrigération, de sorte que jusqu'à présent, une **économie d'énergie** d'environ 55% a pu être réalisée. Concrètement, il s'agit de ce qui suit:

- un dispositif de postcombustion à régénération thermique (qui consomme 70% de gaz en moins qu'un dispositif classique);
- une récupération optimale de la chaleur générée par la postcombustion grâce à un réservoir tampon-échangeur;
- une machine frigorifique à absorption (production d'air froid au moyen de la chaleur résiduelle du dispositif de postcombustion);
- une tour de refroidissement à haut rendement («free-cooling») qui a permis de réaliser environ 6.800 heures de refroidissement «gratuit» en 2006;
- un groupe de refroidissement électrique à haut rendement, qui garantit la réalisation du refroidissement pendant l'entre-saison avec une quantité réduite d'énergie...

Le but est d'améliorer encore cette action conjuguée des besoins en chaleur et en réfrigération dans un futur proche et de les développer de manière systématique. En 2006, une étude a été réalisée en vue de deux projets importants qui seront exécutés en 2007. Ainsi, l'installation HVAC (Heating, Ventilation, Airconditioning) sera davantage optimisée. L'objectif est de développer deux circuits de refroidissement distincts permettant un «free-cooling» toute l'année pour une partie importante du refroidissement des presses. Ensuite, des investissements seront consentis dans une nouvelle machine frigorifique centrifuge à haut rendement.

En outre, en 2007, un second dispositif de postcombustion identique au premier sera installé pour les nouvelles presses à imprimer. Le fonctionnement des deux dispositifs de postcombustion sera harmonisé afin d'améliorer encore la récupération de la chaleur.

Contrat d'audit Energie

Roularta Media Group a souscrit, tout comme quelque 220 autres entreprises de Flandre, au Contrat d'audit «Energie» des autorités flamandes. Ce Contrat d'audit vise à faire contribuer le plus possible des entreprises présentant une consommation d'énergie moyenne (consommation annuelle entre 0,1 et 0,5 PJoules) au projet de «consommation rationnelle de l'énergie» concocté par les autorités, ainsi qu'à la réalisation des objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément au protocole de Kyoto.

Les entreprises qui adhèrent au Contrat d'audit «Energie» s'engagent à déposer un plan en matière d'énergie auprès du bureau de vérification et à mettre en œuvre les mesures proposées dans ce plan dans un délai de quatre ans. En outre, un rapport devra être présenté annuellement auprès de ce bureau en ce qui concerne la consommation d'énergie, les émissions de CO₂ évitées et les mesures mises en œuvre.

Le plan en matière d'énergie de Roularta Media Group a été déposé le 23/11/2006 auprès du service public compétent. Ce plan a depuis lors été approuvé par le bureau de vérification de la Région flamande. Roularta Media Group compte ainsi parmi les premières entreprises flamandes à disposer d'un plan approuvé en matière d'énergie.

Consommation rationnelle de l'eau

Au cours des dernières années, Roularta Media Group s'est efforcé de réduire sa consommation d'eau et de limiter ses émissions grâce à divers investissements et mesures importants:

- ainsi, la tour de refroidissement de type ouvert (principe du «free-cooling») est non seulement très intéressante sur le plan énergétique, mais elle permet aussi de réduire considérablement la consommation d'eau;
- le dosage continu de l'acide de la tour de refroidissement permet un taux de concentration supérieur, ce qui permet également de réaliser une économie d'eau considérable (environ 1.500 m³/an);
- l'optimisation systématique des paramètres de refroidissement et l'utilisation étudiée d'une machine frigorifique;
- un réseau de circulation des eaux usées séparé et une cuve souterraine conforme pour les solvants résiduaires et les huiles limitent les émissions;
- lors de l'introduction de produits pouvant influencer la gestion des eaux, la

composition de ces produits fait l'objet d'une étude attentive par toutes les personnes concernées.

Grâce à ces mesures et à d'autres, la consommation d'eau a diminué de plus de 20% en dix ans, malgré le vaste parc de machines et l'augmentation continue de la production.

Projet de nouvelle construction

Pendant le projet de nouvelle construction également, lequel a été préparé en 2006 et sera mis en œuvre en 2007 sur le site de Roulers, diverses «meilleures techniques actuellement disponibles» ainsi que des mesures respectant l'environnement et permettant de réduire la consommation énergétique seront appliquées. C'est ainsi que Roularta Media Group investit dans ce qui suit:

- lanterneaux dans le toit (coûteux en raison des exigences supplémentaires liées au bruit, mais économie considérable sur le coût de l'éclairage);
- éclairage à variation d'intensité automatique (économie sur le coût de l'éclairage);
- chauffage du hall de production au moyen de la chaleur récupérée du dispositif de postcombustion et du dispositif à air comprimé;
- compresseurs à régulation de fréquence et presses à imprimer munies de moteurs à variation de fréquence (économie d'énergie);
- moteurs avec étiquette énergétique A pour le traitement des rognures de papier;
- piste étanche aux liquides avec séparateur d'hydrocarbures pour la collecte des liquides renversés accidentellement.

Lors de l'étude préparatoire à la nouvelle construction, un expert agréé a réalisé une étude détaillée du bruit produit, en vue de la limitation des émissions sonores. Les recommandations de cette étude (p.e. murs du hall des presses à journaux en béton cellulaire de 15 cm, isolation sonore d'au moins 38 dB pour le nouveau bâtiment de production, etc.) sont mises en pratique.

L'utilisation d'eau pluviale a également été retenue dans le projet de nouvelle construction, ce qui permettra de réduire considérablement la consommation d'eau. La conductibilité de l'eau pluviale est en outre inférieure à celle de l'eau de ville, ce qui permettra également de réduire les déversements. Outre la réduction de la consommation grâce à l'utilisation de l'eau pluviale, une moins grande quantité d'eau compensant les pertes sera nécessaire pour obtenir la conductibilité requise pour nos systèmes.

Les nouvelles presses seront équipées des tout nouveaux systèmes de filtrage davantage perfectionnés, de sorte que l'eau de mouillage devra être renouvelée moins souvent et que les émissions seront nettement réduites.

A l'avenir, Roularta Media Group continuera à déployer des efforts afin de rechercher, en concertation avec les pouvoirs publics, la fédération sectorielle (Febelgra), les constructeurs et les fournisseurs, de meilleurs produits et un réglage plus optimal des systèmes, bref, les «meilleures techniques actuellement disponibles» pour optimiser l'exploitation.

Roularta Media Group accorde en effet beaucoup d'importance à une politique progressiste en matière d'environnement et d'énergie en réponse aux problèmes actuels dans ces domaines.

■ PRÉVENTION & BIEN-ÊTRE

En matière de prévention et de bien-être, en 2006, Roularta Media Group a focalisé son attention sur un large éventail d'aspects et de domaines:

Prévention des incendies et des explosions

Dans le cadre du projet de nouvelle construction sur le site de Roulers, l'extension du dispositif d'extincteurs automatiques et la détection incendie systématique ont fait l'objet d'une attention particulière. Au cours des dernières années, la réglementation a en effet été modifiée, mais les possibilités techniques ont aussi sensiblement évolué. Les contacts avec les différents services concernés (pompiers, compagnie d'assurances, architecte, fabricants/fournisseurs,...) ont permis d'équiper le nouveau hall de production d'un dispositif d'extinction automatique ESFR (extincteurs automatiques à haute densité), de rideaux de fumée, de murs/portes ignifuges, d'un local conforme pour le stockage des produits chimiques inflammables, etc.

Depuis l'AR du 26/03/03, la législation (Atex) relative à la prévention des explosions a été modifiée. Toutes les zones où des allumages ou des explosions peuvent avoir lieu doivent faire l'objet d'une analyse des risques approfondie. En 2006, cette analyse des risques a été réalisée et un document relatif à la prévention des explosions a été rédigé. Selon la classe des emplacements, la conformité des appareils utilisés, des systèmes de sécurité et de l'organisation aux prescriptions imposées a été vérifiée.

Travaux en hauteur

Le récent AR sur les «travaux en hauteur» modifie radicalement la réglementation existante en matière d'équipement de travail pour les travaux temporaires en hauteur. Outre diverses dispositions générales (principalement des mesures relatives au matériel et à l'organisation), des prescriptions spécifiques s'appliquent à trois catégories d'équipement, à savoir les échelles, les échafaudages et les systèmes comportant des cordes. En 2006, l'impact de cette réglementation sur les travaux en hauteur au sein de notre entreprise a été étudié. Des adaptations/interventions techniques se sont imposées, ainsi que de nouvelles conventions modifiant de manière fondamentale certaines activités. La formation des personnes et services concernés a également fait l'objet d'une grande attention.

Violence, harcèlement moral et sexuel au travail

La réglementation relative à la prise en charge de la violence ainsi que du harcèlement moral et sexuel au travail impose notamment à l'employeur de désigner un conseiller en prévention compétent (et éventuellement des personnes de confiance) ainsi que de réaliser une enquête sur les circonstances pouvant être à l'origine d'un comportement déplacé/abusif au travail. En 2006, ce document obligatoire d'analyse des risques a pris forme.

Formation

Outre la séance de rappel pratique organisée chaque année pour l'équipe d'incendie interne et du recyclage annuel pour les équipes de premiers secours des différents sites, en 2006, l'attention s'est surtout focalisée sur le développement du programme de formations au sein de l'environnement de production. Ainsi, différentes formations techniques ont été finalisées et diverses nouvelles brochures ont été mises au point: points d'attention lors de l'utilisation de solvants et de produits chimiques, brochure de présentation pour les étudiants/stagiaires...

Suivi biologique

En 2006, un projet de suivi biologique a été lancé en collaboration avec le médecin du travail. Ce projet étudie la mesure dans laquelle des composants spécifiques des produits chimiques pénètrent dans l'organisme. Après la liste des produits chimiques utilisés dans l'environnement de l'imprimerie et les mesures atmosphériques périodiques, ce suivi est une étape logique dans la poursuite de l'optimisation de la surveillance dans le cadre de la médecine du travail. Les résultats de ces analyses d'urine et de sang réalisées par échantillonnage ont été immédiatement traduits en une adaptation limitée de la surveillance médicale. Les listes de noms mentionnant les codes de risque et les fiches des postes de travail correspondants ont également été adaptées.

Informations destinées aux actionnaires

L'ACTION ROULARTA MEDIA GROUP

Evolution du nombre d'actions

Dans le courant de l'année 2006, le nombre d'actions est passé de 9.956.961 à 11.005.485 pièces à la suite d'une conversion de warrants dans les mois de janvier (+ 39.090 actions) et juin (+ 19.825 actions) et d'une augmentation du capital social dans le cadre d'un placement privé (+ 989.609 actions) au mois de février.

- Au 31/12/2006, le nombre d'actions s'élève à 11.005.485.
- Au 31/12/2006, le nombre de strips VVPR s'élève à 2.594.608.

Actions nominatives, au porteur ou dématérialisées

Les actions sont au porteur ou nominatives, selon la préférence du titulaire des titres. La société pourra émettre des actions dématérialisées, soit par le biais d'une augmentation du capital, soit par l'échange d'actions nominatives ou au porteur existantes en actions dématérialisées. Chaque titulaire d'actions pourra demander à ses frais l'échange de ses titres, soit en valeurs nominatives, soit en titres dématérialisés.

Rachat d'actions propres

L'autorisation statutaire du conseil d'administration de procéder au rachat d'actions propres a été renouvelée par l'assemblée générale du 16 mai 2006. En 2006, la société n'a pas racheté des actions propres. Au 31 décembre 2006, la société a 224.156 actions propres en portefeuille.

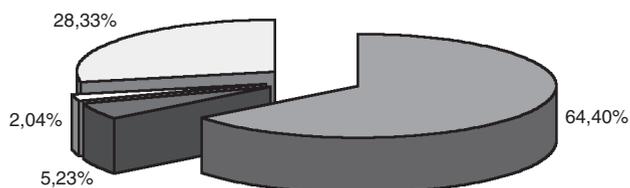
Répartition de l'actionnariat

Au 31 décembre 2006, on dénombre 7.087.704 actions nominatives sur le total des encours en actions.

L'actionnariat est réparti de manière suivante:

Stichting Administratiekantoor RMG	7.087.700
Bestinver Gestion S.G.I.I.C. SA	575.605
Actions propres	224.156
Investisseurs individuels et institutionnels	3.118.024

Actionnariat RMG



Nombre d'actions et droits de vote potentiels (dénominateur) au 31/12/2006

Droits de vote effectifs afférents à des titres représentatifs du capital (= nombre d'actions existantes)	11.005.485
Droits de vote futurs, potentiels ou non, résultant de droits et engagements à la conversion en ou à la souscription de titres à émettre	102.060
Total	11.107.545

Déclaration de transparence

La législation belge oblige tout actionnaire ou groupe d'actionnaires détenant 5% ou plus des actions d'une société belge cotée d'en avvertir par écrit la société et la Commission Bancaire, Financière et des Assurances. Au 31 décembre 2006, la société a reçu une déclaration des sociétés suivantes:

Date de déclaration de participation	Nom de l'actionnaire	Nombre d'actions et de warrants détenus selon la déclaration de participation	Participation selon la déclaration de participation en % du nombre d'actions et de warrants en circulation au 31/12/2006
09/02/2006	Stichting Administratiekantoor RMG	7.087.700	63,81%
17/03/2006	Bestinver Gestion S.G.I.I.C. SA	575.605	5,18%

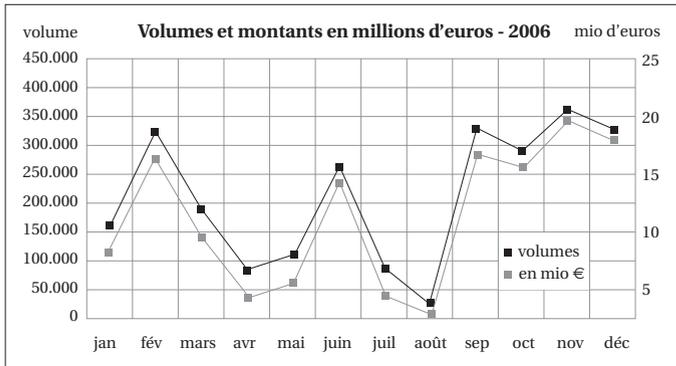
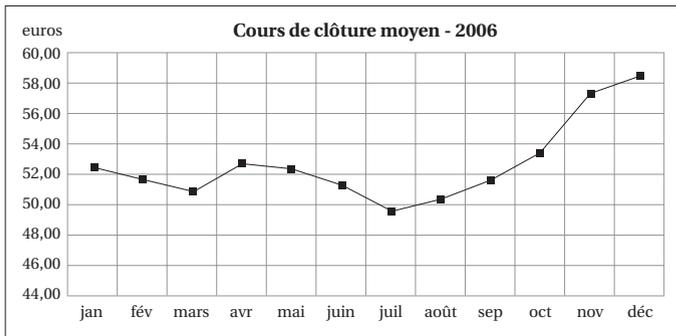
ÉVOLUTION BOURSIÈRE

L'action Roularta Media Group est cotée depuis début décembre 1998 sur Euronext Bruxelles et est reprise dans le segment de qualité NextPrime d'Euronext, au sein duquel l'action est classée dans la rubrique Media & Photography - Printing & Publishing:

Action Roularta	ISIN	BE0003741551	MEP	BRU
	Code Euronext	BE0003741551	Mnemo	ROU
Strip VVPR Roularta	ISIN	BE0005546172	MEP	BRU
	Code Euronext	BE0005546172	Mnemo	ROUS

Cours de clôture et volumes en 2006

Mois	Cours de clôture moyen	Volumes	En mio €
Jan 06	52,44	153.452	8,01
Fév 06	51,98	323.701	16,79
Mars 06	51,29	192.826	9,86
Avr 06	52,51	76.083	3,99
Mai 06	52,05	109.889	5,79
Juin 06	51,29	257.489	13,33
Juil 06	49,66	82.667	4,09
Août 06	50,02	25.835	1,30
Sep 06	51,92	330.324	16,99
Oct 06	53,12	291.955	15,61
Nov 06	57,22	353.264	20,70
Déc 06	58,01	322.434	18,47
		2.519.919	134,93



Le 22 novembre 2006, l'action a atteint son cours le plus élevé de l'année écoulée, soit 59,90 euros. Le cours le plus bas de 48,00 euros a été enregistré le 21 juillet 2006. Le 22 novembre 2006, on a relevé le plus important volume journalier, avec 209.069 pièces.

Reprise dans l'indice

L'action Roularta est reprise dans l'indice MSCI small cap et dans l'indice BEL MID d'Euronext Bruxelles (BE0389856130). A partir de juin 2006, l'action Roularta figure dans l'indice Smaller Europe Socially Responsible Investment, émis par Kempen/SNS. L'indice Kempen Smaller Europe SRI est le premier indice à tracer la performance des SRI-smallcaps en Europe. L'indice SRI est une initiative de Kempen Capital Management. Uniquement les sociétés répondant aux critères d'éthique entrepreneuriale sociaux et environnementaux très élevés y sont admises.

Liquidité de l'action

Afin de promouvoir la liquidité de l'action, Roularta a conclu un contrat d'animation de marché avec KBC Securities. Roularta mène une politique proactive de relations avec les investisseurs dans le but de mettre l'action en point de mire et de soutenir ainsi la liquidité de l'action.

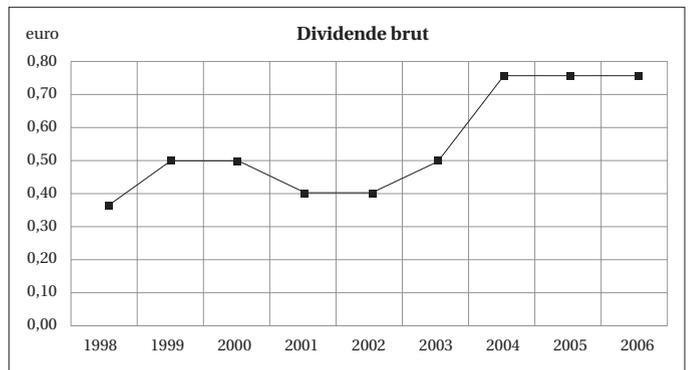
Politique sur le plan des dividendes

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale pratique sur le plan de l'affectation du résultat une politique visant à distribuer un dividende sans perdre de vue l'équilibre sain entre la stabilité d'une distribution de dividendes et le maintien des possibilités d'investissement.

La société ambitionne un ratio pay-out d'environ 30% du bénéfice net consolidé.

Evolution du dividende brut

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dividende brut	0,37	0,50	0,50	0,40	0,40	0,50	0,75	0,75	0,75



FAITS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

A la suite de l'exercice de 9.340 warrants, le capital social de la SA Roularta Media Group a été augmenté par acte notarié du 5 janvier 2007 jusqu'à 170.439.000,00 euros, représentés par 11.014.825 actions, dont 2.603.948 actions avec un caractère VVPR.

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

La SA Roularta Media Group a été constituée le 11 mai 1988 sous la dénomination Roularta Financieringsmaatschappij. Vous trouverez ci-contre un tableau synoptique des événements qui ont marqué au cours du temps l'évolution du capital social et les titres représentant le capital.

Année - mois	Opération	Nombre d'actions	Capital	BEF / EUR
1988 - mai	Constitution sous la dénomination Roularta Financieringsmaatschappij	12.510	381.000.000	BEF
1993 - juillet	Fusion - augmentation de capital	13.009	392.344.000	BEF
1997 - décembre	Scission - augmentation de capital	18.137	546.964.924	BEF
1997 - décembre	Fusion - augmentation de capital	22.389	675.254.924	BEF
1997 - décembre	Augmentation de capital	24.341	734.074.465	BEF
1997 - décembre	Changement de la dénomination en Roularta Media Group			
1998 - juin	Emission de 300.000 warrants - modification des statuts	2.434.100	734.074.465	BEF
1998 - juin	Fusion - augmentation de capital	2.690.400	1.545.457.541	BEF
1998 - juin	Apport de créance - augmentation de capital	8.277.700	2.496.457.541	BEF
1998 - décembre	Apport de créance - augmentation de capital	9.611.034	4.479.791.791	BEF
2001 - juin	Conversion du capital en euros - augmentation de capital par la conversion de 61.950 warrants	9.672.984	111.743.000,00	EUR
2001 - octobre	Suppression de 119.305 actions propres	9.553.679	111.743.000,00	EUR
2002 - juin	Augmentation de capital par la conversion de 35.350 warrants	9.589.029	112.138.000,00	EUR
2003 - juin	Augmentation de capital par la conversion de 43.475 warrants	9.632.504	112.623.000,00	EUR
2003 - juillet	Augmentation de capital par un apport en nature	9.884.986	118.463.000,00	EUR
2004 - juin	Augmentation de capital par la conversion de 43.625 warrants	9.928.611	118.950.000,00	EUR
2005 - juin	Augmentation de capital par la conversion de 28.350 warrants	9.956.961	119.267.000,00	EUR
2006 - janvier	Augmentation de capital par la conversion de 39.090 warrants	9.996.051	120.054.000,00	EUR
2006 - février	Augmentation de capital par un apport en espèces	10.985.660	131.939.204,09	EUR
2006 - mai	Incorporation prime d'émission	10.985.660	170.029.300,00	EUR
2006 - juin	Augmentation de capital par la conversion de 19.825 warrants	11.005.485	170.250.500,00	EUR

Rapport annuel du conseil d'administration

A l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 15 mai 2007 et relatif aux comptes annuels consolidés clôturés le 31 décembre 2006

Chers actionnaires,

Ce rapport annuel doit être lu avec les comptes annuels audités de Roularta Media Group SA, dénommée ci-après le Groupe, et les annexes correspondantes. Ces comptes annuels consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration du 16 mars 2007.

Commentaire des comptes annuels consolidés

Les comptes annuels consolidés ont été rédigés en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), édités par l'International Accounting Standards Board (IASB) et avec les interprétations éditées par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC, anciennement SIC) de l'IASB et qui ont été approuvées par la Commission européenne. Les comptes annuels consolidés donnent un aperçu général des activités de notre Groupe, ainsi que des résultats obtenus. Ils offrent une image fidèle de la situation financière, des prestations financières et des flux de trésorerie de l'entité, et ont été rédigés dans l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Principaux changements dans le Groupe au cours de l'exercice 2006

- Rachat de Studio-A SA et t' Fonteintje-De Wegwijzer SA au premier trimestre 2006;
- Réduction de la participation de 50% dans A Nous Province SAS et Algo Communication SARL au premier trimestre 2006;
- Vente de la participation dans Publiregioes Lda au deuxième trimestre 2006;
- Rachat du Groupe Express-Expansion fin septembre 2006.

Lors de l'analyse des résultats annuels de 2006, il y a lieu de tenir compte du fait que les résultats du Groupe Express-Expansion, dont Roularta Media Group a acquis 100% des actions le 26 septembre 2006, n'ont été intégrés qu'à partir du quatrième trimestre.

Compte de résultats consolidé

Roularta Media Group a réalisé en 2006, un résultat net du Groupe de 24,8 millions d'euros, contre 22,2 millions d'euros en 2005. Le résultat net du Groupe pour la division Médias Imprimés a augmenté de 2,1%, passant de 17,1 à 17,4 millions d'euros. Dans la division Médias Audiovisuels, le résultat net du Groupe a enregistré une croissance de 43,8%, de 5,1 à 7,4 millions d'euros.

En comparaison avec l'année dernière, le chiffre d'affaires a progressé de 111,6 millions d'euros, soit 22,4%. Cette évolution est due d'une part à une augmentation de 97,8 millions d'euros du chiffre d'affaires de la division Médias Imprimés. Cette hausse est à attribuer pour 84,4 millions d'euros aux acquisitions de Point de Vue (fin 2005) et du Groupe Express-Expansion. En outre, nous relevons une croissance organique de 4,0%. D'autre part, le chiffre d'affaires de la division Médias Audiovisuels a grimpé de 8,3%, principalement grâce à Paratel et à la Vlaamse Media Maatschappij.

L'EBITDA est passé de 56,0 à 72,5 millions d'euros tandis que le résultat opérationnel (EBIT) progressait de 38,6 à 51,1 millions d'euros. La marge EBITDA est passée de 11,4% à 11,9% et la marge EBIT de 7,8% à 8,4%.

Dans la division Médias Imprimés, l'EBIT a été influencé par des frais de restructuration de 4,1 millions d'euros consentis pour Groupe Express-Expansion, ainsi que par une moins-value sur titres exceptionnelle représentant 2,3 millions d'euros et par des amortissements sur le fonds de commerce de Point de Vue, à concurrence de 1,2 million d'euros. Dans la division Médias Audiovisuels, la Vlaamse Media Maatschappij a consenti 1,8 million d'euros de frais de restructuration.

En 2006, le résultat courant net a augmenté de 38,9%, passant de 22,3 millions d'euros à 31,0 millions d'euros. Le cash-flow courant a augmenté de 26,2%, passant de 39,7 à 50,0 millions d'euros.

Le résultat net a été influencé défavorablement par un certain nombre de facteurs. D'une part, il y a la hausse des frais financiers à la suite du financement des rachats de Point de Vue et de Groupe Express-Expansion, qui ont partiellement été compensés par un produit financier unique découlant d'un contrat swap conclu préalablement au US Private Placement d'avril 2006. D'autre part, il y a l'alourdissement de la charge fiscale que l'on a relevé en 2005. Cette aggravation de la charge fiscale est la conséquence de pertes fiscales non récupérables à court terme, d'une reprise exceptionnelle de latences fiscales actives (= surcoût) et de la réduction de valeur exceptionnelle sur titres. Si l'on neutralise ces éléments exceptionnels, on obtient en IFRS une charge fiscale de 37,4%.

Le bénéfice par action est passé de 2,29 euros en 2005 à 2,32 euros en 2006. Cette progression limitée est la conséquence d'une part de la plus-value exceptionnelle sur la vente de la participation dans Plopsaland en 2005, qui se traduit par un effet sur le bénéfice par action de 0,22 euro, et d'autre part de l'augmentation du nombre d'actions conformément aux augmentations de capital.

Bilan

Le 26 septembre 2006, Roularta Media Group a acquis définitivement 100% des actions du Groupe Express-Expansion. Par conséquent, l'actif et le passif de GEE sont intégralement repris dans le bilan consolidé au 31 décembre 2006. Les résultats ont été repris à partir du quatrième trimestre 2006. L'augmentation de 321,6 millions d'euros des immobilisations immatérielles découle pour 293,5 millions d'euros de l'intégration des titres du Groupe Express-Expansion. Etant donné que la valeur réelle de ces titres à la date d'acquisition est supérieure à la valeur comptable, une dette fiscale reportée de 97,9 millions d'euros est enregistrée conformément aux normes IFRS 3 pour les plus-values latentes.

Les fonds propres s'élèvent au 31 décembre 2006 à 297,7 millions d'euros, venant de 228,9 millions d'euros au 31 décembre 2005. Le capital a été augmenté de 51,0 millions d'euros à travers plusieurs augmentations de capital. Les réserves affichent une croissance nette de 17,8 millions d'euros, à savoir le résultat de 2006 (24,8 millions d'euros) moins les dividendes versés (8 millions d'euros) et un transfert des intérêts minoritaires.

A la suite du financement du rachat du Groupe Express-Expansion et de Point de Vue et de la reprise de 25,4 millions d'euros de dette de leasing dans Roularta Printing pour le financement des nouvelles presses rotatives, la dette financière nette a augmenté jusqu'à atteindre 221,4 millions d'euros, ce qui donne en comparaison aux moyens propres un gearing ratio de 74,4%.

Investissements (CAPEX)

Les investissements totaux en 2006 s'élevaient à 239,1 millions d'euros, dont 45,7 millions d'euros d'investissements dans des immobilisations incorporelles et corporelles et 193,4 millions d'euros d'acquisitions. Les investissements dans des immobilisations incorporelles ont principalement trait aux logiciels, qui représentent un montant de 3,5 millions d'euros. Les investissements dans des immobilisations corporelles concernent principalement des leasings de nouvelles presses à imprimer, pour un montant de 25,4 millions d'euros, la construction du bâtiment de Roeselare, qui représente un investissement de 4,6 millions d'euros et diverses machines et fournitures de bureau.

Faits importants survenus après la clôture de l'exercice

Après la clôture de l'exercice sont survenus les événements importants suivants, qui influencent de manière importante les résultats et la position financière de l'entreprise:

- Du fait de l'exercice de 9.340 warrants, le capital de Roularta Media Group SA a été augmenté de 188.014,20 euros par acte notarié du 5 janvier 2007, et ensuite de 485,80 euros par le biais de l'incorporation de la réserve disponible, ce qui l'a porté à 170.439.000,00 euros, représenté par 11.014.825 actions, dont 2.603.948 actions à caractère VVPR;
- Au mois de janvier 2007, Roularta Media Group SA a acquis 100% des actions d'Academici Roularta Media SA, une ancienne joint-venture (50/50) entre Roularta Media Group SA et Monsieur Ron Maes;
- En mars 2007, Roularta Media Group a racheté toutes les actions de Medical Integrated Communication SA, éditeur de la revue bilingue Le Journal du Dentiste/De Tandartsenkant;
- Roularta Media Group SA a racheté fin mars 2007 les revues professionnelles Datanews et Texbel de VNU Business Publications, ainsi que les sites Internet liés à ces publications.

Communication concernant l'utilisation par la société d'instruments financiers, dans la limite où cela s'avère important pour l'appréciation de son actif et de son passif, de sa position financière ainsi que de son résultat

Le Groupe utilise des contrats de change pour couvrir le risque de variation de la valeur réelle d'un actif ou d'une obligation reprise, ou pour couvrir un engagement ferme non repris dans le cadre de ses activités commerciales. Ces contrats sont considérés comme des couvertures de valeur réelles telles que définies dans la norme IAS 39 et ont été appréciés à la valeur du marché et comptabilisés dans la rubrique 'produits dérivés financiers' sous les obligations à long terme.

En 2006, le Groupe a procédé à un placement privé libellé en USD aux Etats-Unis. Pour couvrir le risque de change et le risque de taux sur cet emprunt en USD, le Groupe a souscrit un contrat IRCS dont les échéances se situent aux mêmes dates que celles des amortissements et des paiements d'intérêt. Ce contrat est traité comme une couverture des flux de trésorerie conformément à la norme IAS 39.

Pour couvrir les risques résultant des fluctuations défavorables des taux d'intérêt, le Groupe a utilisé des instruments financiers, à savoir des contrats IRS, des contrats Cap-floor, ainsi que le contrat IRCS précité. Un des contrats IRS est considéré comme un contrat de couverture des flux de trésorerie selon les normes IAS 39. Les autres contrats ne sont pas considérés comme des contrats de couverture selon les normes IAS 39.

Environnement, prévention et bien-être

Pour un exposé détaillé en matière d'environnement, de prévention et de bien-être, nous renvoyons au chapitre Environnement, Prévention et Bien-être dans le rapport annuel 2006.

Personnel

Au 31 décembre 2006, le Groupe occupe 3.101 travailleurs (équivalents temps plein). En comparaison avec l'année dernière, ce nombre indique un accroissement de l'effectif de l'ordre de 896 équivalents temps plein, soit 40,6%. Dans ces chiffres, les joint-ventures ont été prises en compte au prorata. Cette hausse est à attribuer pour 853 équivalents temps plein aux nouvelles acquisitions, dont 766 pour le Groupe Express-Expansion.

Le Groupe a enregistré en 2006 pour 5,8 millions d'euros de frais de restructuration, en partie pour le Groupe Express-Expansion à la suite de la clause de cession, et en partie pour la SA Vlaamse Media Maatschappij.

Principaux risques et incertitudes

Outre les risques traditionnels pour chaque entreprise, le Groupe suit pas à pas les évolutions du marché dans l'univers des médias, de manière à pouvoir en tout temps anticiper les modifications et les nouvelles tendances de l'environnement dans lequel opère l'entreprise. Grâce à l'offre multimédia dont il dispose, le Groupe peut réagir de manière adéquate aux glissements de l'attention du monde publicitaire et du lectorat d'une forme de média à l'autre. De même, le fait que le Groupe puise ses revenus à la fois dans le marché publicitaire et dans le marché des lecteurs permet une répartition suffisante du risque en cas d'évolution négative dans l'un ou l'autre marché.

Les catégories de frais qui déterminent dans une large mesure le prix de revient total dans la division Médias Imprimés, comme les frais d'impression, de distribution, de personnel et de promotion, sont suivies minutieusement. L'évolution des prix du papier à l'échelle internationale est incertaine et requiert une attention particulière de notre part.

Le résultat de la division Médias Audiovisuels est dans une large mesure déterminé par deux éléments importants: le marché publicitaire et les taux d'audience. Les frais de programmation, tant pour les productions nationales que pour le matériel cinématographique étranger, sont définis longtemps à l'avance et ne sont donc pas flexibles. En revanche, le marché publicitaire peut connaître une importante évolution à court terme.

*Établi à Roulers, le 16 mars 2007
Le conseil d'administration*

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES			
Compte de résultats	31/12/05	31/12/06	Evolution
Chiffre d'affaires (1)	497.681	609.231	+ 22,4%
Résultat opérationnel (EBIT)	38.553	51.089	+ 32,5%
Charges financières nettes	-1.342	-1.993	+ 48,5 %
Résultat opérationnel après charges financières nettes	37.211	49.096	+ 31,9%
Impôts sur le résultat	-14.882	-23.645	+ 58,9%
Résultat net des entreprises consolidées	22.329	25.451	+ 14,0%
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	3	-12	
Intérêts minoritaires	-139	-653	+ 369,8%
Résultat net du Groupe	22.193	24.786	+ 11,7%
EBITDA	56.034	72.466	+ 29,3%
EBITDA (marge)	11,4%	11,9%	
EBIT	38.553	51.089	+ 32,5 %
EBIT (marge)	7,8%	8,4%	
Résultat net du Groupe	22.193	24.786	+ 11,7%
Résultat net du Groupe (marge)	4,5%	4,1%	
Résultat courant net (2)	22.331	31.007	+ 38,9%
Cash-flow courant (3)	39.674	50.053	+ 26,2%
Bilan	31/12/05	31/12/06	Evolution
Actifs non courants	274.242	659.205	+ 140,4%
Actifs courants	236.810	326.329	+ 37,8%
Total du bilan	511.052	985.534	+ 92,8 %
Capitaux propres - part du Groupe	215.616	284.839	+ 32,1%
Capitaux propres - intérêts minoritaires	13.297	12.863	- 3,3%
Passifs	282.139	687.832	+ 143,8%
Liquidité (4)	1,1	0,8	- 27,3%
Solvabilité (5)	44,8%	30,2%	- 32,6%
Dette financière nette	39.985	221.415	+ 453,7%
Gearing (6)	17,5%	74,4%	+ 325,1%
Rendement des fonds propres (7)	10,3%	8,7%	- 15,5 %

(1) Chiffre d'affaires 2005: reclassification au poste 'chiffre d'affaires' des rémunérations perçues pour le signal de VMMA (4.443 KEUR).

(2) Résultat courant net = résultat net du Groupe + pertes de valeur sur titres et sur goodwill + frais de restructuration nets d'impôts.

(3) Cash-flow courant = résultat courant net + amortissements sur immobilisations (in)corporelles, dépréciations et provisions.

(4) Liquidité = actifs courants / passifs courants.

(5) Solvabilité = capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires) / total du bilan.

(6) Gearing = dette financière nette / capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires).

(7) Rendement des fonds propres = résultat net du Groupe / capitaux propres (part du Groupe).

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Etats financiers consolidés

1. COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

	Annexe	2006	2005
Chiffre d'affaires	3	609.231	497.681
Approvisionnements et marchandises		-173.910	-161.209
Services et biens divers	4	-209.673	-162.075
Frais de personnel	5	-148.497	-120.238
Amortissements, dépréciations et provisions		-21.377	-17.481
<i>Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations (in)corporelles</i>		-19.436	-16.594
<i>Dépréciations sur stocks et sur créances commerciales</i>	6	1.311	-1.445
<i>Provisions</i>		-921	696
<i>Pertes de valeur sur titres et sur goodwill</i>	13	-2.331	-138
Autres produits d'exploitation	7	11.060	9.067
Autres charges d'exploitation	7	-9.893	-7.192
Frais de restructuration	8	-5.852	
Résultat opérationnel - EBIT		51.089	38.553
Produits financiers	9	3.805	1.075
Charges financières	9	-5.798	-2.417
Résultat opérationnel après charges financières nettes		49.096	37.211
Impôts sur le résultat	10	-23.645	-14.882
Résultat net des entreprises consolidées		25.451	22.329
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-12	3
Intérêts minoritaires		-653	-139
Résultat net du Groupe		24.786	22.193
Résultat par action			
Résultat de base par action	11	2,32	2,29
Résultat dilué par action	11	2,30	2,25

2. BILAN CONSOLIDÉ

ACTIFS	Annexe	2006	2005
Actifs non courants		659.205	274.242
Immobilisations incorporelles	13	428.417	106.820
Goodwill	14	56.422	25.298
Immobilisations corporelles	15	158.420	124.835
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	78	30
Actifs financiers	17	6.945	8.335
Produits dérivés financiers	29		590
Clients et autres créances	18	2.173	850
Actifs d'impôt différé	19	6.750	7.484
Actifs courants		326.329	236.810
Stocks	20	52.431	48.619
Clients et autres créances	18	221.881	146.240
Actifs financiers	17	3.142	4.061
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	38.464	30.950
Charges à reporter et produits acquis		10.411	6.940
Total de l'actif		985.534	511.052

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

PASSIFS	Annexe	2006	2005
Capitaux propres		297.702	228.913
Capitaux propres - part du Groupe		284.839	215.616
<i>Capital souscrit</i>	21	170.251	119.267
<i>Actions propres</i>	21	-4.920	-5.487
<i>Réserves de capital</i>		-253	408
<i>Réserves de réévaluation</i>		18	-514
<i>Réserves</i>		119.675	101.831
<i>Ecarts de conversion</i>		68	111
Intérêts minoritaires		12.863	13.297
Passifs non courants		284.639	72.149
Provisions	22	12.289	3.914
Avantages du personnel	24	7.582	3.501
Passifs d'impôt différé	19	134.656	36.046
Dettes financières	25	127.557	27.417
Dettes commerciales	25	2.097	536
Autres dettes	25	227	735
Produits dérivés financiers	29	231	
Passifs courants		403.193	209.990
Dettes financières	25	135.464	47.579
Dettes commerciales	25	146.188	93.617
Acomptes reçus	25	52.755	24.222
Dettes sociales	25	38.115	24.638
Impôts	25	18.054	10.668
Autres dettes	25	4.032	2.869
Charges à imputer et produits à reporter	26	8.585	6.397
Total du passif		985.534	511.052

3. TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE		
	2006	2005
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles		
Résultat net des entreprises consolidées	25.451	22.329
Impôts sur le résultat	23.645	14.882
Charges d'intérêt	5.798	2.417
Produits d'intérêt (-)	-3.805	-1.075
Moins-values / plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	-228	139
Moins-values / plus-values sur réalisation d'actifs financiers non courants	36	-2.351
Éléments sans effet de trésorerie	21.419	17.503
<i>Amortissements des immobilisations (in)corporelles</i>	19.436	16.594
<i>Pertes de valeur</i>	2.331	138
<i>Charges relatives aux paiements fondés sur des actions</i>	84	104
<i>Dotations / reprises provisions</i>	921	-696
<i>Gains / pertes de change non réalisés</i>	-42	-82
<i>Autres éléments sans effet de trésorerie</i>	-1.311	1.445
Flux de trésorerie bruts relatifs aux activités opérationnelles	72.316	53.844
Variation des créances commerciales	-19.739	-5.136
Variation des produits dérivés financiers, autres créances et des charges à reporter et produits acquis	-5.183	-2.504
Variation des stocks	4.666	344
Variation des dettes commerciales	11.145	-3.566
Variation des autres dettes courantes	-5.593	1.734
Autres variations du fonds de roulement (a)	10.694	2.364
Variations du fonds de roulement	-4.010	-6.764
Impôts sur le résultat payés	-15.793	-14.769
Intérêts payés (-)	-4.096	-2.268
Intérêts reçus	3.837	1.072
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles (A)	52.254	31.115

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Flux de trésorerie relatifs aux activités d'investissement		
Immobilisations (in)corporelles - acquisitions	-50.235	-27.332
Immobilisations (in)corporelles - autres variations	483	1.615
Flux de trésorerie nets relatifs aux acquisitions	-215.190	-26.860
Flux de trésorerie nets relatifs aux cessions	68	529
Actifs financiers - acquisitions	-1.373	-1.678
Actifs financiers - autres variations	474	8.342
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement (B)	-265.773	-45.384
Flux de trésorerie relatifs aux activités de financement		
Dividendes versés	-7.940	-7.189
Variation du capital souscrit	50.984	317
Actions propres	567	666
Autres variations des capitaux propres	-247	-1.980
Augmentation de dettes financières non courantes	186.501	40.910
Diminution de dettes financières non courantes	-9.112	-11.240
Augmentation (+) / diminution (-) de créances non courantes	-651	698
Variation des actifs financiers courants	931	-3.061
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement (C)	221.033	19.121
Augmentation nette de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C)	7.514	4.852
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde d'ouverture	30.950	26.098
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde de clôture	38.464	30.950
Augmentation nette de trésorerie et des équivalents de trésorerie	7.514	4.852

(a) Variation des provisions, avantages du personnel, autres dettes à long terme, actifs et passifs d'impôt différé, et charges à imputer et produits à reporter.

4. ÉTAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES									
2006	Capital souscrit	Actions propres	Réserves de capital	Réserves de ré-évaluation	Résultat reporté	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Solde d'ouverture au 1/1/2006	119.267	-5.487	408	-514	101.831	0	111	13.297	228.913
Emissions d'actions (toutes sortes d'émissions)	12.894		38.090						50.984
Frais d'émission et d'augmentation du capital			-745						-745
Augmentation du capital résultant de l'incorporation de réserves de capital	38.090		-38.090						0
Résultat de l'exercice						24.786			24.786
Opérations relatives aux actions propres		567							567
Effet de la conversion des devises étrangères							-43		-43
Dividendes					-8.049				-8.049
Gains / pertes sur actifs financiers disponibles à la vente				-91					-91
Gains / pertes provenant d'instruments de couvertures de flux de trésorerie				623					623
Paiements fondés sur des actions			84						84
Résultat de l'exercice attribuable aux intérêts minoritaires								653	653
Transferts d'une rubrique à une autre					1.107			-1.107	0
Autre augmentation / diminution								20	20
Solde de clôture au 31/12/2006	170.251	-4.920	-253	18	94.889	24.786	68	12.863	297.702

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

2005	Capital souscrit	Actions propres	Réserves de capital	Réserves de réévaluation	Résultat reporté	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Solde d'ouverture au 1/1/2005	118.950	-6.153	306	0	86.868	0	118	14.618	214.707
Emissions d'actions (<i>toutes sortes d'émissions</i>)	316								316
Augmentation du capital résultant de l'incorporation de primes d'émission	1				-1				0
Résultat de l'exercice						22.193			22.193
Opérations relatives aux actions propres		666							666
Effet de la conversion des devises étrangères							-7		-7
Dividendes					-7.229				-7.229
Gains / pertes sur actifs financiers disponibles à la vente				-514					-514
Paiements fondés sur des actions			104						104
Résultat de l'exercice attribuable aux intérêts minoritaires								139	139
Autre augmentation / diminution			-2					-1.460	-1.462
Solde de clôture au 31/12/2005	119.267	-5.487	408	-514	79.638	22.193	111	13.297	228.913

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Annexes aux états financiers consolidés

ANNEXE 1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRSs), émis par l'International Accounting Standards Board (IASB), et aux interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC autrefois SIC), de l'IASB, qui ont été approuvées par la Commission européenne.

Les états financiers consolidés donnent un aperçu général des activités du Groupe et des résultats obtenus. Ils donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe et ont été préparés sur base de la continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration du 16 mars 2007 et peuvent être modifiés jusqu'à l'assemblée générale du 15 mai 2007.

Normes et interprétations nouvelles et révisées

Applicable en 2006:

- IAS 19 Avantages du personnel - Amendements - Ecart actuariel, Régime Groupe et Informations à fournir (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006)
- IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères - Investissement net dans une activité à l'étranger (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006)
- IAS 39 Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation - L'option de la juste valeur (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006)
- IAS 39 Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation - Amendement - Contrats de garantie financière (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006)
- IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006)
- IFRIC 5 Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006)

La première application de ces normes et interprétations n'a pas d'impact significatif sur les comptes annuels du Groupe.

Emises mais pas encore adoptées

Le Groupe n'adopte pas anticipativement les normes et interprétations suivantes, qui sont à l'heure actuelle émises, mais pas encore en vigueur:

- IFRS 7 Instruments financiers: Informations à fournir (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2007)
- IFRS 8 Secteurs opérationnels (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2009)
- IAS 1 Présentation des états financiers - Amendement - Information à fournir en matière de capitaux propres (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2007)
- IFRIC 7 Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} mars 2006)
- IFRIC 8 Champ d'application d'IFRS 2 (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} mai 2006)
- IFRIC 9 Réévaluation des dérivés incorporés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juin 2006)
- IFRIC 10 Information financière intermédiaire et dépréciation (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} novembre 2006)
- IFRIC 11 Transactions groupe et sur actions propres (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} mars 2007)
- IFRIC 12 Accords de concession de services (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2008).

A l'heure actuelle, nous estimons que la première application de ces normes et interprétations n'aura pas un impact significatif sur les comptes annuels du Groupe.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés reprennent les données financières de Roularta Media Group SA, de ses filiales et de ses coentreprises (joint-ventures), après élimination de toutes les opérations significatives entre les sociétés du Groupe.

Les *filiales* sont les entreprises sur lesquelles la maison mère exerce un contrôle, c.-à-d. qu'elle y a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ces entreprises sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les *coentreprises* (joint-ventures) sont des accords contractuels aux termes desquels Roularta Media Group SA lance, avec un ou plusieurs partenaires, une activité économique sur laquelle ils exercent une autorité commune. Cela a pour conséquence que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles nécessitent l'accord unanime des parties qui partagent le pouvoir. Ces entreprises sont reprises dans le bilan selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les états financiers des filiales et des coentreprises sont repris dans les états financiers consolidés à partir de la date où la maison mère en a obtenu le contrôle jusqu'à la date où la mère cesse d'avoir le contrôle.

Les acquisitions des filiales et des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Les états financiers des filiales et coentreprises sont établis pour la même période comptable que celle de la maison mère et se basent sur des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances analogues.

Les *entreprises associées* sont les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui ne sont ni une filiale ni une coentreprise. Elles sont reprises dans la consolidation selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date où l'influence significative commence jusqu'à la date où cette influence significative cesse. Dès l'instant où la part du Groupe dans la perte de l'entreprise associée dépasse sa valeur comptable, la valeur comptable est réduite à zéro et les pertes futures ne sont plus prises en compte à moins que le Groupe n'ait garanti les obligations de l'entreprise associée.

Monnaies étrangères

Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle, en appliquant au montant en monnaie étrangère le cours du jour entre la monnaie fonctionnelle et la monnaie étrangère à la date de la transaction. A chaque date de clôture, les éléments monétaires sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les écarts de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la conversion d'éléments monétaires à des cours différents de ceux qui ont été utilisés lors de leur comptabilisation initiale sont comptabilisés en produits ou en charges comme autres produits ou charges d'exploitation, de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Comptes annuels des activités à l'étranger

Les actifs et passifs monétaires et non monétaires des activités à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie d'une économie hyperinflationniste et n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges de tous les exercices présentés sont convertis aux cours de change en vigueur aux dates des transactions. Tous les écarts de change en résultant doivent être comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres.

Immobilisations incorporelles autres que le goodwill

Les immobilisations incorporelles comprennent les titres, les logiciels, les concessions, droits de reproduction et droits similaires etc., acquis de tiers ou reçus par apport, de même que les logiciels développés en interne.

Les dépenses de recherche effectuées dans le but d'acquérir une nouvelle expertise scientifique ou technologique sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts encourus pendant la phase de développement dans laquelle les résultats de la recherche sont utilisés dans un plan ou un projet pour la création de produits et processus nouveaux ou améliorés de façon significative, ne sont repris au bilan que dans la mesure où le produit ou le processus est faisable tant techniquement que commercialement, le Groupe dispose de moyens suffisants pour achever leur réalisation et il peut être démontré que l'actif générera des avantages économiques futurs probables.

Les coûts activés comprennent le coût des matériaux, les frais de personnel directs et une part proportionnelle des frais fixes.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles cumulées.

Amortissements

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilité attendue et suivant la méthode linéaire à partir de la date à laquelle elles sont prêtes à être mises en service.

Les durées d'utilité suivantes sont appliquées:

- Logiciels	3 à 5 ans
- Concessions, droits de reproduction et droits similaires:	
- Graphiques et génériques	3 ans
- Scénarios	2 ans
- Autres droits	selon leur durée d'utilité attendue

En vertu de la révision d'IAS 38.107, les titres sont considérés comme des actifs à durée d'utilité indéterminée et ne sont par conséquent pas amortis, mais soumis à un test de dépréciation annuellement.

Goodwill

Le goodwill est la différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs et

passifs éventuels assumés de la filiale, la coentreprise ou l'entreprise associée au moment de l'acquisition.

En vertu de l'application d'IFRS 3, le goodwill n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation annuellement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur. Le coût comprend le prix d'achat initial augmenté des autres coûts directs d'acquisition (par exemple les taxes, ces deux valeurs étant déterminées à la conclusion du contrat de location. Les loyers minimaux sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les loyers conditionnels sont comptabilisés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le Groupe a fait usage de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 pour considérer la juste valeur de certaines immobilisations corporelles à la date de transition, à savoir le 1^{er} janvier 2003 comme étant leur coût présumé. Cette juste valeur est basée sur la valeur en continuité d'exploitation ('going concern') comme définie par des experts indépendants et est appliquée à tous les terrains et bâtiments du Groupe ainsi qu'aux presses à imprimer et aux lignes de finition de Roularta Printing SA.

Contrats de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés en tant que contrats de location-financement. Au commencement de la durée du contrat de location-financement, les contrats sont repris dans le bilan à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des loyers minimaux estimés, ces deux valeurs étant déterminées à la conclusion du contrat de location. Les loyers minimaux sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les loyers conditionnels sont comptabilisés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les contrats de location qui ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés en tant que contrat de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Amortissements

Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle (c.-à-d. son coût moins sa valeur résiduelle) est comptabilisé dans le résultat selon la méthode linéaire à partir du moment où l'actif est prêt à être mis en service et sur sa durée d'utilité attendue.

Les pourcentages d'amortissement suivants sont d'application:

Bâtiments	
- réévalué	20 ans
- non réévalué	33 ans
- bâtiments sur terrain en emphytéose	durée de l'emphytéose
- transformation avec plus-value significative	10 ans
Installations, machines et outillage	
- presses et lignes de finition	3 à 20 ans
- matériel d'émission	5 ans
- décors TV	3 ans
- autres	5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel électronique	3 à 5 ans
Matériel roulant	4 à 5 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans
Immobilisations en cours et avances payées	pas d'amortissements
Contrats de location et droits similaires	
- presses et lignes de finition	3 à 20 ans
- matériel d'émission	5 ans

Les terrains ne sont pas amortis étant donné qu'ils sont supposés d'avoir une durée d'utilité indéfinie.

Actifs financiers

Critères destinés à la comptabilisation initiale et à la décomptabilisation des actifs financiers

Les acquisitions et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à leur date de règlement. La comptabilisation à la date de règlement fait référence au fait de comptabiliser un actif le jour de sa réception par l'entité et à la décomptabilisation d'un actif et la comptabilisation de tout profit ou perte lié à la cession au jour où il a été livré par l'entité.

Critères pour la comptabilisation des actifs financiers

(a) Actifs financiers disponibles à la vente

Lors de sa comptabilisation initiale, un actif disponible à la vente est évalué

à sa juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Un gain ou une perte doit être comptabilisé directement en capitaux propres sous la rubrique 'réserves de réévaluation', jusqu'à sa décomptabilisation ou jusqu'il existe une indication objective de la dépréciation de l'actif. Les placements en actions classifiés comme disponibles à la vente et pour lesquels aucune cotation sur un marché actif n'est disponible et dont la valeur réelle ne peut pas être déterminée de façon fiable par d'autres méthodes d'évaluation sont évalués à leur prix d'achat.

(b) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat
Lors de sa comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur. Un profit ou une perte résultant d'une variation de la juste valeur doit être comptabilisé par le biais du compte de résultat.

(c) Prêts et créances

Ces actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Un profit ou une perte doit être comptabilisé par le biais du compte de résultat s'il existe une indication objective de dépréciation.

Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût (coût d'acquisition ou de transformation) selon la méthode FIFO (first-in, first-out) ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de transformation reprend tous les coûts directs et indirects nécessaires pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation est définie comme le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Les stocks obsolètes et à rotation lente sont systématiquement dépréciés.

Droits de diffusion de VMMA

Les droits de diffusion sont également évalués à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Ils sont consommés sur base du nombre d'émissions prévues (maximum 2) en combinaison avec les produits attendus de façon à obtenir le rattachement ('matching') des coûts d'émission et des produits. Les pourcentages indicatifs suivants sont pris en compte:

Type	Run 1	Run 2
Humour	70%	30%
Séries documentaires	80%	20%
Fictions	80%	20%
Enfants	50%	50%
Films	70%	30%
Séries achetées	80%	20%
Autres	100%	0%

Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances à court terme sont comptabilisées à leur coût diminué des corrections de valeurs appropriées pour les montants non recouvrables attendus.

Une évaluation des créances douteuses est faite à la fin de l'exercice sur base d'une évaluation de tous les montants ouverts. Les créances douteuses sont dépréciées au cours de l'année où elles sont identifiées comme telles.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les espèces et les dépôts à vue, les placements à court terme (moins de 3 mois) et des placements très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement.

Capitaux propres

Actions propres

Les actions propres sont présentées en déduction des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le résultat lors de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres.

Provisions

Une provision est comptabilisée si le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Lorsque le Groupe s'attend à être remboursé de tout ou une partie des dépenses nécessaires au règlement d'une provision, l'actif qui en résulte est comptabilisé au moment où il a la quasi-certitude de recevoir le remboursement.

Restructuration

Une provision pour restructuration est constituée si le Groupe approuve un plan détaillé et formalisé de restructuration et si, soit il a commencé à exécuter le plan, soit il a annoncé les principales caractéristiques du plan aux personnes concernées.

Avantages du personnel

Obligations en terme de pensions

Il existe dans le Groupe un ensemble de 'régimes à cotisations définies'. Ces plans sont en général financés par les contributions des employeurs et des employés. Les obligations de contribution au plan de pension d'un montant fixe à charge du Groupe sont reprises dans le compte de résultats de l'année à laquelle elles se rapportent.

En ce qui concerne les 'régimes à prestations définies', les obligations nécessaires pour couvrir le risque actuariel et le risque d'investissement sont comptabilisées dans le résultat.

Le Groupe prévoit également une provision pour pension de retraite anticipée. Le montant de cette provision correspond à la valeur actuelle des avantages futurs promis aux employés concernés.

Rémunération en actions et avantages y relatifs

Plusieurs plans d'options sur actions et des plans de souscription permettent aux employés et au senior management d'acquérir des actions de l'entreprise. Le prix d'exercice d'une option est égal à la juste valeur de l'action sous-jacente à la date d'attribution de l'option. Les attributions ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais sont détaillées dans les annexes. Au moment où les options sont exercées, les capitaux propres sont augmentés du montant perçu.

Autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel comprennent essentiellement des allocations futures des souscriptions préférentielles à des abonnements, ainsi que le prime Julien Victor qui est accordé aux membres du personnel lors de leur retraite. Le montant de cette provision correspond à la valeur actuelle des avantages futurs.

Dettes financières

Les dettes financières, à l'exception des produits dérivés, sont reprises initialement à la valeur réelle des sommes reçues, après déduction de frais de transaction. Au cours des exercices ultérieurs, elles sont évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Si des dettes financières sont couvertes par des produits dérivés qui servent comme couverture de la valeur réelle, elles sont évaluées à leur valeur réelle.

Dettes commerciales

Les dettes commerciales à court terme sont comptabilisées à leur coût.

Impôts

La charge (le produit) d'impôt sur le résultat de l'exercice est le montant total compris dans le compte de résultats au titre d'impôt courant et d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en produit ou en charge et inclus dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres.

L'impôt courant de l'exercice et des exercices précédents est comptabilisé en tant que passif dans la mesure où il n'est pas payé. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent est comptabilisé en tant qu'actif. Les calculs de l'impôt courant de l'exercice et des exercices précédents sont effectués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés en appliquant l'approche bilan de la méthode du report variable ('liability method') à toutes les différences temporelles entre la base fiscale et la valeur comptable utilisée pour les besoins de l'information financière et ceci aussi bien pour les actifs que pour les passifs. Les calculs sont effectués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

En application de cette méthode, le Groupe comptabilise, dans le cas d'un regroupement d'entreprises, des impôts différés sur la différence entre la juste valeur des actifs acquis, des passifs et passifs assumés et leur base fiscale.

Un actif d'impôt différé ne sera comptabilisé que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. Lorsqu'il n'est plus probable que l'avantage fiscal pourra être réalisé, l'actif d'impôt différé est décomptabilisé.

Subventions publiques

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées à la juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues. La subvention publique est présentée en produits différés.

Les subventions des pouvoirs publics en compensation de frais faits par le Groupe sont systématiquement reconnues comme recettes sous les autres produits d'exploitation dans la même période que celle où ces frais sont faits.

Vente

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés lorsque toutes les conditions sont remplies:

- a) les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés
- b) le Groupe a cessé d'être impliqué dans la gestion et dans le contrôle effectif des biens cédés
- c) le montant des produits peut être évalué de façon fiable
- d) il est probable que des avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe
- e) les coûts encourus ou à encourir peuvent être évalués de façon fiable

Pour les Médias Imprimés, le produit de la vente des publicités est repris au moment de la parution du numéro. Pour les Médias Audiovisuels, le produit de la vente des publicités est repris au moment de l'émission. Le produit des ventes au numéro et des abonnements est repris en fonction de la date de parution du numéro.

Frais financiers

Les frais financiers sont repris comme charge dans la période où ils sont faits.

Pertes de valeur

En application de la norme IAS 36, pour l'établissement de la valeur comptable des actifs du Groupe, à chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, il faut procéder à l'estimation de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une entité génératrice est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont reprises dans le compte de résultats.

Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de limiter les risques liés aux fluctuations de la juste valeur. Ces instruments financiers, classés comme couverture à la juste valeur sont évalués à leur juste valeur et classés dans la rubrique 'Produits dérivés financiers'.

Les instruments financiers ne satisfaisant pas aux conditions spéciales pour être comptabilisés comme transaction de couverture, sont évalués à leur juste valeur. Les bénéfices et les pertes résultant d'une modification de la juste valeur de l'instrument étant directement enregistrés dans le compte de résultats.

Couverture et réserve de couverture

Des instruments financiers ont été utilisés pour limiter l'impact des fluctuations du cours des devises sur les emprunts libellés en devises étrangères ainsi que l'impact des fluctuations de taux des emprunts.

Couvertures du cash-flow

Les changements de la valeur réelle d'un instrument de couverture qui répond aux critères de couverture réelle des flux de trésorerie sont comptabilisés dans les capitaux propres, et plus précisément dans la réserve de couverture.

Produits dérivés qui ne sont pas considérés comme instrument de couverture.

Certaines opérations de couverture ne sont pas prises en considération pour la comptabilité de couverture selon les critères spécifiques de la norme IAS 39 : 'Instruments financiers: comptabilisation et évaluation' et ce, même si elles offrent une couverture économique selon la politique du Groupe en matière de risque. Les changements de la valeur réelle de ces instruments sont pris directement en résultat.

Appréciations cruciales et sources d'incertitude les plus importantes concernant les estimations

L'élaboration des comptes annuels conformément aux normes IFRS requiert que le management émette des jugements et fasse des estimations et des suppositions susceptibles d'avoir une influence sur les montants repris dans les comptes annuels.

Les estimations et les suppositions qui y sont afférentes sont basées sur l'expérience du passé ainsi que sur différents autres facteurs qui, vu les circonstances, sont considérés comme raisonnables. Les résultats de ces estimations constituent la base du jugement à émettre sur la valeur comptable des actifs et des passifs lorsque celle-ci ne ressort pas clairement d'autres sources. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. Les estimations et les suppositions qui y sont afférentes font l'objet d'une évaluation périodique.

Sources d'incertitude les plus importantes concernant les estimations:

- les réductions de valeur particulières sur titres et goodwill font l'objet d'un contrôle annuel par le Groupe pour établir s'il est nécessaire de procéder à des ajustements, mais également de contrôles intérimaires lorsqu'il y a des indications que la valeur des titres ou du goodwill pourrait être compromise.
- les créances fiscales différées relatives à des pertes fiscales reportées et des déductions d'impôt ne sont reprises que dans la mesure où il est vraisemblable que le bénéfice imposable futur sera suffisant pour récupérer les pertes fiscales reportées et les déductions d'impôt.

ANNEXE 2. INFORMATION SECTORIELLE

I. INFORMATION SECTORIELLE DE PREMIER NIVEAU: SECTEURS D'ACTIVITÉ

Basée sur le système d'information interne, l'information sectorielle de Roularta Media Group est présentée sur base de deux secteurs d'activité: Médias Imprimés et Médias Audiovisuels. Le résultat sectoriel et les actifs et les passifs sectoriels comprennent tout ce qui peut être directement attribué ou ce qui peut être raisonnablement affecté. Les investissements sectoriels comprennent le montant total des coûts encourus au cours de l'exercice pour l'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles qu'on compte utiliser durant plusieurs exercices. Les prix des transferts entre secteurs sont déterminés fondés sur le principe 'at arm's length'.

Le secteur Médias Imprimés comprend la vente de la publicité, la production et les ventes de toutes les publications du Groupe, comme les publications gratuites, journaux, magazines, bulletins d'information et livres, ainsi que tous les services liés. Le secteur Médias Audiovisuels comprend la vente de spots publicitaires à la télévision et à la radio, la production et l'émission, ainsi que tous les services liés.

On réfère à la brochure de produits pour des commentaires sur les informations sectorielles.

2006	Médias Imprimés	Médias Audiovisuels	Eliminations entre secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires sectoriel	437.218	179.285	-7.272	609.231
<i>Ventes à des clients externes</i>	435.195	174.036		609.231
<i>Ventes provenant de transactions avec d'autres secteurs</i>	2.023	5.249	-7.272	0
Amortissements, réductions de valeurs et provisions	-12.053	-6.993		-19.046
Pertes de valeur sur titres et goodwill	-2.331			-2.331
Résultat opérationnel (EBIT)	38.643	12.446		51.089
Charges financières nettes	-1.482	-511		-1.993
Impôts sur le résultat	-18.836	-4.809		-23.645

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Résultat net des entreprises consolidées	18.325	7.126		25.451
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-12			-12
Intérêts minoritaires	-888	235		-653
Résultat net du Groupe	17.425	7.361		24.786
EBITDA	53.027	19.440		72.466
Résultat courant net (1)	22.491	8.516		31.007
Cash-flow courant (2)	34.544	15.510		50.053
Actifs	921.209	179.854	-115.529	985.534
- dont valeur comptable des participations mises en équivalence	78			78
- dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	42.722	7.513		50.235
Passifs	642.330	76.746	-31.244	687.832

2005	Médias Imprimés	Médias Audiovisuels	Eliminations entre secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires sectoriel	339.391	165.611	-7.321	497.681
<i>Ventes à des clients externes</i>	337.272	160.409		497.681
<i>Ventes provenant de transactions avec d'autres secteurs</i>	2.119	5.202	-7.321	0
Amortissements, réductions de valeurs et provisions	-11.100	-6.243		-17.343
Pertes de valeur sur titres et goodwill	-138			-138
Résultat opérationnel (EBIT)	30.425	8.128		38.553
Charges financières nettes	-859	-483		-1.342
Impôts sur le résultat	-12.087	-2.795		-14.882
Résultat net des entreprises consolidées	17.479	4.850		22.329
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	8	-5		3
Intérêts minoritaires	-413	274		-139
Résultat net du Groupe	17.074	5.119		22.193
EBITDA	41.663	14.371		56.034
Résultat courant net (1)	17.212	5.119		22.331
Cash-flow courant (2)	28.312	11.362		39.674
Actifs	451.850	162.800	-103.598	511.052
- dont valeur comptable des participations mises en équivalence	30			30
- dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	19.259	8.073		27.332
Passifs	234.433	68.620	-20.914	282.139

(1) Résultat courant net = résultat net + pertes de valeur sur titres et sur goodwill + frais de restructuration nets d'impôts.

(2) Cash-flow courant = résultat courant net + amortissements sur immobilisations (in)corporelles, dépréciations et provisions.

II. INFORMATION SECTORIELLE DE DEUXIÈME NIVEAU: SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Les informations sectorielles de deuxième niveau ont été ventilées sur la base de trois marchés géographiques sur lesquels RMG est actif: la Belgique, la France et les autres pays (à savoir l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Slovénie, le Portugal et la Norvège). Les informations qui suivent donnent le détail du chiffre d'affaires et des actifs ventilés sur la base de la localisation géographique de la filiale, contrairement à l'exercice précédent, où la ventilation du chiffre d'affaires avait été effectuée sur la base de la localisation géographique du client. Cette modification a

été faite pour faire mieux coïncider les informations sectorielles avec le suivi effectué par le management. Etant donné l'extension importante prise par notre Groupe en France à la suite de la reprise du Groupe Express-Expansion, la localisation géographique de la société est devenue le critère le plus important dans le reporting des informations sectorielles de deuxième niveau. Les chiffres de l'exercice précédent ont été adaptés à la nouvelle segmentation pour permettre une comparaison.

2006	Belgique	France	Autres pays	Eliminations entre secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires sectoriel					
Actifs	480.987	118.892	22.424	-13.072	609.231
dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	748.656	537.355	17.293	-317.770	985.534
	44.357	5.757	121		50.235
2005					
Chiffre d'affaires sectoriel					
Actifs	450.554	36.663	20.934	-10.470	497.681
dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	475.729	110.133	15.621	-90.431	511.052
	26.855	430	47		27.332

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 3. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du Groupe comprend:

	2006	2005
Publicité	365.341	313.216
Abonnements et ventes	118.536	79.673
Autres services et biens	125.354	104.792
Chiffre d'affaires total	609.231	497.681

Le produit d'opérations d'échange s'élève à € 32.156 (2005: € 28.649) et le produit de redevances s'élève à € 3.160 (2005: € 1.949).

Le chiffre d'affaires a augmenté de € 111.550, ce qui correspond à une hausse de 22,4%. La division Médias Imprimés a enregistré une hausse de 28,8% de son chiffre d'affaires, tandis que celle de la division Médias Audiovisuels a été de 8,3%. L'augmentation du chiffre d'affaires total provient à concurrence de € 84.850 (soit 76%) des nouvelles acquisitions (principalement le Groupe Express-Expansion et Point de Vue) et à concurrence de € 26.700 de la croissance enregistrée par les produits existants, ce qui représente une croissance organique de 5,4%.

Les 'autres biens et services' se composent principalement de revenus de l'organisation de bourses et de séminaires, de la vente de livres et de produits accessoires liés aux magazines, de revenus de communication interactive et de prestations pour des tiers.

En 2005, les rémunérations perçues pour le signal de VMMA ont fait l'objet d'une reclassification; elles sont ainsi passées du poste 'autres produits d'exploitation' au poste 'chiffre d'affaires'. Cette reclassification a un impact de € 4.443 sur le poste 'autres services et biens'. Elle a été effectuée parce que les rémunérations perçues pour la télévision numérique sont désormais considérées comme relevant d'une activité de base de la société.

ANNEXE 4. SERVICES ET BIENS DIVERS

Les services et biens divers du Groupe comprennent:

	2006	2005
Charges de transport et de distribution	-31.288	-22.210
Charges de marketing et de promotion	-49.267	-37.779
Honoraires	-49.452	-39.088
Sous-traitants et livraisons diverses	-36.411	-28.722
Rémunération administrateurs	-2.213	-2.074
Autres services et biens divers	-41.042	-32.202
Total services et biens divers	-209.673	-162.075

ANNEXE 5. FRAIS DE PERSONNEL

	2006	2005
Salaires et appointements	-105.172	-83.999
Cotisations de sécurité sociale	-35.788	-31.153
Charges au titre d'avantages postérieurs à l'emploi	-2.662	-1.806
Autres frais de personnel	-4.875	-3.280
Total frais de personnel	-148.497	-120.238

En 2006, les charges au titre d'avantages postérieurs à l'emploi comprennent des charges relatives aux régimes à cotisations définies de € 2.618 (2005: € 1.768).

Emploi en équivalents temps plein	2006	2005
Nombre moyen de travailleurs	2.524	2.179
Nombre de travailleurs à la fin de l'exercice	3.101	2.205

ANNEXE 6. DÉPRÉCIATION SUR STOCKS ET SUR CRÉANCES COMMERCIALES

	2006	2005
Dépréciation sur créances commerciales	-1.939	-2.867
Reprise de dépréciation sur créances commerciales	1.923	1.404
Dépréciation sur stocks	-228	-1.881
Reprise de dépréciation sur stocks	1.555	1.899
Total dépréciation sur stocks et sur créances commerciales	1.311	-1.445

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

La baisse des réductions de valeur sur les créances commerciales résulte de la réduction de valeur qui a été actée l'année dernière par la SA Vogue Trading Video pour le client Union Film Group (€ 1.055).

La baisse des réductions de valeur sur les stocks concerne principalement le stock de droits d'émission de la SA VMMA. En 2006, des réductions de valeur à concurrence de € 1.130 ont été reprises sur les droits d'émission. Grâce à un planning efficace des programmes, aucune réduction de valeur supplémentaire n'a été actée sur les droits d'émission en 2006.

ANNEXE 7. AUTRES PRODUITS / CHARGES D'EXPLOITATION

	2006	2005
Gains relatifs aux accords de coopération	1.185	1.022
Reclassement dette jeux de hasard (comptabilisé comme provision)	1.240	
Subsides d'exploitation	1.179	958
Vente Plopsaland et Total Music		2.350
Plus-values sur réalisation d'immobilisations (in)corporelles	240	223
Subsides en capital	204	148
Ecarts de conversion et escomptes de paiement	708	398
Règlements divers	1.772	1.155
Autres produits d'exploitation	4.532	2.813
Total autres produits d'exploitation	11.060	9.067
Impôts autres que les impôts sur le résultat	-3.376	-3.075
Moins-values sur réalisation d'immobilisations (in)corporelles	-12	-362
Dépréciation sur créances commerciales	-692	-649
(Reprise de) dépréciation / (dépréciation) sur autres créances	-47	98
Part dans l'association en participation	-2.888	-1.502
Ecarts de conversion, différences de paiement, frais bancaires	-1.033	-769
Autres charges d'exploitation	-1.845	-933
Total autres produits / charges d'exploitation	-9.893	-7.192

Les autres produits /charges d'exploitation ont augmenté par rapport à l'année dernière, principalement à la suite des nouvelles participations, qui entraînent une hausse de € 1.648 des autres produits d'exploitation et de € 1.538 des autres charges d'exploitation.

ANNEXE 8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

	2006	2005
Indemnités de licenciement	-5.555	
Etudes conseillers	-297	
Total frais de restructuration	-5.852	0

Les frais de restructuration concernent les indemnités de licenciement du Groupe Express-Expansion (€ 4.102) ainsi que les frais des restructurations de VMMA (€ 1.750).

ANNEXE 9. CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	2006	2005
Charges d'intérêt	3.805	1.075
Produits d'intérêt	-5.798	-2.417
Total charges financières nettes	-1.993	-1.342

Les produits financiers ont augmenté par rapport à l'exercice précédent grâce à la comptabilisation d'un produit financier non récurrent résultant d'un contrat de swap conclu préalablement au placement privé d'avril 2006 réalisé aux Etats-Unis ainsi que la valeur marchande des autres produits dérivés souscrit en fonction des risques de taux (€ 1.346) d'une part, et aux intérêts perçus sur les placements d'autre part.

Les charges financières ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, principalement à cause des emprunts supplémentaires contractés pour financer les nouvelles participations.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 10. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT
I. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT - COURANTS ET DIFFÉRÉS

	2006	2005
A. Impôts courants		
Impôts sur le résultat de l'exercice	-13.922	-13.508
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs	-174	-422
Total impôts courants	-14.096	-13.930
B. Impôts différés		
Afférents à la naissance et à l'extourne des différences temporelles	-5.648	-162
Afférents aux pertes fiscales reportées et crédits d'impôt de l'exercice	2.705	2.569
Afférents aux pertes fiscales: reprise et utilisation	-2.578	-1.416
Afférents à l'irrécouvrabilité d'actifs d'impôt différé (*)	-4.028	-1.943
Total impôts différés	-9.549	-952
Total impôts courants et différés	-23.645	-14.882

(*) La hausse par rapport à l'année dernière est due à la reprise de € 1.691 de latences fiscales actives de la SAS Studio Press.

II. RAPPROCHEMENT ENTRE LE TAUX D'IMPÔT RÉGLEMENTAIRE ET LE TAUX D'IMPÔT EFFECTIF

	2006	2005
Résultat avant impôts	49.096	37.211
Taux d'impôt réglementaire	33,99%	33,99%
Impôts sur base du taux d'impôt réglementaire	-16.688	-12.648
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs (+/-)	-174	-422
Effet fiscal des charges non déductibles (-)	-2.364	-1.468
Effet fiscal des produits non imposables (+)	1.162	1.850
Effet fiscal de non comptabiliser des actifs d'impôt différé sur pertes fiscales de l'exercice (-)	-2.352	-1.917
Effet fiscal de l'usage et de la reprise d'actifs d'impôt différé comptabilisés précédemment	-3.184	-407
Effet fiscal de la comptabilisation des impôts différés sur pertes fiscales non comptabilisés précédemment (+)	31	5
Autre augmentation / diminution (+/-)	-76	125
Impôts sur base du taux d'impôt effectif	-23.645	-14.882
Résultat avant impôts	49.096	37.211
Taux d'impôt effectif	48,16%	39,99%
Impôts sur base du taux d'impôt effectif	-23.645	-14.882

III. IMPACT DE LA MODIFICATION DE TAUX D'IMPÔT

En 2005, les taux d'imposition ont subi des modifications tant en France qu'aux Pays-Bas. Ces modifications ont eu un impact négatif sur les impôts de l'ordre de € 21. Il n'y a eu aucune modification des taux d'imposition au cours du présent exercice.

ANNEXE 11. RÉSULTAT PAR ACTION

Actions ordinaires	2006	2005
I. MOUVEMENTS DANS LE NOMBRE D' ACTIONS		
Nombre d'actions, solde d'ouverture	9.956.961	9.928.611
Nombre d'actions émises au cours de l'exercice	1.048.524	28.350
Nombre d'actions, solde de clôture	11.005.485	9.956.961
- actions émises, entièrement libérées	11.005.485	9.956.961
II. AUTRES INFORMATIONS		
Nombre d'actions détenues par l'entreprise ou par des parties liées	224.156	252.862
Nombre d'actions réservées pour émission dans le cadre de plans d'options sur actions	80.614	111.445
III. CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION		
I. Nombre d'actions		
1.1. Nombre moyen pondéré d'actions, de base	10.667.825	9.687.603
1.2. Ajustements afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué	129.836	193.783
Plans de souscription	77.981	121.951
Plans d'options sur actions	51.855	71.832
1.3. Nombre moyen pondéré d'actions, dilué	10.797.661	9.881.386

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

2. Calcul

Le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est basé sur les paramètres suivants:

Résultat de l'exercice disponible pour les actionnaires ordinaires	=	24.786	=	2,32
Nombre moyen pondéré d'actions, de base		10.667.825		
Résultat de l'exercice disponible pour les actionnaires ordinaires	=	24.786	=	2,30
Nombre moyen pondéré d'actions, dilué		10.797.661		

ANNEXE 12. DIVIDENDES

	2006	2005
Montant des dividendes attribués après la date de clôture mais avant l'approbation des états financiers (1)	8.093	8.050
Dividende brut par action en euro	0,75	0,75
(1)		
Nombre des actions donnant droit à un dividende au 31/12	11.005.485	9.956.961
Nombre des actions propres au 31/12	-224.156	-252.862
Actions nouvelles suite à l'augmentation du capital	9.340	1.028.699
	10.790.669	10.732.798

ANNEXE 13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

2006	Développement	Titres	Logiciel	Concessions, droits de reproduction et droits similaires	Total
AU COÛT					
Au terme de l'exercice précédent	0	94.834	14.732	12.207	121.773
Variations de l'exercice					
- Acquisitions	131	4.605	3.585	306	8.627
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		313.683	5.496	5.157	324.336
- Ventes et cessions (-)			-610		-610
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-13		-13
- Transferts d'une rubrique à une autre		232	127	-231	128
- Augmentation / diminution des écarts de conversion		-29			-29
- Autres variations		-14			-14
Au terme de l'exercice	131	413.311	23.317	17.439	454.198
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Au terme de l'exercice précédent	0	1.214	9.910	3.829	14.953
Variations de l'exercice					
- Amortissements	4		2.162	2.719	4.885
- Nouvelles consolidations		6	3.943	277	4.226
- Pertes de valeur comptabilisées / reprises dans le compte de résultats		2.332			2.332
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)			-607		-607
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-6		-6
- Transferts d'une rubrique à une autre		2	-2	-2	-2
Au terme de l'exercice	4	3.554	15.400	6.823	25.781
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	127	409.757	7.917	10.616	428.417

Développement, logiciel et concessions, droits de reproduction et droits similaires sont amortis sur leur durée d'utilité attendue c.-à-d. la période pendant laquelle le Groupe s'attend à utiliser l'actif (voir règles d'évaluation). Les titres ont une durée d'utilité indéterminée, parce qu'ils ne sont pas soumis à une dévaluation économique et ne sont par conséquent pas amortis. Chaque année, les titres sont soumis à un test de dépréciation. Selon IAS 36 'Dépréciation d'actifs', la valeur comptable des titres est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur de marché, dérivant d'une méthode empirique, basée sur le chiffre d'affaires et des critères de rendement.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

La valeur comptable nette des titres au 31 décembre 2006 comprend principalement les titres du groupe Groupe Express-Expansion (L'Express, L'Expansion, Lire, L'Entreprise, Mieux Vivre Votre Argent, L'Etudiant, Atmosphères,...), y inclus Groupe Côté Maison (Côté Sud, Côté Est, Côté Ouest, Maison Française, Maison Magazine) pour un montant total de € 327.230, de Point de Vue pour un montant total de € 32.400, des titres du Groupe Biblo (bulletins d'information, magazines médicaux, Top, Tendances,...) pour un montant total de € 15.275, d'A Nous Paris pour un montant total de € 7.226, de Studio Magazine (Studio Magazine et Ciné Live) pour un montant total de € 6.000, du Groupe Studio Press (Pianiste, Guitar Part, Hifi/Vidéo, Prestige,...) pour un montant total de € 4.153, de Press News (Royals, Dynasty,...) pour un montant total de € 2.665, du titre Het Wekelijks Nieuws (€ 2.450), du titre 't Fonteintje-De Wegwijzer (€ 2.244), de Zeeuws Vlaams Mediabedrijf pour un montant total de € 2.083, de Grieg Media (Vi over 60) (€ 1.967), de Tam-Tam (€ 1.887) et de DMB-BALM (Actua Vidéo, Vidéo Futur,...) (€ 1.515).

Les titres suivants sont contrôlés par le Groupe, mais ne sont pas activés parce qu'ils sont générés en interne et par conséquent ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'IAS 38: Knack, Weekend Knack, Le Vif/L'Express, Weekend Le Vif/L'Express, Sport/Voetbal Magazine, Sport/Foot Magazine, Trends, Cash, Bizz, Nest, Télépro, Grande, Plus Magazine, De Streekkrant, De Zondag, Steps City Magazine, Jornal da Região, Style, Krant van West-Vlaanderen, De Weekbode, De Zee-wacht, Kortrijks Handelsblad, Go, Bâtir (F/N),... Autres marques de commerce comprennent Media Club, easy.be, Focus Televisie, WTV, Canal Z/Kanaal Z, JIMtv, VTM, KANAALTWEE, Q-Music,...

La valeur comptable nette des logiciels générés en interne s'élève à € 2.952. On réfère à l'annexe 30 'Acquisitions de filiales' pour plus d'information sur les titres acquis.

2005	Développe- ment	Titres	Logiciel	Concessions, droits de reproduction et droits similaires	Total
AU COÛT					
Au terme de l'exercice précédent	0	52.376	13.496	4.452	70.324
Variations de l'exercice					
- Acquisitions		1.017	2.145	1.676	4.838
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		41.166	336	5.391	46.893
- Ventes et cessions (-)		-15	-1.134	-124	-1.273
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)		-95	-38		-133
- Transferts d'une rubrique à une autre		24	-139	799	684
- Augmentation / diminution des écarts de conversion		29			29
- Autres variations		332	66	13	411
Au terme de l'exercice	0	94.834	14.732	12.207	121.773
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Au terme de l'exercice précédent	0	1.182	8.548	3.272	13.002
Variations de l'exercice					
- Amortissements			2.148	680	2.828
- Nouvelles consolidations			280		280
- Pertes de valeur comptabilisées / reprises dans le compte de résultats		138			138
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)		-15	-1.117	-124	-1.256
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)		-95	-4		-99
- Transferts d'une rubrique à une autre		4	-5	1	0
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			60		60
Au terme de l'exercice	0	1.214	9.910	3.829	14.953
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	0	93.620	4.822	8.378	106.820

ANNEXE 14. GOODWILL

	2006	2005
AU COÛT		
Au terme de l'exercice précédent	25.298	24.380
Variations de l'exercice		
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	31.124	
- Transferts d'une rubrique à une autre		-684
- Autres variations		1.602
Au terme de l'exercice	56.422	25.298
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	56.422	25.298

L'augmentation du goodwill est due au Groupe Express-Expansion et à Studio-A. Pour le reste, le goodwill porte sur les combinaisons d'entreprises avec VMMA, Paratel, VTV et Biblo.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2006	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
AU COÛT							
Au terme de l'exercice précédent	89.201	75.205	17.450	20.654	2.664	22	205.196
Variations de l'exercice							
- Acquisitions	1.492	6.219	1.645	26.287	332	5.632	41.607
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	2.099	1.641	7.133		5.021	130	16.024
- Ventes et cessions (-)	-81	-8.086	-1.669		-177		-10.013
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-32				-32
- Transferts d'une rubrique à une autre		307	307		-613	-130	-129
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			-9				-9
- Autres variations		-45	4			-22	-63
Au terme de l'exercice	92.711	75.241	24.829	46.941	7.227	5.632	252.581
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR							
Au terme de l'exercice précédent	12.450	48.239	13.881	3.734	2.057	0	80.361
Variations de l'exercice							
- Amortissements	3.428	7.189	1.246	2.364	323		14.550
- Nouvelles consolidations		1.549	5.287		1.633		8.469
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)		-7.305	-1.606		-174		-9.085
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-16				-16
- Transferts d'une rubrique à une autre		190	436		-626		0
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			-7				-7
- Autres variations		-114	3				-111
Au terme de l'exercice	15.878	49.748	19.224	6.098	3.213	0	94.161
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	76.833	25.493	5.605	40.843	4.014	5.632	158.420

Autres informations	Terrains et constructions
Montant des immobilisations corporelles données en nantissement de dettes (y compris les hypothèques)	27.140

La catégorie 'location-financement et droits similaires' comprend des machines ayant une valeur comptable de € 38.148 (Roularta Printing), des machines ayant une valeur comptable de € 2.560 (Vogue Trading Video), des machines ayant une valeur comptable de € 81 (Regionale Media Maatschappij) et du matériel de bureau de € 54 (Studio-A). La catégorie 'immobilisations en cours' comprend des constructions en cours ayant une valeur comptable de € 4.288 (Roularta Printing) et de € 324 (RMG), des machines en cours ayant une valeur comptable de € 986 (VMMa) et de € 10 (Studio-A) et des paiements anticipés de Studio Magazine ayant une valeur comptable de € 23.

2005	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
AU COÛT							
Au terme de l'exercice précédent	78.146	84.343	17.802	12.562	1.981	6.060	200.894
Variations de l'exercice							
- Acquisitions	10.827	9.248	1.461	1.193	107	22	22.858
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		5	182		1.237		1.424
- Ventes et cessions (-)	-88	-8.853	-2.454		-545	-3	-11.943
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-56		-24		-80
- Transferts d'une rubrique à une autre	316	-12.232	324	6.899	-141	-6.057	-10.891
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			7				7
- Autres variations		2.694	184		49		2.927
Au terme de l'exercice	89.201	75.205	17.450	20.654	2.664	22	205.196

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR							
Au terme de l'exercice précédent	9.415	56.970	14.534	2.076	1.590	0	84.585
Variations de l'exercice							
- Amortissements	3.096	7.828	1.093	1.658	137		13.812
- Nouvelles consolidations		3	154		946		1.103
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)	-61	-8.073	-2.302		-535		-10.971
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-33		-18		-51
- Transferts d'une rubrique à une autre		-11.036	256		-111		-10.891
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			6				6
- Autres variations		2.547	173		48		2.768
Au terme de l'exercice	12.450	48.239	13.881	3.734	2.057	0	80.361
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	76.751	26.966	3.569	16.920	607	22	124.835

Autres informations	Terrains et constructions
Montant des immobilisations corporelles données en nantissement de dettes (y compris les hypothèques)	19.841

ANNEXE 16. PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

I. PARTICIPATIONS	2006	2005
AU COÛT		
Au terme de l'exercice précédent	30	2.097
Variations de l'exercice		
- Acquisitions	56	22
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)		-2.092
Au terme de l'exercice	86	27
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		
Quote-part dans le résultat de l'exercice	-12	3
Autre	4	
Au terme de l'exercice	-8	3
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	78	30

II. CRÉANCES	2006	2005
Au terme de l'exercice précédent	0	191
Variations de l'exercice		
- Additions		
- Autres		-191
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	0	0

Une liste des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, comportant le nom, le pays d'origine et le pourcentage détenu est reprise dans l'annexe 36 des états financiers consolidés.

La part du Groupe dans les actifs et les passifs et dans le résultat des entreprises associées est résumée ci-dessous:

Résumé de l'information financière	2006	2005
Total actifs	1.483	586
Total passifs	1.405	556
Chiffre d'affaires	1.028	620
Résultat net	-12	3

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 17. ACTIFS FINANCIERS - COURANTS ET NON COURANTS

I. PARTICIPATIONS	2006	2005
AU COÛT		
Au terme de l'exercice précédent	2.504	4.486
Variations de l'exercice		
- Acquisitions	57	
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	3	3
- Cessions et mises hors service (-)	-5	-1.985
- Transferts d'une rubrique à une autre	-3	
Au terme de l'exercice	2.556	2.504
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR		
Au terme de l'exercice précédent	-514	0
Variations de l'exercice		
- Diminution provenant des variations de la juste valeur	-91	-514
Au terme de l'exercice	-605	-514
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	1.951	1.990

Toutes les participations sont considérées comme disponibles à la vente et sont appréciées à leur juste valeur. Le traitement de variations de valeur est repris dans les capitaux propres en tant que réserve de réévaluation. La juste valeur de la SA Cyber Press Publishing est basée sur le prix du marché noté à la date du bilan (€ 6,30), la perte (€ 605) étant reprise comme réserve de réévaluation dans les capitaux propres. Etant donné qu'il n'est pas possible de procéder à une évaluation fiable de la juste valeur des autres participations, les actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de marché actif sont appréciés au prix de revient. Il s'agit principalement de la participation de la SA Roularta Media Group dans la SA Omroepgebouw Flagey (€ 522), dans CPP-INCOFIN (€ 124) et dans Eurocasino (€ 47) et la participation de SA Job Rencontres dans SAS Alphadistri (€ 57).

II. AUTRES ACTIFS FINANCIERS	2006	2005
AU COÛT		
Au terme de l'exercice précédent	10.309	7.254
Variations de l'exercice		
- Additions	1.891	2.053
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	383	1.963
- Cessions par voie de regroupements d'entreprises (-)	-2.175	
- Remboursements	-2.416	-961
Au terme de l'exercice	7.992	10.309
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR		
Au terme de l'exercice précédent	97	0
Variations de l'exercice		
- Augmentation provenant des variations de la juste valeur	82	62
- Remboursements	-35	
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		35
Au terme de l'exercice	144	97
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	8.136	10.406

Les autres actifs financiers se composent d'une part de la partie non éliminée des créances sur entreprises qui sont consolidées proportionnellement (€ 3.739) et de cautions (€ 1.255). Un intérêt conforme au marché est imputé sur ces emprunts en cours. D'autre part, les autres immobilisations financières consistent en des placements de trésorerie (€ 2.998), qui sont considérés comme des actifs financiers appréciés à leur juste valeur, avec incorporation de la variation de valeur dans le compte de résultats. En 2006, un montant de € 82 a été repris dans le compte de résultats à la suite de la détermination de la juste valeur de ces placements de trésorerie. La diminution résulte de l'élimination d'une créance sur le Groupe Express-Expansion, étant donné que cette entreprise fait maintenant partie du Groupe.

ANNEXE 18. AUTRES ANNEXES RELATIVES AUX ACTIFS

I. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - NON COURANTS	2006	2005
Autres créances	2.173	850
Total clients et autres créances - non courants	2.173	850

Les autres créances comportent d'une part des créances vis-à-vis de tiers avec lesquels l'entreprise entretient des relations commerciales. Sur ces créances, un intérêt conforme au marché est calculé. Leur hausse par rapport à l'année dernière est due au prêt consenti par la SA Roularta Media Group à la SPRL Marmont Film Production pour la production de 'Kruisocht in Spijkerbroek'. D'autre part, les autres créances concernent la cotisation légale obligatoire des employeurs pour le logement des travailleurs en France. La hausse de cette cotisation obligatoire par rapport à l'année dernière est entièrement due au Groupe Express-Expansion.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

II. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - COURANTS	2006	2005
Clients, bruts	210.888	140.031
Corrections de valeur sur créances douteuses courantes (-)	-5.712	-4.733
Autres créances	16.705	10.942
Total clients et autres créances - courants	221.881	146.240

III. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2006	2005
Soldes bancaires	32.599	25.590
Dépôts à court terme	5.812	5.328
Fonds en caisse	49	27
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	4	5
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	38.464	30.950

ANNEXE 19. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ
I. APERÇU DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés sont afférents aux:

	2006		2005	
	Actifs d'impôt différé net	Passifs d'impôt différé net	Actifs d'impôt différé net	Passifs d'impôt différé net
Immobilisations incorporelles	481	112.716	747	11.884
Immobilisations corporelles	128	22.169	72	23.157
Actifs financiers	204	1.291	198	306
Stocks		2.229		1.754
Clients et autres créances	1	12		163
Actifs financiers courants		26	12	23
Charges à reporter et produits acquis		380	2	236
Actions propres		6		5
Réserves du capital	278			
Réserves		708		711
Provisions	29	13	451	21
Avantages du personnel	900	164	771	
Dettes financières non courantes	827			
Dettes financières courantes	185			
Dettes sociales				1
Impôts	17			
Autres dettes	167	4.288		
Charges à imputer et produits à reporter	742	4	1	
Total impôts différés liés a des différences temporelles	3.959	144.006	2.254	38.261
Pertes fiscales	12.120		7.049	
Crédits d'impôts	21		396	
Compensation fiscale	-9.350	-9.350	-2.215	-2.215
Actifs / passifs d'impôts nets	6.750	134.656	7.484	36.046

Les actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés relatifs aux pertes fiscales à concurrence de € 10.982 (2005: € 7.014) d'une part et relatifs aux différences temporelles à concurrence de € 139 (2005: € 196) d'autre part, en raison du fait qu'il est improbable que des bénéfices futurs imposables soient disponibles sur lesquels ils pourront être imputés.

Les actifs d'impôt différé relatifs aux pertes fiscales ont été comptabilisés à concurrence de € 4.609 (2005: € 4.601) pour les filiales qui ont subi une perte pendant l'exercice ou l'exercice précédent. Les budgets indiquent qu'il est probable que les filiales dégageront au cours des exercices futurs un bénéfice imposable suffisant pour pouvoir profiter de cette réduction de paiement d'impôts.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

II. IMPÔTS DIFFÉRÉS LIÉS AUX REPORTS DE PERTES FISCALES ET AUX CRÉDITS D'IMPÔT

Date d'expiration	2006		2005	
	Reports de pertes fiscales	Crédits d'impôt	Reports de pertes fiscales	Crédits d'impôt
Après 5 ans	236		43	
Sans date d'expiration	11.884	21	7.006	396
Total impôts différés	12.120	21	7.049	396

ANNEXE 20. STOCKS

	2006	2005
Montant brut		
Droits de diffusion	44.996	47.622
Matières premières	6.252	3.807
Travaux en cours	925	1.099
Produits finis	812	341
Biens achetés en vue de leur revente	5.009	2.970
Contrats en cours	1.672	155
Total montant brut (A)	59.666	55.994
Dépréciations et autres corrections de valeur (-)		
Droits de diffusion	-4.810	-5.940
Matières premières	-193	-20
Produits finis	-33	
Biens achetés en vue de leur revente	-2.199	-1.415
Total dépréciations et autres corrections de valeur (B)	-7.235	-7.375
Valeur comptable		
Droits de diffusion	40.186	41.682
Matières premières	6.059	3.787
Travaux en cours	925	1.099
Produits finis	779	341
Biens achetés en vue de leur revente	2.810	1.555
Contrats en cours	1.672	155
Total valeur comptable au coût (A+B)	52.431	48.619

ANNEXE 21. CAPITAUX PROPRES

CAPITAL SOUSCRIT

Au 31 décembre 2006, le capital souscrit s'élève à € 170.251 (2005: € 119.267) et est représenté par 11.005.485 (2005: 9.956.961) actions ordinaires entièrement libérées. Les actions n'ont pas de valeur nominale.

ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2006, le Groupe détient 224.156 actions propres (2005: 252.862).

DROITS DE SOUSCRIPTION

Résumé des droits de souscription au profit de la direction et des cadres:

Date de l'offre	Nombre de droits de souscription offerts	Nombre de droits de souscription attribués	Nombre de droits de souscription à exercer	Prix d'exercice en euro	Première période d'exercice	Dernière période d'exercice
1998	300.000	300.000	39.600	11,15	15/5 - 15/6/2001	15/4 - 6/5/2008
2001	200.000	114.600	62.460	20,13	1/12 - 30/12/2005	10/9 - 10/10/2014
	500.000	414.600	102.060			

Le 21 juin 2006, 19.825 des droits de souscription offerts en 1998 sont exercés. Au 6 janvier 2006, 39.090 des droits de souscription offerts en 2001 sont exercés.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Résumé des droits de souscription en circulation pendant l'exercice:

	2006 Nombre de droits de souscription à exercer	2005 Nombre de droits de souscription à exercer
En circulation au début de la période	163.475	196.975
Auxquels il est renoncé pendant la période	-2.500	-5.150
Exercés pendant la période	-58.915	-28.350
En circulation à la fin de la période	102.060	163.475

OPTIONS SUR ACTIONS

Le comité de nomination et de rémunération décide de l'octroi de plans d'option en fonction des prestations fournies par la direction et par les cadres, de leur contribution à la réalisation des objectifs du Groupe et de leur engagement dans le développement à long terme de la stratégie du Groupe.

Résumé des options sur actions au profit de la direction et des cadres:

Date de l'offre	Nombre d'options offertes	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options à exercer	Prix d'exercice en euro	Première période d'exercice	Dernière période d'exercice
2000	125.500	119.305	99.472	65,00	1/1 - 30/4/2004	1/1 - 22/5/2013
2001	82.125	73.575	26.664	18,20	1/1 - 26/6/2005	1/1 - 25/8/2014
2002	25.000	25.000	0	18,50	15/5 - 15/6/2006	15/5 - 15/6/2006
2002	10.000	10.000	10.000	20,00	1/1 - 31/12/2006	1/1 - 3/10/2012
2002	50.000	33.500	20.200	21,93	1/1 - 30/6/2006	1/7 - 31/12/2015
2003	10.000	10.000	10.000	27,00	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 10/10/2013
2003	10.000	10.000	10.000	26,00	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 31/12/2007
2003	12.500	12.500	2.500	26,00	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 2/7/2013
2003	2.500	2.500	1.250	28,62	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 31/12/2008
	327.625	296.380	180.086			

Au 6 novembre 2006, 300.000 options sur actions étaient offertes à la direction et aux cadres, dont 272.050 options étaient exercées au 5 janvier 2007.

TRANSACTIONS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS ET QUI SONT RÉGLÉES EN INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Les options sur actions doivent être exercées au prix qui correspond au prix moyen du marché des actions du Groupe à la date de l'attribution. La durée maximale des options attribuées est présentée dans le tableau ci-dessus. Si l'option n'est pas exercée après la dernière période d'exercice, l'option vient à échéance. Les options qui ne peuvent pas encore être exercées sont renoncées si un membre de la direction ou un cadre quitte l'entreprise avant la dernière période d'exercice, sauf en cas de retraite ou de décès.

Résumé des options sur actions en circulation pendant l'exercice:

	2006		2005	
	Nombre d'options	Prix moyen en euro	Nombre d'options	Prix moyen en euro
En circulation au début de la période	211.751	42,04	263.838	38,13
Auxquelles il est renoncé pendant la période	-2.959	36,42	-15.457	31,78
Exercées pendant la période	-28.706	19,81	-36.630	18,20
En circulation à la fin de la période	180.086	45,67	211.751	42,04
Exercables à la fin de la période	67.358		51.803	

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options sur actions qui ont été exercées pendant l'exercice était de 52,21 EUR. Les options sur actions qui restent ouvertes à la fin de la période présentent une durée restante moyenne de 6 ans et 7 mois. En 2006, il n'a pas été accordé d'options sur actions.

Les justes valeurs ont été calculées sur la base de la formule Black and Scholes. Afin d'intégrer les effets de l'exercice anticipé attendu des options, la volatilité a été basée sur la volatilité historique. Ce calcul a été effectué sur la base des paramètres suivants:

La moyenne pondérée des prix des actions en € à la date d'attribution	25,9
La moyenne pondérée des prix d'exercice en €	24,3
Volatilité attendue	80%
La durée de vie des options (en années)	6
Le taux d'intérêt sans risque	3,6%
Les dividendes attendus	1,5%

Le Groupe a attribué en 2006 un montant de € 84 dans les frais de personnel liés à des transactions de paiement basées sur des actions et opérées dans des instruments de capitaux propres.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 22. PROVISIONS

2006 Provisions, non courantes	Provisions pour contentieux	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructuration	Autres provisions	Total
Au terme de l'exercice précédent	3.146	157	0	611	3.914
Variations de l'exercice					
- Provisions supplémentaires	485		1.589	3.471	5.545
- Augmentation / diminution des provisions existantes				170	170
- Intérêts					0
- Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	4		5.751	568	6.323
- Montants utilisés (-)	-1.800	-28	-1.403	-379	-3.610
- Montants non utilisés repris (-)	-12			-41	-53
Au terme de l'exercice	1.823	129	5.937	4.400	12.289

La provision pour litiges en cours porte principalement sur des litiges qui concernent la SA De Streekkrant-De Weekkrantgroep et la SA Roularta Books, ainsi que sur quelques autres litiges. La provision relative à l'environnement porte uniquement sur des opérations de dépollution de sols. Les provisions pour restructuration concernent principalement la clause de cession et la restructuration dans les sociétés du groupe Groupe Express-Expansion et la deuxième phase de la restructuration chez VMMA. La provision pour la taxe sur les jeux de hasard dans le chef de VMMA constitue l'essentiel des autres provisions.

2005 Provisions, non courantes	Provisions pour contentieux	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructuration	Autres provisions	Total
Au terme de l'exercice précédent	3.351	325	0	402	4.078
Variations de l'exercice					
- Provisions supplémentaires	73			480	553
- Augmentation / diminution des provisions existantes				6	6
- Intérêts	193				193
- Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	251			81	332
- Montants utilisés (-)	-575	-168		-358	-1.101
- Montants non utilisés repris (-)	-147				-147
Au terme de l'exercice	3.146	157	0	611	3.914

ANNEXE 23. LITIGES IMPORTANTS

La SA De Streekkrant-De Weekkrantgroep est impliquée dans un litige avec la SA Kempenland, dans le cadre duquel cette dernière exige des dommages et intérêts d'un montant de € 7.551 pour le non-respect d'un contrat d'impression. Une provision de € 1.000 a été constituée dans le cadre de cette procédure, dont un montant de € 450 a déjà été versé à la SA Kempenland.

La SA Roularta Books est impliquée dans une procédure devant le Tribunal de commerce avec son ancien partenaire Bookmark. Une provision de € 578 a été constituée dans le cadre de cette procédure.

ANNEXE 24. AVANTAGES DU PERSONNEL**I. APERÇU GÉNÉRAL**

	2006	2005
Au terme de l'exercice précédent	3.501	2.875
- Provisions supplémentaires	408	767
- Montants utilisés ou montants non utilisés repris (-)	-1.004	-350
- Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	4.677	209
Au terme de l'exercice	7.582	3.501

Les avantages accordés au personnel concernent principalement le futur avantage tarifaire sur les abonnements à concurrence de € 1.531, les provisions pour indemnités de préavis à concurrence de € 488, la provision pour primes accordées aux membres du personnel à l'occasion de leur retraite à concurrence de € 488, différentes gratifications au personnel à concurrence de € 815 et les engagements de pension chez Roularta Media Group, Mestne Revije, le groupe Point de Vue, Grieg Media et le Groupe Express-Expansion à concurrence de € 4.261.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

II. RÉGIMES DE PENSION À PRESTATIONS DÉFINIES

Il existe différents plans de pension à prestations définies au sein du Groupe, la prestation étant fonction du nombre d'années de service et du salaire. Les charges de pension sont calculées par un actuair sur la base de la méthode 'projected unit credit' pour chaque plan. Les obligations relatives au temps de service passé et les placements constitués sont calculés sur la base de cette méthode. La différence entre les deux (valeur nette) est reprise dans le bilan du Groupe.

	2006	2005
A. Montants comptabilisés au bilan		
1. Obligations nettes résultant des régimes à prestations définies financés	908	479
1.1. Valeur actuelle des obligations intégralement ou partiellement financées	2.487	1.227
1.2. Juste valeur des actifs du régime (-)	-1.579	-748
2. Valeur actuelle des obligations non financées	3.441	356
3. Ecart actuariels non comptabilisés	-94	-104
4. Autres éléments	6	8
Obligations résultant des régimes à prestations définies, total	4.261	739
B. Charge nette comptabilisée dans le compte de résultats		
1. Coûts des services rendus au cours de l'exercice	446	116
2. Charges d'intérêt	303	43
3. Rendement attendu des actifs du régime (-)	-1.572	-28
4. Ecart actuariels, nets	306	118
5. Coûts des services passés		14
6. Limitations importantes	15	
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultats	-502	263
C. Mouvements de la valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies		
Valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture	1.584	949
1. Coûts des services rendus au cours de l'exercice	434	137
2. Charges d'intérêt	305	14
3. Ecart actuariels, nets	-535	261
4. Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	4.163	210
5. Augmentation / diminution des écarts de conversion	-15	12
6. Autre augmentation / diminution	-8	
Valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture	5.928	1.583
D. Mouvements de la juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies		
Juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture	748	410
1. Taux de rendement attendu des actifs du régime	75	27
2. Ecart actuariels, nets	653	124
3. Contribution employeur	118	183
4. Augmentation / diminution des écarts de conversion	-11	8
5. Indemnités payées (-)	-4	-4
Juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture	1.579	748
E. Principales hypothèses actuarielles		
1. Taux d'actualisation	4,5%	4,2%
2. Taux de rendement attendu des actifs du régime	5,0%	5,5%
3. Taux attendu d'augmentation des salaires	3,0%	3,5%
4. Augmentations futures des prestations définies	2,5%	2,5%

	2006	2005	2004	2003
Valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies	5.928	1.583	483	311
Juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies	1.579	748	240	177
Surplus / (déficit)	4.349	835	243	134

La stratégie d'investissement mise en œuvre dans le cadre des plans de pension est de nature défensive. Les investissements en valeurs à revenu fixe sont ainsi largement privilégiés, afin de garantir ainsi la sécurité, le rendement et la liquidité des investissements. Il est également veillé à une diversification et à une répartition judicieuse des investissements.

III. RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe plusieurs régimes à cotisations définies dans le Groupe. A l'exception des primes payées aux compagnies d'assurances externes, le Groupe n'a aucune autre obligation. Lorsqu'un membre du personnel a rendu des services à une entité au cours d'un exercice, l'entité comptabilise la cotisation à payer en vertu de ce régime à cotisations définies en échange de ces services. Les charges comptabilisées relatives aux régimes à cotisations définies s'élèvent à € 2.618 (2005: € 1.768).

IV. OPTIONS SUR ACTIONS ET DROITS DE SOUSCRIPTION

Voir annexe 21.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 25. DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES DETTES

2006	COURANT		NON COURANT		
	1 an au plus	2 ans	3 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Dettes financières					
Emprunt obligataire (1)				60.386	60.386
Dettes de location-financement	2.591	8.446	9.386	12.487	32.910
Etablissements de crédit (2)	132.162	3.345	24.065	7.056	166.628
Autres emprunts	711	139	1.899	348	3.097
Total dettes financières selon l'échéance	135.464	11.930	35.350	80.277	263.021
Autres informations					
Dettes de location-financement, valeur actuelle des paiements minimaux futurs relatifs à la location	2.591	8.446	9.386	12.487	32.910
- Paiements minimaux relatifs à la location, total	3.967	10.393	11.416	13.650	39.426
- Paiements minimaux relatifs à la location, intérêts	1.376	1.947	2.030	1.163	6.516
Paiements minimaux futurs relatifs à la location en vertu de contrats de location simple non résiliables	3.463	2.623	2.954	48	9.088
Dettes commerciales et autres dettes					
Dettes commerciales	146.188	2.097			148.285
Acomptes reçus	52.755				52.755
Dettes sociales	38.115				38.115
- dont dettes envers les employés	24.809				24.809
- dont dettes envers les administrations publiques	13.306				13.306
Impôts	18.054				18.054
Autres dettes	4.032	174	9	44	4.259
Charges à imputer et produits à reporter	8.585				8.585
Total des dettes selon l'échéance	267.729	2.271	9	44	270.053

2005	COURANT		NON COURANT		
	1 an au plus	2 ans	3 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Dettes financières					
Dettes de location-financement	2.087	2.299	3.760	704	8.850
Etablissements de crédit	41.325	7.041	5.201	6.367	59.934
Autres emprunts	4.167	25	78	1.942	6.212
Total dettes financières selon l'échéance	47.579	9.365	9.039	9.013	74.996
Autres informations					
Dettes de location-financement, valeur actuelle des paiements minimaux futurs relatifs à la location	2.087	2.299	3.760	704	8.850
- Paiements minimaux relatifs à la location, total	2.431	2.675	4.172	723	10.001
- Paiements minimaux relatifs à la location, intérêts	344	376	412	19	1.151
Paiements minimaux futurs relatifs à la location en vertu de contrats de location simple non résiliables	3.650	2.366	2.938	153	9.107
Dettes commerciales et autres dettes					
Dettes commerciales	93.617	536			94.153
Acomptes reçus	24.222				24.222
Dettes sociales	24.638				24.638
- dont dettes envers les employés	11.048				11.048
- dont dettes envers les administrations publiques	13.590				13.590
Impôts	10.668				10.668
Autres dettes	2.869	287	429	19	3.604
Charges à imputer et produits à reporter	6.397				6.397
Total des dettes selon l'échéance	162.411	823	429	19	163.682

(1) US Private Placement in USD.

Lors du premier traitement, la conversion en EUR a été effectuée au cours utilisé pour l'opération.

A la date du bilan, elle se fait au cours utilisé pour le bilan. En ce qui concerne l'emprunt, la différence entre le cours initial et le cours à la date du bilan s'élève à € - 4.858 (différence négative).

La valeur est également adaptée à la valeur réelle du contrat IRCS y afférent. Cette adaptation s'élève à € 3.923.

(2) Y compris € 117.000 de dettes à court terme, à la suite du financement du rachat de Groupe Express-Expansion, qui seront converties en 2007 en crédits à long terme.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

ANNEXE 26. AUTRES ANNEXES RELATIVES AUX PASSIFS

CHARGES À IMPUTER ET PRODUITS À REPORTER	2006	2005
Charges à imputer et produits à reporter	8.199	5.699
Valeur comptable des subventions publiques	386	698
Total charges à imputer et produits à reporter	8.585	6.397

La hausse est liée d'une part à la modification du Groupe et d'autre part à des produits à reporter, principalement chez VMMA, en ce qui concerne l'intervention reçue qui sera reportée dans le temps.

ANNEXE 27. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT ET CONTRATS DE LOCATION SIMPLE
I. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location conclus par le Groupe se rapportent principalement aux machines. La Regionale Media Maatschappij détient des contrats de location relatifs aux cellules d'assemblage et au matériel de diffusion. Les contrats contiennent une option d'achat à 1% de l'investissement brut. L'option de renouvellement est fixée à 0,75% de l'investissement brut pour la première et la deuxième année, et à 0,1% pour les années suivantes. Le contrat de location relatif aux dispositifs de studio contient une option d'achat à 3% de l'investissement brut.

Roularta Printing détient des contrats de location divers. Les contrats relatifs à l'installation des presses à imprimer, à la ligne d'assemblage et à la machine d'emballage contiennent une option d'achat à 1% de l'investissement brut, l'option de renouvellement est fixée à 0,75% pour la première et la deuxième année, et à 0,1% pour les années suivantes. Le nouveau contrat de location relatif à deux presses à imprimer contient une option d'achat à 2% de l'investissement total, l'option de renouvellement est fixée à 1,75% pour la première et la deuxième année, et à 0,1% pour les années suivantes.

Vogue Trading Video détient un contrat de cession-bail pour une chaîne de production de DVD. Le contrat contient une option d'achat de 16% de l'investissement brut.

	2006	2005
Intérêts au titre des contrats de location-financement comptabilisés en charge	615	292

Les intérêts au titre des contrats de location-financement sont comptabilisés en charge sur une base linéaire sur la durée du contrat. L'augmentation est relative au nouveau contrat de location relatif à deux presses à imprimer de Roularta Printing et de la chaîne de production de DVD de Vogue Trading Video.

II. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

	2006	2005
Paiements au titre des contrats de location simple comptabilisés en charge	4.457	4.349

Le Groupe a surtout des contrats de location simple pour des voitures d'entreprises et du matériel de bureau. Paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge sur une base linéaire sur la durée du contrat.

ANNEXE 28. PASSIFS ÉVENTUELS

Le Groupe se porte garant d'obligations pour un montant total de € 11.482, dont € 1.953 ont trait à des coentreprises. Des gages sur fonds de commerce ont été constitués pour un montant total de € 5.975, dont € 2.000 dans le cadre de coentreprises.

Pour deux des sociétés du Groupe, il plane une incertitude quant au montant de la dette fiscale à porter en compte. Les chiffres au 31/12/2006 tiennent compte de la meilleure estimation possible.

Pour la société Vlaamse Media Maatschappij SA, l'incertitude a trait à la réglementation et aucun impôt n'a encore été perçu. Une provision de € 3.122 a été enregistrée (part de RMG). L'incertitude ne peut pas être quantifiée avec une plus grande précision.

Pour la société Belgomedia SA, l'incertitude est à notre avis liée à une interprétation erronée de l'administration fiscale, en dépit de l'accord obtenu dans cette affaire. Une procédure de réclamation est en cours pour cette affaire.

ANNEXE 29. GESTION DE RISQUES FINANCIERS

Dans l'exercice de son activité, le Groupe est exposé à des risques de change, de taux, de crédit et de marché. Les produits dérivés sont utilisés pour réduire les risques liés aux fluctuations des cours du change et des taux d'intérêt.

A. RISQUE DE CHANGE
Activités opérationnelles

Le Groupe utilise des contrats de change pour couvrir le risque de variation de la juste valeur d'un actif ou d'une obligation reprise, ou d'un engagement ferme non repris. Les contrats forward sont considérés comme des couvertures de la juste valeur et sont appréciés à leur valeur de marché (€ 231) et enregistrés dans la rubrique 'produits dérivés financiers' dans la rubrique des passifs non courants.

Activités financières

En 2006, le Groupe a procédé à un placement privé libellé en USD aux Etats-Unis.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Pour couvrir le risque de change et le risque de taux sur cet emprunt en USD, le Groupe a souscrit un contrat IRCS dont les échéances sont aux mêmes dates que celles des amortissements et des paiements d'intérêt. Ce contrat est traité comme une couverture des flux de trésorerie. La valeur réelle de ce contrat s'élevait à € -3.923 à la date du 31 décembre 2006.

La couverture précitée du risque de change et du risque de taux sur ce placement privé en US dollars porte sur un montant nominal de € 60.386, dont l'échéance est supérieure à cinq ans et dont les intérêts sont payables semestriellement.

B. RISQUE DE TAUX

Les prêts aux coentreprises ont un taux d'intérêt fixe qui est révisable après trois ou cinq ans.

Les emprunts contractés auprès des institutions financières sont à taux fixe ou à taux variable.

Pour couvrir les risques résultant des fluctuations défavorables des taux d'intérêt, le Groupe a utilisé des instruments financiers, à savoir des contrats IRS, des contrats Cap-floor, ainsi que le contrat IRCS précité.

Un des contrats IRS est considéré comme un contrat de couverture des flux de trésorerie selon les normes IAS 39. La valeur réelle de ce contrat IRS s'élevait à € 9 à la date du 31 décembre 2006.

Ce contrat de couverture des flux de trésorerie porte sur une dette d'un montant nominal de € 1.600, dont l'échéance est inférieure à un an et dont les intérêts sont payables trimestriellement.

Les autres contrats ne sont pas considérés comme des contrats de couverture selon les normes IAS 39.

La valeur totale réelle (valeur 'marked-to-market') de ceux-ci s'élevait à € 1.227 à la date du 31 décembre 2006.

C. RISQUE DE CRÉDIT

Afin de gérer le risque de crédit, des contrôles de solvabilité sont effectués pour tous les clients demandant un crédit important. En outre, le Groupe utilise des instruments commerciaux financiers, comme des lettres de change, pour gérer son risque de crédit.

D. RISQUE DE MARCHÉ

Afin de gérer le risque potentiel lié au prix du papier, le Groupe utilise des accords de prix. Il existe des contrats annuels pour le papier journal, et des contrats périodiques pour le papier magazine.

ANNEXE 30. FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX ACQUISITIONS DE FILIALES

Les acquisitions importantes suivantes, avec impact sur les comptes annuels consolidés, sont intervenues en 2006:

A la date du 26 septembre 2006, nous avons acquis 100% des actions du Groupe Express-Expansion pour le prix de € 185.472.

D'autres acquisitions ont été effectuées au cours de l'exercice, à savoir: le 1 janvier 2006, 80% de 't Fonteintje-De Wegwijzer a été acquis via De Streekkrant-De Weekkrantgroep pour un prix total de € 1.562, ainsi que 50% de Studio-A via VMMA pour un prix total de € 402.

Mentionnons encore l'acquisition de 50% de Liefde voor het Leven, pour laquelle, conformément aux modalités de reprise, aucun paiement n'avait encore été effectué fin 2006.

La juste valeur des actifs et passifs des filiales acquises à la date d'acquisition est présentée comme suit:

Actifs	2006					2005
	Groupe Express-Expansion	't Fonteintje-De Wegwijzer	Studio-A	Liefde voor het Leven	Total	Total
Actifs non courants	361.334	2.251	4.144	0	367.729	47.146
Immobilisations incorporelles	317.172	2.248	20		319.440	46.612
Goodwill	29.742		1.382		31.124	
Immobilisations corporelles	5.357		2.192		7.549	344
Actifs financiers	445	3	2		450	
Clients et autres créances	672				672	103
Actifs d'impôt différé	7.946		548		8.494	87
Actifs courants	58.726	627	4.103	55	63.511	11.924
Stocks	4.317		2.833		7.150	43
Créances et autres créances	49.546	559	820		50.925	6.856
Actifs financiers	12				12	1.963
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.787	68	336	55	2.246	2.722
Charges à reporter et produits acquis	3.064		114		3.178	340
Total de l'actif	420.060	2.878	8.247	55	431.240	59.070
Passifs						
Passifs non courants	143.049	581	300	0	143.930	14.841
Provisions	6.850		250		7.100	323
Avantages du personnel	4.692		9		4.701	209
Passifs d'impôt différé	97.826	581			98.407	13.027
Dettes financières	33.681		41		33.722	1.282

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Passifs courants	91.539	735	7.545	55	99.874	12.684
Dettes financières	8.986		589		9.575	2.203
Dettes commerciales	40.248	361	1.303	1	41.913	5.065
Acomptes reçus	21.776		5.016		26.792	2.371
Dettes sociales	13.231	29	446		13.706	1.003
Impôts	6.571	57	180	19	6.827	911
Autres dettes	633	287	11	34	965	1.004
Charges à imputer et produits à reporter	94	1		1	96	127
Total du passif	234.588	1.316	7.845	55	243.804	27.525
Total actif net acquis	185.472	1.562	402	0	187.436	31.545
Dettes acquises (cash outflow supplémentaire)	30.000				30.000	
Placement, trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	-1.787	-68	-336	-55	-2.246	-4.685
Sortie de trésorerie nette	213.685	1.494	66	-55	215.190	26.860

Le résultat des entreprises acquises inclus dans le résultat du Groupe est comme suit:

	Résultat de l'exercice
Groupe Express-Expansion (groupe)	4.288
Studio-A	193
't Fonteintje-De Wegwijzer	172
Liefde voor het Leven	6
	4.659

Le chiffre d'affaires des entreprises acquises inclus dans le chiffre d'affaires du Groupe est comme suit:

	Chiffre d'affaires de l'exercice
Groupe Express-Expansion (groupe)	58.939
't Fonteintje-De Wegwijzer	1.923
Studio-A	469
Liefde voor het Leven	10
	61.341

ANNEXE 31. FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX CESSIONS DE FILIALES

Au cours de l'exercice, nous nous sommes défaits de 50% des actions d'A Nous Province et d'Algo Communication (à partir du 1 janvier 2006) et de la participation de 40% que le Groupe possédait dans Publiregiões (à partir du 1/4/2006).

La juste valeur des actifs et passifs des filiales abandonnées à la date de cession est présentée comme suit:

Actifs	2006	2005
Actifs non courants	31	85
Immobilisations incorporelles	8	34
Immobilisations corporelles	15	26
Actifs financiers	8	
Actifs d'impôt différé		25
Actifs courants	935	1.165
Stocks		703
Créances et autres créances	717	298
Trésorerie et équivalents de trésorerie	218	141
Charges à reporter et produits acquis		23
Total de l'actif	966	1.250

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Passifs		
Passifs non courants	0	1
Dettes financières		1
Passifs courants	684	928
Dettes financières	21	
Dettes commerciales	445	736
Dettes sociales	40	101
Impôts	58	91
Autres dettes	2	
Charges à imputer et produits à reporter	118	
Total du passif	684	929
Total actif net abandonné	282	321
Profit sur vente participation	3	349
Prix de rachat reçu en liquidités	286	670
Placements, trésorerie et équivalents de trésorerie abandonnés	-218	-141
Entrée de trésorerie nette	68	529

ANNEXE 32. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Une liste des coentreprises, comportant le nom, le pays d'origine et le pourcentage détenu, est reprise dans l'annexe 36 des états financiers consolidés. Les coentreprises importantes du Groupe sont VMMA SA (télévision commerciale nationale et radio) et autres maisons d'édition. La quote-part des coentreprises dans les actifs, les passifs, le chiffre d'affaires et le résultat net du Groupe est comme suit:

	2006	2005
Actifs non courants	58.954	64.375
Actifs courants	108.027	97.793
Passifs non courants	16.656	12.587
Passifs courants	51.162	52.259
Quote-part dans le chiffre d'affaires	186.812	175.543
Quote-part dans le résultat net	12.545	10.819

ANNEXE 33. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Après la clôture de l'exercice sont survenus les événements importants suivants, qui influencent de manière importante les résultats et la position financière de l'entreprise:

- Du fait de l'exercice de 9.340 warrants, le capital de Roularta Media Group SA a été augmenté de € 188 par acte notarié du 5 janvier 2007, et ensuite de € 0,5 par le biais de l'incorporation de la réserve disponible, ce qui l'a porté à € 170.439, représenté par 11.014.825 actions, dont 2.603.948 actions à caractère VVPR;
- Au mois de janvier 2007, Roularta Media Group SA a acquis 100% des actions d'Academici Roularta Media SA, une ancienne joint-venture (50/50) entre Roularta Media Group SA et Monsieur Ron Maes;
- En mars 2007, Roularta Media Group a racheté toutes les actions de Medical Integrated Communication SA, éditeur de la revue bilingue Le Journal du Dentiste/De Tandartsenkrant;
- Roularta Media Group SA a racheté fin mars 2007 les revues professionnelles Datanews et Texbel de VNU Business Publications, ainsi que les sites Internet liés à ces publications.

ANNEXE 34. HONORAIRES AU COMMISSAIRE ET AUX PERSONNES LIÉES AU COMMISSAIRE

Les honoraires du commissaire s'élèvent à € 123. Les honoraires du commissaire pour des missions de contrôle supplémentaires s'élèvent à € 15. Les honoraires des personnes auxquelles le commissaire est lié s'élèvent à € 11 pour les missions fiscales particulières et à € 120 pour d'autres missions.

ANNEXE 35. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

2006	Coentreprises	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
I. ACTIFS AVEC LES PARTIES LIÉES	10.782	462	207	11.451
Autres actifs financiers	3.739	0	0	3.739
Prêts	3.739			3.739
Créances	7.043	462	207	7.712
Clients	7.043	462	207	7.712
II. PASSIFS AVEC LES PARTIES LIÉES	5.804	3	322	6.129
Dettes financières	269	0	0	269
Autres prêts	250			250
Autres dettes	19			19
Dettes	5.535	3	322	5.860
Fournisseurs	3.420	3	322	3.745
Autres dettes	2.115			2.115
III. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES				
Vente de biens	7.713		40	7.753
Achat de biens (-)	-1.409		-135	-1.544
Prestations de services données	11.050	656	352	12.058
Prestations de services reçues (-)	-3.446	-123	-1.884	-5.453
Transferts suivant les conventions de financement	182			182
IV. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS (Y COMPRIS ADMINISTRATEURS)				2.951
- dont avantages à court terme				2.401
- dont indemnités de fin de contrat de travail				253
- dont indemnités de licenciement				297

2005	Coentreprises	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
I. ACTIFS AVEC LES PARTIES LIÉES	8.712	118	251	9.081
Autres actifs financiers	3.313	0	0	3.313
Prêts	3.313			3.313
Créances	5.399	118	251	5.768
Clients	5.394	118	251	5.763
Autres créances	5			5
II. PASSIFS AVEC LES PARTIES LIÉES	5.596	20	87	5.703
Dettes financières	250	0	0	250
Autres prêts	250			250
Dettes	5.346	20	87	5.453
Fournisseurs	4.327	20	87	4.434
Autres dettes	1.019			1.019
III. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES				
Vente de biens	10.007	2	7	10.016
Achat de biens (-)	-1.466	-4	-284	-1.754
Prestations de services données	3.589	534	938	5.061
Prestations de services reçues (-)	-7.912	-62	-1.911	-9.885
Transferts suivant les conventions de financement	125			125
IV. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS (Y COMPRIS ADMINISTRATEURS)				2.701
- dont avantages à court terme				2.433
- dont indemnités de fin de contrat de travail				268

Le Groupe n'a ni actifs, ni obligations, ni transactions avec sa société mère, Stichting Administratiekantoor RMG, ni avec ses détenteurs de certificats, la NV Koinon et la NV Cennini.

Les actifs, les obligations et les transactions avec des filiales sont entièrement éliminés dans la consolidation.

Les actifs, les obligations et les transactions avec des coentreprises sont éliminés proportionnellement. La partie non éliminée est reprise sous cette rubrique.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Les actifs, les obligations et les transactions avec des entreprises associées ne sont pas éliminés dans la consolidation et sont par conséquent repris intégralement sous cette rubrique.

La liste répertoriant la déclaration des filiales, des coentreprises et des entreprises associées figure dans l'annexe 36.

Les autres parties associées sont des entreprises qui sont contrôlées par la direction et les cadres du Groupe et leur proches, ou au sein desquelles ces personnes ont une influence significative. Les rémunérations des dirigeants et administrateurs sont reprises séparément.

Il n'y a aucune sûreté liée aux actifs et obligations à l'égard des parties associées, et il n'a pas été enregistré de moins-values.

Toutes les créances et dettes sont des créances et dettes à court terme qui sont acquittées à l'échéance. Toutes les transactions concernent des opérations commerciales ordinaires. Pour les ventes conclues par le Groupe avec ces parties associées, on applique la tarification habituelle. Pour les achats, on applique la procédure habituelle en ce qui concerne la sélection du fournisseur et les prix utilisés.

Il n'y a pas de créances exigibles ni de dettes à l'égard du key management.

ANNEXE 36. STRUCTURE DU GROUPE

La société mère ultime du Groupe est Roularta Media Group NV, Roeselare, Belgique. Au 31 décembre 2006, 77 filiales, coentreprises et entreprises associées sont consolidées.

Nom de l'entreprise	Location	Fraction du capital détenue
1. Entreprises consolidées globalement		
ROULARTA MEDIA GROUP NV	Roeselare, Belgique	100,00%
@-INVEST NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ANIMOTION SARL	Paris, France	100,00%
A NOUS PARIS SAS	Neuilly-sur-Seine, France	100,00%
BELGIAN BUSINESS TELEVISION NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
BELGIFRANCE COMMUNICATION SARL	Paris, France	100,00%
BIBLO-ROULARTA MEDICA NV	Kalmthout, Belgique	100,00%
CAVENNE SAS ÉDITEURS	Paris, France	100,00%
CD SERVICES SARL	Paris, France	100,00%
CÔTÉ MAISON SA	Paris, France	100,00%
COTEXPO SARL	Paris, France	100,00%
DMB-BALM SAS	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
ÉDITIONS CÔTÉ EST SA	Paris, France	100,00%
ÉDITIONS GÉNÉRATION L'ÉTUDIANT SA	Paris, France	100,00%
EYE-D NV	Roeselare, Belgique	100,00%
GROUPE EXPRESS-EXPANSION SA	Paris, France	100,00%
GROUPE EXPRESS ÉDITIONS SNC	Paris, France	100,00%
GROUPE MIEUX VIVRE SA	Paris, France	100,00%
HIPPOS VADEMECUM NV en liquidation	Brugge, Belgique	100,00%
JOB RENCONTRES SA	Paris, France	100,00%
LE VIF MAGAZINE SA	Bruxelles, Belgique	100,00%
POINT DE VUE SARL	Paris, France	100,00%
PRÉLUDE ET FUGUE SARL	Paris, France	100,00%
PRESS NEWS NV	Gent, Belgique	100,00%
REGIE DE WEEKKRANT NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ROULARTA BOOKS NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
ROULARTA IT-SOLUTIONS NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ROULARTA MANAGEMENT NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ROULARTA MEDIA FRANCE SA	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
ROULARTA PUBLISHING NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
SOLRÉMI SARL	Paris, France	100,00%
SPORTMAGAZINE NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
STUDIO MAGAZINE SA	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
STUDIO PRESS LTD	Peterborough, Grande-Bretagne	100,00%
STUDIO PRESS SAS	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
STYLE MAGAZINE BV	Breda, Pays-Bas	100,00%
WEST-VLAAMSE MEDIA GROEP NV	Roeselare, Belgique	100,00%
MESTNE REVJIJE D.O.O.	Ljubljana, Slovénie	92,00%
AUTOMATCH BVBA	Roeselare, Belgique	80,00%
DE STREEKKRANT-DE WEEKKRANTGROEP NV	Roeselare, Belgique	80,00%
DRUKKERIJ LEYSEN NV	Mechelen, Belgique	80,00%
TAM-TAM NV	Knokke, Belgique	80,00%
'T FONTEINTJE-DE WEGWIJZER NV	Roeselare, Belgique	80,00%
ROULARTA PRINTING NV	Roeselare, Belgique	75,66%
VOGUE TRADING VIDEO NV	Kuurne, Belgique	74,67%
FOLLOW THE GUIDE NV	Anvers, Belgique	65,00%
MEDIA OFFICE NV	Anvers, Belgique	65,00%
ZEEUWS VLAAMS MEDIABEDRIJF BV	Terneuzen, Pays-Bas	40,80%

2. Entreprises consolidées proportionnellement		
ACADEMICI ROULARTA MEDIA NV	Anvers, Belgique	50,00%
A NOUS PROVINCE SAS	Roubaix, France	50,00%
ALGO COMMUNICATION SARL	Roubaix, France	50,00%
ART DE VIVRE ÉDITIONS SA	Paris, France	50,00%
BELGOMEDIA SA	Verviers, Belgique	50,00%
CAP PUBLISHING NV	Brugge, Belgique	50,00%
DE WOONKIJKER NV	Anvers, Belgique	50,00%
DICOS D'OR SNC	Paris, France	50,00%
FIRST MEDIA SA	Bruxelles, Belgique	50,00%
GRIEG MEDIA AS	Bergen, Norvège	50,00%
HIMALAYA NV	Zaventem, Belgique	50,00%
LIEFDE VOOR HET LEVEN BVBA	Roeselare, Belgique	50,00%
PARATEL NV	Vilvoorde, Belgique	50,00%
REGIONALE MEDIA MAATSCHAPPIJ NV	Roeselare, Belgique	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS SA	Bruxelles, Belgique	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS DEUTSCHLAND GMBH & CO KG	Cologne, Allemagne	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS NEDERLAND BV	Bussum, Pays-Bas	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS VERWALTUNGS GMBH	Cologne, Allemagne	50,00%
STUDIO-A NV	Boortmeerbeek, Belgique	50,00%
VLAAMSE MEDIA MAATSCHAPPIJ NV	Vilvoorde, Belgique	50,00%
VOIX DU NORD L'ÉTUDIANT SA	Lille, France	50,00%
ZEFIR WEB SNC	Paris, France	50,00%
REGIONALE TV MEDIA NV	Zellik, Belgique	33,33%
50+ BEURS & FESTIVAL BV	Arnhem, Les Pays-Bas	25,00%
BAYARD MEDIA GMBH & CO KG	Augsburg, Allemagne	25,00%
BAYARD MEDIA VERWALTUNGS GMBH	Augsburg, Allemagne	25,00%
3. Entreprises mises en équivalence		
PAGINAS LONGAS LDA	Lisbonne, Portugal	40,00%
REPROPRESS CVBA	Bruxelles, Belgique	30,74%
PARTENAIRE DÉVELOPPEMENT SARL	Lyon, France	25,00%
FEBELMA REGIE CVBA	Bruxelles, Belgique	23,35%
4. Entreprises d'importance négligeable qui ne sont pas comprises dans les états financiers consolidés		
EUROCASINO NV	Bruxelles, Belgique	19,00%
CYBER PRESS PUBLISHING SA	Clichy, France	15,39%
S.T.M. SA	Saint-André, France	15,00%

AU COURS DE L'EXERCICE 2006, LES CHANGEMENTS SUIVANTS SONT INTERVENUS DANS LE GROUPE:
Nouvelles participations dans:

- 't Fonteintje-De Wegwijzer NV via De Streekkrant-De Weekkrantgroep NV depuis 1/1/2006
- Studio-A NV via Vlaamse Media Maatschappij NV depuis 1/1/2006
- Paginas Longas Lda depuis 1/7/2006
- Liefde voor het Leven BVBA depuis 1/10/2006
- *Groupe Express-Expansion* depuis 1/10/2006:
 - Groupe Express-Expansion SA
 - Animotion SARL via Editions Génération SA
 - CD Services SARL via Groupe Express-Expansion SA
 - Editions Génération L'Étudiant SA via Groupe Express-Expansion SA
 - Groupe Express Editions SNC via Groupe Express-Expansion SA
 - Groupe Mieux Vivre SA via Groupe Express-Expansion SA
 - Job Rencontres SA via Groupe Express-Expansion SA
 - Prélude et Fugue SARL via Groupe Express-Expansion SA
 - Solrémi SARL via Prélude et Fugue SARL
 - Dicos d'or SNC via Groupe Express Editions SA
 - Voix du Nord L'Étudiant SA via Editions Génération SA
 - Zéfir Web SNC via Groupe Express-Expansion SA
 - Partenaire Développement SARL via Groupe Express-Expansion SA

Diminution de la participation avec changement de méthode de consolidation:

- A Nous Province SAS de 100% à 50% depuis 1/1/2006
- Algo Communication SARL de 100% à 50% depuis 1/1/2006

Augmentation de la participation avec changement de méthode de consolidation:
Groupe Express-Expansion:

- Côté Maison SA via Groupe Express-Expansion SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006
- Cotexpo SARL via Côté Maison SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006
- Editions Côté Est SA via Côté Maison SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006
- Le Vif Magazine SA via Groupe Express-Expansion SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006

Augmentation de la participation sans changement de méthode de consolidation:

- Mestne Revije d.o.o. de 79,59% à 92% depuis 1/4/2006

Participations liquidées et fusionnées:

- Band a Part SARL: dissolution sans liquidation par Studio Press SAS, associée unique, le 27/11/2006
- Régies et Services Cavenne SARL: dissolution sans liquidation par Belgifrance Communication SARL, associée unique, le 27/11/2006
- Studio Participations SNC: clôture de la liquidation le 5/12/2006

Participations vendues:

- Publiregiões Lda depuis 1/4/2006

Rapport du commissaire

Rapport du commissaire sur les comptes consolidés clôturés le 31 décembre 2006 présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires

Aux actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Roularta Media Group SA (la «société») et de ses filiales (conjointement le «Groupe»), établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et avec les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé clôturé le 31 décembre 2006, le compte de résultat consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le bilan consolidé s'élève à 985.534 (000) EUR et le bénéfice consolidé de l'exercice (part du Groupe) clôturé à cette date s'élève à 24.786 (000) EUR.

Les comptes annuels de certaines sociétés importantes comprises dans le périmètre de consolidation ont été contrôlés par d'autres réviseurs. Notre attestation sur les comptes consolidés ci-joints, dans la mesure où elle porte sur les montants relatifs à ces sociétés, est basée sur les rapports de ces autres réviseurs.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que

celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le Groupe pour l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis, ainsi que les rapports des autres réviseurs sur lesquels nous nous sommes basés, fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, et sur base des rapports des autres réviseurs, les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2006, et de ses résultats et flux de trésorerie pour l'année clôturée à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Le 6 avril 2007

Le commissaire

DELOITTE Réviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL
Représentée par Jos Vlamincx et Mario Dekeyser

Rapport annuel du conseil d'administration

A l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 15 mai 2007 et relatif aux comptes annuels clôturés le 31 décembre 2006

Chers actionnaires,

Conformément aux articles 95 et 96 du Code des Sociétés, nous avons l'honneur de vous faire rapport des activités de notre société et de notre gestion au cours de l'exercice écoulé, clôturé au 31 décembre 2006.

Commentaire des comptes annuels

Ce commentaire est basé sur le bilan après affectation du résultat et ne vaut dès lors que sous réserve d'approbation, par l'assemblée générale, de l'affectation proposée du résultat.

Le projet de comptes annuels a été établi conformément aux dispositions de l'AR du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés, plus spécifiquement le livre II titre I, relatif aux comptes annuels des entreprises et conformément aux dispositions légales et administratives particulières applicables à l'entreprise.

Les activités de la société Roularta Media Group SA se situent principalement dans le domaine des médias imprimés. RMG SA détient en outre en Belgique et à l'étranger des participations dans plusieurs sociétés actives dans le secteur des médias imprimés et audiovisuels, de l'imprimerie, ainsi que dans des sociétés qui fournissent des services aux sociétés du Groupe.

Les comptes annuels fournissent un aperçu général de l'activité de notre société, ainsi que du résultat réalisé. Au cours de l'exercice écoulé, un bénéfice de 3.523.748,53 euros a été réalisé, contre 18.052.590,10 euros au cours de l'exercice 2005.

Bilan après affectation du résultat (en milliers d'euros)

Actif	31/12/06	%	31/12/05	%
Actifs immobilisés	485.520	83,73	263.051	74,62
Actifs circulants	94.346	16,27	89.447	25,38
Total de l'actif	579.866	100	352.498	100

Passif	31/12/06	%	31/12/05	%
Capitaux propres	243.636	42,02	197.280	55,97
Provisions et impôts différés	840	0,14	2.255	0,64
Dettes > 1 an	90.616	15,63	13.891	3,94
Fonds permanents	335.092	57,79	213.426	60,55
Dettes < 1 an	242.075	41,75	137.126	38,90
Comptes de régularisation	2.699	0,46	1.946	0,55
Total du passif	579.866	100	352.498	100

Les données ci-dessus permettent de déduire les ratios suivants:

	31/12/06	31/12/05
1. Liquidité (actifs circulants / dettes à court terme)	0,39	0,65
2. Solvabilité (fonds propres / total du bilan)	42,02%	55,97%

Les investissements en immobilisations incorporelles réalisés au cours de l'exercice concernent principalement l'achat de progiciels et le développement de logiciels spécifiques destinés à l'administration, aux rédactions et aux services commerciaux.

Les principaux investissements sur le plan des immobilisations corporelles concernent l'aménagement d'un nouveau parking à côté du siège central de Roulers, des travaux d'entretien réalisés dans des bâtiments propres et loués, des fournitures de bureau diverses et du matériel roulant.

Les changements dans les immobilisations financières concernent essentiellement:

- l'achat de 100% des actions de Groupe Express-Expansion SA;
- une augmentation de capital dans Roularta Printing SA par le biais d'un apport de terrains, avec augmentation du taux de participation de 75,67% à 77,41%;
- une augmentation de capital par le biais d'un apport en espèces et par incor-

poration d'un emprunt dans A Nous Province SAS, avec modification du taux de participation de 100% à 50%;

- une augmentation de capital par l'incorporation d'un emprunt dans Algo Communication SARL, avec modification du taux de participation de 100% à 50%;
- une augmentation de capital par l'incorporation d'un emprunt dans Studio Press SAS, sans modification du taux de participation;
- l'augmentation du taux de participation dans Mestne Revije d.o.o. de 80% à 92%;
- un apurement pour les actions de Roularta Media France SA (auparavant Aguesseau Communication), sans modification du taux de participation;
- l'achat de 50% des actions de Liefde voor het Leven SPRL;
- la vente de la participation dans Publiregiões Lda;
- la création de Paginas Longas Lda avec un taux de participation de 40%;
- le rachat d'un emprunt obligatoire au Groupe Express-Expansion à l'occasion du rachat des actions de cette société;

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

- le financement d'un certain nombre de filiales sous la forme de crédits;
- la comptabilisation d'une moins-value supplémentaire sur la participation dans Studio Press SAS et d'une moins-value sur la participation dans Press News SA;
- la comptabilisation d'une moins-value supplémentaire sur l'emprunt à Belgian Business Television SA et d'une moins-value sur l'emprunt à Studio Press SAS.

Les placements de trésorerie contiennent 224.156 actions propres détenues par la société au 31 décembre 2006. Les actions qui ont été attribuées à des plans de stock options destinés aux travailleurs ont été évaluées au prix d'exercice des options. Les autres actions ont été évaluées à leur prix d'acquisition étant donné que celui-ci était inférieur au cours de clôture à la date du bilan.

Le 6 janvier 2006, le capital a été augmenté de 786.881,70 euros par la création de 39.090 nouvelles actions accompagnées d'un strip VVPR à la suite de l'exercice de warrants. Recourant au capital autorisé, le conseil d'administration a ensuite augmenté le capital de 118,30 euros par incorporation de réserves disponibles pour un même montant, sans émission de nouvelles actions, pour porter le capital social à 120.054.000,00 euros.

Le 1^{er} février 2006, le conseil d'administration a, dans le cadre d'un placement privé, augmenté le capital de 11.885.204,09 euros par le biais de l'émission de 989.609 nouvelles actions accompagnées d'un strip VVPR. L'augmentation de capital a été consignée dans un acte notarié le 6 février. Après cette augmentation de capital, ce dernier s'élevait à 131.939.204,09 euros. La prime d'émission d'un montant de 38.090.050,41 euros qui a été enregistrée sur un compte indis-

ponible à la suite de cette augmentation de capital a été incorporée dans le capital par décision de l'assemblée générale du 16 mai 2006 afin de porter le capital social à 170.029.254,50 euros, sans émission de nouvelles actions. L'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital de 45,50 euros par incorporation de réserves disponibles pour porter le capital à un montant arrondi de 170.029.300,00 euros, sans émission de nouvelles actions.

À la suite de l'exercice de warrants, le capital a été augmenté de 221.151,84 euros le 21 juin 2006 par la création de 19.825 nouvelles actions accompagnées d'un strip VVPR. Recourant au capital autorisé, le conseil d'administration a ensuite augmenté le capital de 48,16 euros par incorporation de réserves disponibles pour un même montant, sans émission de nouvelles actions, pour porter le capital social à 170.250.500,00 euros.

Les dettes financières à long terme ont considérablement augmenté, principalement à la suite de la conclusion d'un US Private Placement d'un montant de 61,8 millions d'euros et d'un emprunt auprès d'un organisme de crédit d'un montant de 20 millions d'euros, tous deux dans le cadre du financement du rachat de Groupe Express-Expansion.

Les dettes financières à court terme ont augmenté considérablement, principalement en raison de l'insertion temporaire de straight loans en vue de financer le rachat du Groupe Express-Expansion. Ces straight loans seront convertis en 2007 en crédits à long terme. Les autres dettes à court terme ont augmenté du fait de l'insertion de mises à la disposition temporaires sous la forme de compte courant par un certain nombre de filiales et d'un joint-venture.

Compte de résultats

Le résultat net de l'exercice actuel et de l'exercice précédent se compose comme suit:

	en milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Chiffre d'affaires		283.751	265.814
Autres produits d'exploitation		18.953	13.602
Approvisionnements et marchandises		-175.946	-159.967
Services et biens divers		-64.633	-60.849
Frais de personnel		-38.414	-36.246
Amortissements		-4.317	-4.569
Moins-values		688	-497
Provisions		184	331
Autres charges d'exploitation		-724	-849
Résultat d'exploitation		19.542	16.770
Résultat financier		2.239	10.080
Résultat exceptionnel		-13.338	-2.539
Prélèvements sur impôts différés		30	36
Impôts sur le résultat		-4.998	-6.350
Résultat de l'exercice		3.475	17.997
Prélèvement sur (+) / transfert vers (-) les réserves immunisées		49	56
Bénéfice de l'exercice à affecter		3.524	18.053

Le chiffre d'affaires a surtout augmenté du fait de la progression des ventes dans le domaine de la publicité et des abonnements, de la croissance des ventes d'imprimés et de la hausse des honoraires et prestations fournies à des tiers et à des sociétés du Groupe. Les autres produits d'exploitation ont principalement augmenté grâce à l'amélioration du résultat de l'association en participation avec la filiale De Streekkrant-De Weekkrantgroep SA.

L'accroissement des marchandises est la conséquence d'une augmentation du chiffre d'affaires de la publicité, pour lequel des contrats de régie ont été conclus avec des filiales et joint-ventures. L'augmentation du chiffre d'affaires des imprimés se traduit également par une hausse des frais d'impression.

L'augmentation des services et biens divers est principalement due aux honoraires exceptionnels liés aux acquisitions de cette année et à la hausse des frais de promotion.

La hausse dans les frais de personnel est la conséquence d'une indexation et de l'accroissement de l'effectif.

Pour les moins-values, on a comptabilisé une reprise des moins-values enregistrées au cours des années écoulées sur les créances commerciales de deux filiales.

Il en résulte une augmentation nette de 2,8 millions d'euros du bénéfice d'exploitation.

Le résultat financier affiche un recul considérable, principalement à cause d'une diminution des dividendes reçus d'entreprises liées et à cause des intérêts payés dans le cadre de l'US Private Placement et des emprunts auprès d'organismes de crédit.

Le résultat exceptionnel est principalement dû à des moins-values sur des participations dans des entreprises liées et des emprunts aux dites entreprises.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat comme suit:

A. Bénéfice à affecter Composé de - bénéfice de l'exercice à affecter - bénéfice reporté de l'exercice précédent	3.523.748,53 8.424,65	3.532.173,18
B. Prélèvements sur les capitaux propres Composés de - prélèvements sur réserves	4.800.000,00	4.800.000,00
C. Affectations aux capitaux propres Composées de - affectations à la réserve légale	-177.000,00	-177.000,00
D. Résultat à reporter		-62.171,43
F. Bénéfice à distribuer Composé de - rémunération du capital	-8.093.001,75	-8.093.001,75

La rémunération du capital se compose comme suit:

Type d'actions	Total brut	P.M. retenu	Total net	Nombre d'actions	Net/action
Actions ordinaires	€ 6.140.040,75	€ 1.535.010,19	€ 4.605.030,56	8.186.721 (8.410.877 - 224.156) ¹	€ 0,563
Actions ordinaires avec strip VVPR	€ 1.952.961,00	€ 292.944,15	€ 1.660.016,85	2.603.948	€ 0,638

Nous vous proposons de mettre les dividendes en paiement à partir du 1^{er} juin 2007 contre la remise du coupon n° 9 et le cas échéant du strip VVPR n° 9 aux guichets d'ING, de la Banque Degroof et de KBC Banque.

Intérêt opposé de nature patrimoniale d'un administrateur

Dans le courant de l'exercice, il n'y a pas eu d'intérêts opposés, de nature patrimoniale, d'un administrateur.

Faits importants survenus après la clôture de l'exercice

Après la clôture de l'exercice sont survenus les événements importants suivants, qui pourraient être de nature à influencer de manière importante les résultats et la position financière de l'entreprise:

- Du fait de l'exercice de 9.340 warrants, le capital de Roularta Media Group SA a été augmenté de 188.014,20 euros par acte notarié du 5 janvier 2007, et ensuite de 485,80 euros par le biais de l'incorporation de réserves disponibles, ce qui l'a porté à 170.439.000,00 euros, représenté par 11.014.825 actions, dont 2.603.948 actions à caractère VVPR;
- Au mois de janvier 2007, Roularta Media Group SA a acquis 100% des actions d'Academici Roularta Media SA, une ancienne joint-venture (50/50) entre Roularta Media Group SA et Monsieur Ron Maes;
- En mars 2007, Roularta Media Group a racheté toutes les actions de Medical Integrated Communication SA, éditeur de la revue bilingue Le Journal du Dentiste/De Tandartsenkrant;
- Roularta Media Group SA a racheté fin mars 2007 les revues professionnelles Datanews et Texbel de VNU Business Publications, ainsi que les sites Internet liés à ces publications.

Informations sur les circonstances susceptibles d'influencer notablement le développement de la société

Nous ne prévoyons pas de circonstances notables susceptibles d'exercer un impact important sur l'évolution future de notre société.

Recherche et développement

En tant qu'entreprise multimédia, Roularta Media Group est active dans différents secteurs de pointe. Dans ces secteurs, Roularta Media Group étudie sans cesse de nouvelles possibilités, d'où sa réputation d'innovateur de taille. Roularta Media Group attache une grande importance à la recherche et au développement. Ces efforts profitent naturellement aux processus de travail internes du

Groupe lui-même, mais il n'est pas rare qu'ils servent de moteur aux évolutions fondamentales du marché. Dans la division Médias Imprimés par exemple, Roularta Media Group est à l'origine de divers standards belges et internationaux qui décrivent la méthode de la préparation de l'impression de données numériques et de l'échange électronique des instructions qui les accompagnent. La standardisation extrême est essentielle pour garantir un contrôle efficace de la qualité dans ces workflows numériques. Roularta Media Group veut par ailleurs continuer à jouer dans ce domaine un rôle de pionnier essentiel.

Augmentation de capital et émission d'obligations convertibles et de warrants décidées par le conseil d'administration dans le courant de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé, le conseil d'administration n'a pas décidé d'émettre d'obligations convertibles et/ou de warrants dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration, utilisant le capital autorisé, a augmenté le capital:

- de 118,30 euros le 6 janvier 2006 par incorporation de réserves disponibles pour un même montant, sans émission de nouvelles actions, pour le porter à 120.054.000,00 euros;
- de 11.885.204,09 euros le 6 février 2006 par le biais de l'émission de 989.609 nouvelles actions accompagnées d'un strip VVPR, pour porter le capital à 131.939.204,09 euros.
- de 48,16 euros le 21 juin 2006 par incorporation de réserves disponibles pour un même montant, sans émission de nouvelles actions, pour porter le capital social à 170.250.500,00 euros.

Succursales

La société n'a pas de succursales.

Actions propres

Le mandat statutaire du conseil d'administration permettant l'achat d'actions propres a été renouvelé par l'Assemblée Générale du 16 mai 2006. Le conseil d'administration n'a pas fait usage de ce mandat au cours de l'exercice 2006.

Les 224.156 actions rachetées au cours des années précédentes et détenues

¹Voir infra - le dividende sur les actions propres est attribué aux autres actions.

par la société au 31 décembre 2006 ont été acquises pour un montant total de 5.876.932,83 euros. Les actions propres ont été reprises dans l'actif sous la rubrique 'Placements de trésorerie'.

Le droit au dividende lié aux actions propres est entièrement distribué au profit des autres actions dont les droits n'ont pas été suspendus. Les coupons de dividende périmés (le coupon n° 9 - strip VVPR n° 9) sont détruits.²

Actions détenues par une filiale

Les filiales de la société ne détiennent pas d'actions de la société Roularta Media Group SA.

Développements prévus

Roularta Media Group s'attend en 2007, pour la division Médias Imprimés, à une année stable sur le plan de la publicité dans les magazines et une bonne année pour la publicité dans les journaux gratuits. Le marché des lecteurs évolue favorablement, tant sur le plan des abonnements que de la vente au numéro. Du fait de l'évolution des sites Internet, nous prévoyons une hausse des revenus de la publicité par le canal Internet.

Du côté des coûts, Roularta Media Group table pour 2007 sur une hausse des prix du papier. Les efforts pour continuer à travailler économiquement et pour pouvoir ainsi augmenter la productivité générale sont poursuivis.

Communication concernant l'utilisation par la société d'instruments financiers, dans la limite où cela s'avère important pour l'appréciation de son actif et de son passif, de sa position financière ainsi que de son résultat

En 2006, Roularta Media Group a procédé à un placement privé libellé en USD aux Etats-Unis. Pour couvrir le risque de change et le risque de taux sur cet emprunt en USD, RMG a souscrit un contrat IRCS dont les échéances se situent aux mêmes dates que celles des amortissements et des paiements d'intérêt.

Pour couvrir les risques résultant des fluctuations défavorables des taux d'intérêt, le Groupe a utilisé des instruments financiers, à savoir des contrats IRS et le contrat IRCS précité.

Personnel

La société entend continuer à motiver son management et ses collaborateurs et leur offrir la possibilité de bénéficier de la croissance de Roularta Media Group par le biais de l'évolution de l'action Roularta.

Dans ce contexte, la société dispose de deux plans de warrants, dont l'un date d'avant l'introduction en Bourse, et de trois plans de stock options. Deux plans de warrants et deux plans de stock options sont déjà en cours d'exercice. En novembre 2006, l'opportunité a été offerte à la direction et aux cadres de souscrire à des options d'actions. L'offre venait à échéance le 5 janvier 2007.

La politique en matière de Gestion des Ressources Humaines (GRH) au sein de Roularta Media Group vise à attirer de manière proactive et intégrée des collaborateurs compétents, à les former et à les accompagner de manière à permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs.

Pour la réalisation de cet objectif, un rôle stratégique est réservé au management de ligne et le service central des ressources humaines met ses connaissances, son expérience et son professionnalisme à la disposition du management de ligne dans ce processus.

Toutes les actions GRH visent à optimiser le fonctionnement actuel et futur de nos collaborateurs au sein de Roularta Media Group.

Aspects environnementaux

Le Groupe aspire toujours à une amélioration des conditions de travail sur le lieu de travail des collaborateurs, par exemple par le biais d'une généralisation des écrans plasma et d'un aménagement ergonomique des bureaux.

La société n'exerce pas d'activités qui nuisent aux personnes et à l'environnement et qui sont sujettes à autorisation ou notification conformément aux prescriptions de Vlarem.

Principaux risques et incertitudes

Outre les risques traditionnels pour chaque entreprise, Roularta Media Group suit pas à pas les évolutions du marché dans l'univers des médias, de manière

à pouvoir en tout temps anticiper les modifications et les nouvelles tendances de l'environnement dans lequel opère l'entreprise. Grâce à l'offre multimédia dont elle dispose, Roularta Media Group peut réagir de manière adéquate aux glissements de l'attention du monde publicitaire et du lectorat d'une forme de médias à l'autre. De même, le fait que Roularta Media Group puise ses revenus à la fois dans le marché publicitaire et dans le marché des lecteurs permet une répartition suffisante du risque en cas d'évolution négative dans l'un ou l'autre marché.

Les catégories de frais qui déterminent dans une large mesure le prix de revient total dans la division Médias Imprimés, comme les frais d'impression, de distribution, de personnel et de promotion, sont suivis minutieusement. L'évolution des prix du papier à l'échelle internationale est incertaine et requiert une attention particulière de notre part.

Nominations

Le mandat d'administrateur de Monsieur Iwan Bekaert expirera lors de l'assemblée annuelle du 15 mai 2007. Le conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat de Monsieur Iwan Bekaert pour une période d'un an.

Madame Caroline De Nolf a donné le 24 juin 2006 sa démission en tant qu'administrateur. Conformément à l'article 15 des statuts, le conseil d'administration a décidé de coopter comme administrateur la SA Verana, dont le siège social est établi à 8800 Roulers, Meiboomlaan 110, avec Madame Caroline De Nolf comme représentante permanente, en remplacement de Madame Caroline De Nolf. Il sera proposé à l'Assemblée Générale de confirmer cette nomination.

Décharge

Nous prions l'Assemblée Générale d'approuver les comptes annuels qui lui sont soumis et d'accepter l'affectation proposée du résultat. Nous la prions également de donner décharge aux administrateurs et au commissaire de l'entreprise pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice écoulé.

*Etabli à Roulers,
le 16 mars 2007*

Le conseil d'administration

²Voir supra - tableau rémunération du capital

Comptes annuels statutaires

1. BILAN STATUTAIRE APRÈS RÉPARTITION		
ACTIF	2006	2005
Actifs immobilisés	485.520	263.051
I. Frais d'établissement	1.316	
II. Immobilisations incorporelles	5.138	5.286
III. Immobilisations corporelles	18.202	20.847
A. Terrains et constructions	15.138	18.367
B. Installations, machines et outillage	277	188
C. Mobilier et matériel roulant	2.207	2.192
E. Autres immobilisations corporelles	256	100
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	324	
IV. Immobilisations financières	460.864	236.918
A. Entreprises liées	458.219	233.614
1. Participations	360.162	173.918
2. Créances	98.057	59.696
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	1.635	2.294
1. Participations	1.535	2.194
2. Créances	100	100
C. Autres immobilisations financières	1.010	1.010
1. Actions et parts	653	653
2. Créances et cautionnements en numéraire	357	357
Actifs circulants	94.346	89.447
V. Créances à plus d'un an	1.218	783
B. Autres créances	1.218	783
VII. Créances à un an au plus	79.287	67.962
A. Créances commerciales	76.596	65.106
B. Autres créances	2.691	2.856
VIII. Placements de trésorerie	6.876	7.451
A. Actions propres	5.877	6.452
B. Autres placements	999	999
IX. Valeurs disponibles	5.036	10.969
X. Comptes de régularisation	1.929	2.282
TOTAL DE L'ACTIF	579.866	352.498

PASSIF	2006	2005
Capitaux propres	243.636	197.280
I. Capital	170.251	119.267
A. Capital souscrit	170.251	119.267
II. Primes d'émission	304	304
IV. Réserves	72.997	77.669
A. Réserve légale	12.103	11.926
B. Réserves indisponibles	5.877	6.452
1. Pour actions propres	5.877	6.452
C. Réserves immunisées	2.397	2.446
D. Réserves disponibles	52.620	56.845
V. Bénéfice reporté	62	8
VI. Subsidés en capital	22	32

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Provisions et impôts différés	840	2.255
VII. A. Provisions pour risques et charges	602	1.987
1. Pensions et obligations similaires	141	255
4. Autres risques et charges	461	1.732
B. Impôts différés	238	268
Dettes	335.390	152.963
VIII. Dettes à plus d'un an	90.616	13.891
A. Dettes financières	90.554	13.854
2. Emprunts obligataires non subordonnés	61.820	
4. Etablissements de crédit	27.834	12.954
5. Autres emprunts	900	900
D. Autres dettes	62	37
IX. Dettes à un an au plus	242.075	137.126
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	5.675	7.030
B. Dettes financières	117.000	29.500
1. Etablissements de crédit	117.000	29.500
C. Dettes commerciales	70.013	61.449
1. Fournisseurs	70.013	61.449
D. Acomptes reçus sur commandes	12.152	11.990
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	8.375	8.051
1. Impôts	1.550	1.517
2. Rémunérations et charges sociales	6.825	6.534
F. Autres dettes	28.860	19.106
X. Comptes de régularisation	2.699	1.946
TOTAL DU PASSIF	579.866	352.498

2. COMPTE DE RÉSULTATS STATUTAIRE		
COMPTE DE RÉSULTATS	2006	2005
I. Ventes et prestations	302.704	279.416
A. Chiffre d'affaires	283.751	265.814
D. Autres produits d'exploitation	18.953	13.602
II. Coût des ventes et des prestations	-283.162	-262.646
A. Approvisionnements et marchandises	175.946	159.967
1. Achats	175.946	159.967
B. Services et biens divers	64.633	60.849
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	38.414	36.246
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	4.317	4.569
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-688	497
F. Provisions pour risques et charges	-184	-331
G. Autres charges d'exploitation	724	849
III. Bénéfice d'exploitation	19.542	16.770
IV. Produits financiers	7.787	11.673
A. Produits des immobilisations financières	6.255	11.259
B. Produits des actifs circulants	1.479	378
C. Autres produits financiers	53	36
V. Charges financières	-5.548	-1.593
A. Charges des dettes	4.694	1.259
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub II. E	43	-498
C. Autres charges financières	811	832
VI. Bénéfice courant avant impôts	21.781	26.850
VII. Produits exceptionnels	4.652	346
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	3.155	90
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	1.200	
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	279	241
E. Autres produits exceptionnels	18	15

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

VIII. Charges exceptionnelles	-17.990	-2.885
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	57	
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	13.676	1.542
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles		1.200
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	4.019	100
E. Autres charges exceptionnelles	238	43
IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts	8.443	24.311
IX. Bis	30	36
A. Prélèvements sur les impôts différés	30	36
X. Impôts sur le résultat	-4.998	-6.350
A. Impôts	-4.998	-6.350
XI. Bénéfice de l'exercice	3.475	17.997
XII. Prélèvements sur les réserves immunisées		
A. Prélèvements sur les réserves immunisées	49	56
B. Transfert aux réserves immunisées	49	56
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter	3.524	18.053

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS	2006	2005
A. Bénéfice à affecter	3.532	18.090
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	3.524	18.053
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	8	37
B. Prélèvements sur les capitaux propres	4.800	
2. Sur les réserves	-4.800	
C. Affectations aux capitaux propres	-177	-10.032
2. A la réserve légale	177	32
3. Aux autres réserves		10.000
D. Résultat à reporter	-62	-8
1. Bénéfice à reporter	62	8
F. Bénéfice à distribuer	-8.093	-8.050
1. Rémunération du capital	8.093	8.050

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Résumé des règles d'évaluation

Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont évalués à la valeur d'acquisition et sont amortis à 100%. Dans le cas où ces frais d'établissement comprendraient des montants importants, ils sont amortis linéairement sur une période de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les titres acquis de tiers ou les titres obtenus par une mise de fonds, goodwill et software.

Les titres et le goodwill sont amortis sur 4 à 12 ans, en fonction de l'intégration des titres et du goodwill acquis dans des titres existants.

Les softwares sont amortis linéairement à 20% ou à 33,33%. Les softwares existants qui sont transférés à l'intérieur du Groupe sont amortis sur base de la valeur comptable nette à 40% ou 50% linéairement.

Scénarios et productions de films sont amortis sur 3 ans.

Les frais d'étude et de développement sont immédiatement imputés sur le compte de résultats. Le conseil d'administration peut décider l'activation de montants importants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont estimées à la valeur d'acquisition, dont on déduit les amortissements et les diminutions de valeur appliquées. Les frais supplémentaires sont activés et amortis de manière identique à la valeur principale d'acquisition ou d'investissement des immobilisations corporelles en question.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon les pourcentages d'amortissement suivants:

	Linéaire		Dégressif	
	Min.	Max.	Min.	Max.
Terrains		0%		
Bâtiments	2%	10%	4%	20%
Parkings			10%	25%
Diverses installations	5%	20%	10%	40%
Gros entretien	10%	50%	10%	25%
Aménagement bâtiments	10%	20%	10%	25%
Installations, machines et outillage	20%	33,33%	20%	50%
Matériel de bureau	10%	33,33%	20%	50%
Matériel roulant	20%	33,33%		
Leasing machines	20%	33,33%	20%	50%
Immobilisations en cours (pas d'acomptes versés)	0%			

Le matériel et les machines d'occasion sont amortis linéairement à 50%.
Les œuvres d'art qui ne subissent pas de diminution de valeur ne sont pas amorties.

Immobilisations financières

Les participations et actions sont évaluées à la valeur d'acquisition. Les créances sur des entreprises liées sont reprises sous les immobilisations financières si le conseil d'administration a l'intention de supporter le créancier de manière durable. Ces créances sont reprises à la valeur nominale. Des réductions de valeur sur immobilisations financières sont appliquées en cas de dévalorisation durable.

Stocks

Les matières premières, les matières auxiliaires et les marchandises sont estimées selon la méthode FIFO. Les stocks surannés et à rotation lente sont dépréciés systématiquement. Le stock disponible d'imprimés est estimé au prix de fabrication, frais indirects de production compris.

Créances

Les créances sont estimées sur la base de leur valeur nominale. Les dépréciations sont appliquées proportionnellement soit aux pertes constatées, soit sur la base des soldes individuels jugés douteux.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les actions propres sont évaluées comme suit: les actions propres servant à couvrir les plans d'options sont attribuées et évaluées à leur valeur d'acquisition ou à la valeur la plus basse entre le prix d'exercice de l'option d'une part, et la valeur de marché d'autre part. Les autres actions propres sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Les titres sont évalués à leur valeur d'acquisition. Les placements à terme et les valeurs disponibles sont évalués à leur valeur nominale.

Comptes de régularisation (actif)

Les frais à transférer (prorata des frais qui sont à la charge des exercices suivants) et les produits acquis (prorata des produits relatifs à l'exercice écoulé) sont imputés sur les comptes de régularisation de l'actif.

Subsides en capital

Cette rubrique comprend les subsides en capital attribués. Ceux-ci sont repris dans le résultat selon le rythme d'amortissement des actifs auxquels ils se rapportent. Le montant des impôts différés sur les subsides en capital est transféré vers le compte 'Impôts différés'.

Provisions pour risques et charges

Sur base d'une appréciation réalisée par le conseil d'administration à la date du bilan, des provisions sont instaurées pour couvrir les pertes éventuelles qui sont probables ou certaines mais dont la portée n'est pas encore déterminée précisément.

Dettes

Les dettes sont reprises dans le bilan sur la base de leur valeur nominale. A la date du bilan, les provisions sociales, fiscales et commerciales nécessaires sont constituées.

Comptes de régularisation (passif)

Les frais à imputer (prorata des frais relatifs à l'exercice social écoulé) et les produits à transférer (prorata des produits pour les exercices sociaux suivants) sont imputés sur les comptes de régularisation du passif.

Devises étrangères

Les créances et les dettes en devises étrangères sont portées en compte lors de leur création au cours en vigueur pendant la période. Les créances et les dettes exprimées en devise étrangère sont converties à la fin de l'exercice au taux de clôture sauf si celles-ci sont garanties spécifiquement. Les écarts de conversion qui en découlent sont imputés au compte de résultats si le calcul par monnaie donne lieu à un écart négatif et ils sont repris sur les comptes de régularisation du passif si le calcul par monnaie donne lieu à un écart positif.

Bilan social

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise: 130.00 218.00

I. Etat des personnes occupées				
	Temps plein 2006	Temps partiel 2006	Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) 2006	Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) 2005
A. Travailleurs inscrits au registre du personnel				
1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	578,7	164,1	701,1 (ETP)	682,2 (ETP)
Nombre effectif d'heures prestées	903.624	192.853	1.096.477 (T)	1.064.451 (T)
Frais de personnel	32.606	5.754	38.360 (T)	36.198 (T)
Montant des avantages accordés en sus du salaire (en milliers d'euros)			238 (T)	139 (T)
		Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
2. A la date de clôture de l'exercice				
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel		587	165	710,7
b. Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée		573	165	696,7
Contrat à durée déterminée		11	-	11,0
Contrat de remplacement		3	-	3,0
c. Par sexe				
Hommes		283	21	298,6
Femmes		304	144	412,1
d. Par catégorie professionnelle				
Employés		560	150	672,5
Ouvriers		27	15	38,2
B. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise				Personnel intérimaire
Au cours de l'exercice				
Nombre moyen de personnes occupées				18,6
Nombre effectif d'heures prestées				35.926
Frais pour l'entreprise (en milliers d'euros)				673

II. Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice			
	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
A. Entrées			
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	91	10	95,5
b. Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	76	9	79,8
Contrat à durée déterminée	10	-	10,0
Contrat de remplacement	5	1	5,7
c. Par sexe et niveau d'études			
<i>Hommes :</i>			
Secondaire	12	-	12,0
Supérieur non universitaire	19	1	19,1
Universitaire	10	1	10,5
<i>Femmes :</i>			
Secondaire	13	-	13,0
Supérieur non universitaire	23	8	26,9
Universitaire	14	-	14,0
B. Sorties			
a. Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	60	13	68,9
b. Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	58	12	66,4
Contrat de remplacement	2	1	2,5
c. Par sexe et niveau d'études			
<i>Hommes :</i>			
Primaire	1	1	1,8
Secondaire	5	1	5,8
Supérieur non universitaire	15	1	15,8
Universitaire	6	-	6,0
<i>Femmes :</i>			
Primaire	3	2	3,9
Secondaire	7	2	8,6
Supérieur non universitaire	16	5	19,5
Universitaire	7	1	7,5
d. Par motif de fin de contrat			
Pension	1	-	1,0
Prépension	1	3	3,4
Licenciement	12	4	14,5
Autre motif	46	6	50,0

III. Etat concernant l'usage, au cours de l'exercice, des mesures en faveur de l'emploi			
Mesures en faveur de l'emploi	Nombre de travailleurs concernés		3. Montant de l'avantage financier (en milliers d'euros)
	1. Nombre	2. Equivalents temps plein	
1. Mesures comportant un avantage financier			
1.6. Réduction structurelle des cotisations de sécurité sociale	801	757,1	1.212
1.11. Convention de premier emploi	64	62,5	13
2. Autres mesures			
2.2. Contrats de travail successifs conclus pour une durée déterminée	8	8,0	
2.3. Prépension conventionnelle	1	1,0	
2.4. Réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale des travailleurs à bas salaires	226	209,0	
Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi			
- Total pour l'exercice	801	757,1	
- Total pour l'exercice précédent	774	732,9	

IV. Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice		
Total des initiatives en matière de formation des travailleurs à charge de l'employeur	Hommes	Femmes
1. Nombre de travailleurs concernés	249	366
2. Nombre d'heures de formation suivies	6.335	10.053
3. Coût pour l'entreprise	296	437

Rapport du commissaire

Rapport du commissaire sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2006 présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires

Aux actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de Roularta Media Group SA pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2006, établis conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 579.866 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 3.475 (000) EUR.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans la société pour l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2006 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des Sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels:

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

le 6 avril 2007

Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL
Représentée par Jos Vlaminckx et Mario Dekeyser

Roularta
Media Group



Editeur responsable: Roularta Media Group - Jean Pierre Dejaeghere - Directeur financier - Meiboomlaan 33 - 8800 Roeselare